

Accélérer la reprise post-COVID-19 par la solidarité Ushikamano panafricaine

Rapport sur la coopération Sud-Sud et triangulaire



Remerciements

Le présent rapport a été élaboré par Amanda Lucey avec le soutien d'Orria Goni et d'Ankun Liu du Hub Financement durable Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Pretoria, en Afrique du Sud, sous l'autorité du Directeur du Hub, Ayodele Odusola. L'équipe du rapport tient à exprimer sa sincère gratitude à tous les collègues du PNUD, tant au niveau national qu'au niveau régional, notamment Armstrong Alexis, Emma Ngouan-Anoh, Amarakoon Bandara, Rogers Dhliwayo, Lealem Berhanu Dinku, Xi Fang, Cláudia Fernandes, Daniel Gamboa, Habte Gebregziabhe, Tina Hoth, Artemy Izmetiev, Francis James, Adjoumani Josue, Stephen Kansuk, Jose Levy, Johnson Maiketso, Nebyu Mehari, Elisabete Mendes, James Neuhaus, Madeleine Nyiratuza, Wilmot Reeves, Gulcin Salingan, Roland Seri, Hanna Tequale et Carlos Cortes Zea pour leur soutien, leur engagement et leurs contributions tout au long du processus. Nous sommes aussi redevables à Hany Besada, Yoko Shimura et Yongjie Wang du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, à Nadine Piefer-Söyle et Gwamaka Kifukwe de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour leurs précieux apports et commentaires, ainsi qu'à Arnold Njogu et Fabrizio Andreuzzi du Bureau de gestion des crises au PNUD qui nous ont prêté leur concours en matière de soutien technique aux fins de la conception de l'enquête en ligne pour les besoins du rapport. Nos remerciements vont en outre aux institutions suivantes, qui ont eu l'obligeance de répondre à l'enquête en ligne menée par le PNUD : le ministère de l'Action sociale, de la Famille et de la Promotion des femmes (MASFAMU) d'Angola, le ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) du Cameroun, la Conférence conjointe des chambres de commerce chinoises d'outre-mer (JCCOCC), l'Académie chinoise du commerce international et de la coopération économique, l'Académie chinoise des sciences sociales, Diinsider, le ministère des Affaires étrangères de Côte d'Ivoire, la Commission nationale de planification de Namibie, le ministère du Plan du Niger, et le Département d'aide publique au développement du ministère de la Planification économique de l'État de Delta au Nigéria. Nous remercions également les partenaires techniques régionaux qui ont favorablement répondu à nos demandes d'entretien pendant la préparation du rapport, à savoir l'Agence brésilienne de coopération (ABC), l'Agence allemande de coopération internationale (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, GIZ), l'Institut pour le dialogue mondial (Institute for Global Dialogue, IGD), l'Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement (AMEXCID), l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB), Oxfam Afrique du Sud, Reality of Aid, l'Agence turque de coopération et de développement (TIKA), la Banque de technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés, le ministère du Commerce de la République populaire de Chine (MOFCOM) et l'Agence chinoise de promotion des investissements (CIPA). Nous sommes reconnaissants des précieuses contributions et observations et du soutien continu de nos collègues Jonas Deusch, Amadou Sow et Yuko Suzuki du PNUD ainsi que François Ekoko, Cynthia Olouasa, Dingding Sun et Xiaojun Grace Wang du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Nous souhaitons témoigner notre appréciation à la Banque islamique de développement (BID) et à l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) qui ont été et continueront d'être des partenaires essentiels à la réussite de notre travail. Enfin, nous tenons à remercier Barbara Hall qui a relu le texte anglais, Adla Kosseim qui s'est chargée de la version française du rapport et Pixykorner Studio qui a réalisé la conception graphique de la publication.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	1
Table des matières	2-3
Abréviations, sigles et acronymes	4
Avant-propos du PNUD	5
Résumé analytique	7
• Principales conclusions	7
• Recommandations clés	8
Recommandations clés à l'intention des gouvernements nationaux	8
Recommandations clés à l'intention des organismes régionaux	8
Recommandations clés à l'intention du PNUD	8

CHAPITRE 1

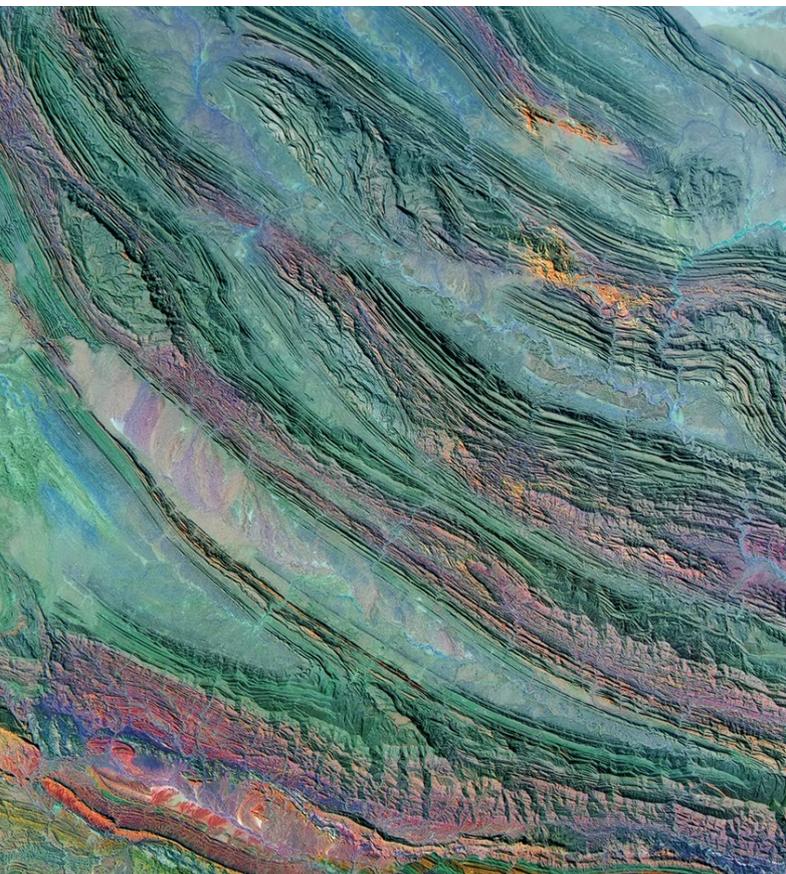
Introduction	10
--------------	----

CHAPITRE 2

Réponses politiques de l'Afrique face à la COVID-19	13
2.1 La réponse mondiale à la COVID-19	13
2.2 La réponse politique coordonnée et collaborative de l'Afrique face à la COVID-19	14
2.2.1. Développement de partenariats régionaux pour les réponses de l'Afrique en matière de santé	14
2.2.2 Collaboration en faveur de la relève des défis économiques et macro-économiques de l'Afrique	17
2.2.3 Travailler ensemble pour développer des réponses socio-économiques	20
2.2.4 La Zone de libre-échange continentale africaine : une opportunité de partenariats Sud-Sud	23
2.3 Conclusion	23

CHAPITRE 3

Initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire de l'Afrique : solutions face à la COVID-19 et au-delà	26
3.1 Institutionnalisation de la coopération Sud-Sud	26
3.2 L'impact de la COVID-19 sur la CSST	29
3.2.1 Initiatives africaines de CSST en réponse à la COVID-19	29
3.2.2 Solutions technologiques innovantes en réponse à la COVID-19 susceptibles d'être mises à l'échelle par le biais de la CSST	35
3.2.3 L'impact de la COVID-19 sur les initiatives de CSS en cours	37
3.2.4 Engagements au titre de la CSST susceptibles de faciliter le relèvement post-COVID-19	39
3.2.4.1 Santé	40
3.2.4.2 Développement socio-économique	41
3.2.4.3 Transport et logistique	42
3.2.4.4 Infrastructures agricoles	42
3.2.4.5 Changement climatique	43
3.2.4.6 Passage au numérique	44
3.3 Tendances de la CSST observables durant la pandémie de COVID-19	45
3.4 Conclusion	45



CHAPITRE 5

Appui aux capacités de CSST en Afrique : le rôle du PNUD	63
5.1 Appui aux capacités nationales et régionales de CSST en Afrique	63
5.2 Offre du PNUD en matière de CSST pour l'Afrique	63
5.3 Recommandations destinées aux parties prenantes à la CSST	68
5.3.1 Recommandations à l'intention des gouvernements nationaux	68
5.3.2 Recommandations à l'intention des organismes régionaux	68
5.3.3 Recommandations à l'intention du PNUD	68
5.3.3.1 Recommandations à l'intention des bureaux de pays	68
5.3.3.2 Recommandations à l'intention du Centre régional du PNUD pour l'Afrique	68
5.3.3.3 Recommandations à l'intention du Siège du PNUD	69

CHAPITRE 4

Au-delà de la COVID-19 : la coopération Sud-Sud et triangulaire en Afrique	47
4.1 Dynamiques mondiales en évolution en réponse à la COVID-19	47
4.2 Partenariats pour le développement : renforcement de la CSST en Afrique	48
4.2.1 Renforcement des partenariats dans le domaine de la CTr en Afrique	48
4.2.2 Partenariats en matière de CSST avec le secteur privé	51
4.2.3 Partenariats en matière de CSST avec le monde universitaire et la société civile	56
4.3 Mieux construire l'avenir : domaines d'intérêt de la CSST	58
4.3.1 Gouvernance	58
4.3.2 Protection sociale	59
4.3.3 Économie verte	59
4.3.4 Disruption numérique	59
4.4 Conclusion	61

CHAPITRE 6

Conclusion	71
------------	----



Abréviations, sigles et acronymes

ABC	Agence brésilienne de coopération	MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
ACP	États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	NDB	Nouvelle Banque de Développement
Afreximbank	Banque africaine d'import-export	NOREC	Agence norvégienne de coopération pour le développement
AMEXCID	Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement	ODD	Objectif de développement durable
AUDA-NEPAD	Agence de développement de l'Union africaine	OIT	Organisation internationale du Travail
BAD	Banque africaine de développement	OMS	Organisation mondiale de la santé
BAPA+40	Deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud	ONG	Organisation non gouvernementale
BID	Banque islamique de développement	OOAS	Organisation ouest-africaine de la santé
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est	OSC	Organisation de la société civile
CDC Afrique	Centres africains de contrôle et de prévention des maladies	PBU	Prevention of Blindness Union
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	PICA	Agence internationale de coopération palestinienne
CER	Communauté économique régionale	PMCED	Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
COVID-19	Coronavirus	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CSS	Coopération Sud-Sud	PPP	Partenariat public-privé
CSST	Coopération Sud-Sud et triangulaire	SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
CTr	Coopération triangulaire	SEGIB	Secrétariat Général Ibéro-américain
EPI	Équipement de protection individuelle	STIM	Science, technologie, ingénierie et mathématiques
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	TAP	Partenariat pour l'accès aux technologies
GIZ	Agence allemande de coopération internationale	TIKA	Agence turque de coopération et de développement
GPI	Initiative de partenariat mondial	TIC	Technologies de l'information et des communications
G-20	Groupe des 20	UA	Union africaine
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement	UE	Union européenne
JICA	Agence japonaise de coopération internationale	WPI	Institut polytechnique de Worcester
		ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine

Avant-propos

La pandémie de COVID-19 a mis en exergue l'importance des partenariats mondiaux et régionaux pour trouver ensemble des solutions communes à nos problèmes collectifs. Les partenariats sont essentiels pour relever les défis de développement persistants qui transcendent les pays et les régions. La coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) fait son chemin en Afrique et s'impose comme une plateforme capable de soutenir des moyens efficaces et localisés pour réaliser le développement durable en transformant certains défis parmi les plus contraignants en de nouvelles opportunités.

Le présent rapport *Accélérer la reprise post-COVID-19 par la solidarité Ushikamano panafricaine* illustre la vigueur de la résilience de l'Afrique face à la pandémie de COVID-19, renforcée par le partage mutuel des connaissances, des compétences et de l'expertise entre pays et régions. Il démontre la force et la ténacité de la solidarité panafricaine qu'évoquent le terme swahili Ushikamano. Il présente les expériences uniques qui ont permis au continent de répondre à ses besoins de financement pressants, de restructurer sa dette, de coordonner ses politiques aux niveaux national et régional et d'amorcer sa reprise économique. Il propose également un nouveau paradigme de développement qui soutient les pays dans leurs efforts pour se soustraire à leur dépendance vis-à-vis de l'aide.

Le présent rapport s'appuie sur deux publications précédentes, à savoir le *Premier rapport sur la coopération Sud-Sud en Afrique*, qui présente les réalisations de l'Afrique dans le cadre de la coopération Sud-Sud, et le rapport sur les *Bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire : pour une meilleure diffusion des solutions africaines*, qui souligne l'importance d'élaborer des solutions innovantes aux défis du développement en Afrique.

La deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud (BAPA+40) reconnaît la nécessité de soutenir la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST), qui est un catalyseur fondamental pour concrétiser la promesse de l'Afrique à travers l'offre stratégique renouvelée du PNUD en Afrique. Le PNUD facilite la mise en œuvre de la Stratégie à l'échelle du système des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et triangulaire pour le développement durable (2020-2024) en favorisant la promotion d'un environnement

habilitant, tant au niveau national qu'au niveau régional. Cela lui permet d'assumer son rôle de catalyseur de la réalisation des initiatives régionales ambitieuses énoncées dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine, le Programme d'action d'Addis-Abeba et la mobilisation des ressources des pays du Sud destinées à financer les objectifs de développement durable. Fort de son réseau, de son expertise et de son expérience, le PNUD continuera d'œuvrer de manière proactive en faveur de la coopération Sud-Sud et triangulaire, fidèle à son rôle reconnu de courtier de connaissances, de facilitateur de partenariats et de soutien au renforcement des capacités.

Ce nouveau rapport *Accélérer la reprise post-COVID-19 par la solidarité Ushikamano panafricaine* met en lumière la force d'innovation de l'Afrique et sa capacité à déployer des solutions efficaces pour relever ses propres défis en matière de développement. Il souligne également le rôle du PNUD dans l'établissement et le maintien de partenariats Sud-Sud et triangulaires efficaces en faveur du développement durable sur le continent.



Ahunna Eziakonwa

Sous-Secrétaire générale des Nations Unies
Administratrice assistante du PNUD et Directrice du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique



Résumé analytique

La pandémie de coronavirus (COVID-19) a mis à mal les systèmes de santé et sapé les gains acquis en matière de développement alors que les pays tentent de réagir à la nouvelle réalité. Le virus est susceptible d'avoir des impacts durables et de perpétuer les inégalités antérieures. Cependant, il est possible de mieux construire l'avenir en utilisant la pandémie pour reconsidérer les moyens de promouvoir le développement. La coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) permet de « faire plus avec moins » en fournissant des solutions en faveur du développement socio-économique rentables, localisées et spécifiques au contexte, qui s'appuient sur des partenariats de grande envergure et utilisent des mécanismes innovants pour relever les défis en cours. La COVID-19 a également mis en évidence la nécessité de passer à l'ère numérique de manière proactive. La CSST offre des moyens additionnels pour faciliter le transfert de technologie selon des conditions convenues d'un commun accord.

Ce rapport examine les réponses africaines à la COVID-19 par le biais de la CSS et de la CTr et au-delà. Il présente la manière dont la CSS et la CTr ont été utilisées aux fins de faciliter la riposte face à la COVID-19 et montre comment cette approche pourrait servir à l'avenir pour renforcer le relèvement post-COVID-19. Il cible un large public de parties prenantes africaines et vise à susciter de l'enthousiasme à l'égard de l'utilisation de la CSST tout en facilitant les échanges horizontaux de connaissances sur des solutions innovantes. En mettant en évidence les efforts actuels, il est à espérer que les expériences nationales pourront être mises à l'échelle aux niveaux régional et mondial. Le rapport met également en évidence les moyens par lesquels le PNUD peut soutenir ces efforts.

Le rapport s'appuie sur les conclusions de deux enquêtes en ligne. La première a été menée par les bureaux de pays du PNUD et les homologues gouvernementaux en Afrique, et la deuxième a été soumise aux différentes chambres de commerce chinoises sur le continent africain. En outre, un certain nombre d'entretiens de suivi ont eu lieu avec les participants à l'enquête ainsi qu'avec les principaux partenaires de la CSST. Des informations supplémentaires ont été par ailleurs tirées de l'examen de la littérature existante. Le rapport documente une variété de réponses africaines à la pandémie dans le domaine de la CSS et de la CTr et examine les manières spécifiques dont la CSS et la CTr peuvent être utilisées dans la riposte à la COVID-19. Les principales conclusions et recommandations sont détaillées ci-dessous.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

- L'Afrique a répondu à la pandémie de COVID-19 en élaborant des approches coordonnées et collaboratives en matière de réponses sanitaires, macroéconomiques et économiques tant au niveau régional que sous-régional et national. Cela a joué un rôle important dans l'atténuation de l'impact du virus et démontre la puissance de la CSS.
- Les pays africains et les organisations régionales et sous-régionales commencent également à développer des réponses socio-économiques globales à la COVID-19. La CSST a un rôle essentiel à jouer dans le partage et la mise à l'échelle des moyens efficaces mis en œuvre à cette fin. La ZLECAf peut changer la donne pour l'Afrique à travers la promotion de la production locale et l'amélioration du commerce intra-africain, mais ces efforts doivent être développés en conformité avec les capacités et le contexte propres aux pays du continent.
- La CSST a été utilisée comme moyen de répondre à la COVID-19, principalement par les pays partenaires tels que la Chine, Cuba, le Japon, le Maroc et la Turquie qui ont axé leur réponse sanitaire sur la CSST. De même, des initiatives de CSST ont été menées dans le domaine des interventions d'urgence, qui ne figurait pas jusqu'alors parmi les priorités de la CSST. Les initiatives de CSST dans d'autres secteurs ont également facilité la mise en place d'une riposte à la COVID-19 en Afrique. Cela montre l'importance de l'institutionnalisation de la CSST.
- Par ailleurs, la COVID-19 a entravé les initiatives de CSST en cours, tout en modifiant les moyens d'engagement y afférents. À certains égards, le passage en ligne a rendu le partage d'informations plus accessible et démocratique. Cela a entraîné une participation plus large de la population, mais a également mis en difficulté les pays dépourvus d'infrastructure en prévision du passage au numérique.
- La plupart des pays africains estiment que la CSST est appelée à prendre de plus en plus d'importance à l'avenir, à mesure que les pays du Nord se replieront sur eux-mêmes. Ils voient l'utilité de développer une réponse à long terme à la COVID-19 par le biais de partenariats accrus sous forme de CTr en vue d'aborder les mégatendances de l'Afrique.
- Les partenariats seront un élément essentiel dans la riposte face à la COVID-19. Principalement, les pays africains considèrent la CTr comme un outil important pour le partage des connaissances et l'apprentissage, la

réalisation des objectifs de développement mondiaux et régionaux grâce à des partenariats renforcés en faveur du développement durable, la promotion de la complémentarité et la coordination dans la coopération au développement. Pour que cette modalité soit efficace, il importe de développer la confiance, doublée d'un sentiment fort d'appropriation parmi toutes les parties et d'établir des mécanismes de coordination des rôles et des responsabilités clairement définis.

- Les partenariats en matière de CSST nécessitent une approche multipartite. Le secteur privé, les universités et la société civile ont déjà assuré divers rôles importants dans la réponse à la COVID-19 et démontrent une tendance croissante à l'engagement de multiples acteurs, mais cet effort peut être mis à l'échelle et rendu plus systématique.
- La COVID-19 a favorisé une transition rapide vers le numérique. L'Afrique doit adopter une position proactive en comprenant ses besoins et en développant une approche stratégique. La CSST peut être un moyen de faciliter le transfert de technologies et de savoir-faire technologiques.

RECOMMANDATIONS CLÉS

Recommandations clés à l'intention des gouvernements nationaux

- Développer des stratégies de CSST et affecter des points focaux pour la CSST au niveau du gouvernement, des universités, de la société civile et du secteur privé, et partager ces efforts avec d'autres pays menant des initiatives similaires.
- Cartographier les capacités nationales actuelles pour la mise en œuvre d'une stratégie de CSST, y compris en termes de possibilités de financement.
- Établir une base de données de bonnes pratiques qui peuvent être partagées avec d'autres pays par le biais de la CSST sur le site de SS Galaxy et d'autres plateformes numériques.
- Mettre au point des stratégies pour le relèvement socio-économique post-COVID-19 qui ont recours à la CSST pour faciliter le partage des connaissances.
- Formuler des stratégies de transformation numérique qui tiennent compte de la manière dont la CSST peut être utilisée en faveur du transfert de technologie et des technologies numériques.

Recommandations clés à l'intention des organismes régionaux

- Organiser des dialogues politiques pour soutenir le partage d'expériences en matière de CSST.
- Envisager le recours à des cadres et des mécanismes régionaux pour soutenir la CSST, tels que l'AUDA-NEPAD et la ZLECAF.
- Réfléchir à des stratégies de financement conjointes pour améliorer la CSST, comme par exemple un fonds pour la CSST consacré à la réponse face à la COVID-19.
- Renforcer l'engagement en faveur de la CSST auprès des pôles d'excellence régionaux, des universités, des groupes de réflexion et des centres de ressources.
- Soutenir les évaluations des capacités régionales et le rapprochement entre les différentes activités liées à la CSST.

Recommandations clés à l'intention du PNUD

- En tant que chef de file pour ce qui est des aspects techniques de la réponse socio-économique des Nations Unies, continuer à faciliter le développement des réponses socio-économiques à la COVID-19 sur le continent et les partager dans les pays africains par le biais de la CSST.
- Exploiter le rôle étendu joué par le PNUD en tant qu'intégrateur de réseau de pays pour soutenir la mise à l'échelle et le partage des bonnes pratiques entre les pays africains par le biais de la CSST, y compris en faveur de l'institutionnalisation et de la numérisation de la CSST.
- Améliorer la fonction d'intégrateur du PNUD en facilitant le partage d'expériences sur la façon dont les partenariats multipartites peuvent être rendus plus efficaces ainsi que les moyens mis en œuvre pour ce faire, et fournir des conseils sur la manière d'impliquer dans cette démarche tous les acteurs concernés.
- Soutenir la mise en œuvre de la ZLECAF en examinant les moyens de la promouvoir, comme par le biais des associations professionnelles régionales ou le transfert de biens et d'experts à travers le continent, et en fournissant une assistance technique, notamment par des orientations et des manuels appropriés.
- Renforcer l'innovation et les laboratoires d'accélération créés par le PNUD dans les pays en formant des équipes agiles pour explorer les domaines d'innovation, trouver des solutions qui permettent de relier le secteur informel à l'univers numérique et utiliser les laboratoires pour faire correspondre les solutions actuelles aux besoins émergents.



CHAPITRE 1



Introduction

La coopération Sud-Sud (CSS) et la coopération triangulaire (CTr) offrent des solutions de développement innovantes et adaptées au contexte, et sont reconnues pour promouvoir les échanges horizontaux de connaissances et de technologies. Ces échanges peuvent se produire entre deux pays confrontés à des défis de développement similaires, qui agissent en tant que partenaires respectivement initiateur et récepteur dans le processus de CSS, ou avec un troisième partenaire facilitant la CTr, qu'il s'agisse d'un pays développé ou d'une organisation multilatérale. L'apparition du coronavirus (COVID-19) a eu des conséquences extrêmement négatives sur le plan socio-économique partout dans le monde. Par conséquent, les gouvernements africains se sont tournés vers la CSST pour partager leurs solutions face à la pandémie, comme démontré plus loin dans ce rapport, tout en poursuivant, dans la mesure du possible, les initiatives de CSST déjà engagées. La CSST offre aussi des moyens utiles de partager des solutions économiques au titre de la réponse post-COVID-19, dans un climat où les gouvernements sont acculés au repli sur soi pour mobiliser leurs ressources en faveur des interventions d'urgence sur le plan interne.

En 2019, la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud s'est tenue à Buenos Aires, en Argentine. Le document final, connu sous le nom de Plan d'action de Buenos Aires (*Buenos Aires Plan of Action*, BAPA+40), a affirmé l'importance de la CSST et émis un certain nombre de recommandations sur la manière de la renforcer. Le document met l'accent sur le rôle des Nations Unies dans le soutien et la promotion de la CSST et se félicite de ce que beaucoup d'entités des Nations Unies aient intégré la CSS et la CTr dans leurs cadres stratégiques ou plans de travail respectifs. Il demande au système des Nations Unies d'aider les pays à renforcer les capacités humaines et institutionnelles requises en matière de CSST, tout en encourageant les partenariats potentiels et le transfert des technologies¹. Les Nations Unies ont également élaboré une stratégie en faveur de la CSST à l'échelle du système, qui a été finalisée en août 2020. Le PNUD a déjà fait la promotion de la CSST par le biais de son réseau de bureaux de pays et en s'efforçant de partager ces expériences au niveau régional et transfrontalier, comme en témoigne le Premier rapport sur la coopération Sud-Sud en Afrique, qui a été lancé lors de la Conférence BAPA+40².

Le présent rapport s'appuie sur ces efforts et examine comment les pays africains et les partenaires du Sud ont utilisé la CSST pour assurer le transfert de matériel médical et d'assistance technique dans le cadre de leur réponse politique à la COVID-19, et plus largement pour promouvoir le développement socio-économique. Il vise à montrer

le rôle déterminant que la CSST est à même de jouer en faveur du relèvement post-COVID-19 dans un large éventail de domaines aux fins d'insuffler un élan et un dynamisme nouveaux en renforçant les engagements au titre de la CSST sur le plan régional par le partage des expériences nationales.

Le rapport s'appuie sur les conclusions d'une enquête en ligne réalisée entre août et octobre 2020, qui a permis de rassembler des informations sur les réalisations des pays au niveau de l'institutionnalisation de la CSST et d'évaluer les types d'engagements pris en matière de CSST en réponse à la COVID-19, ainsi que la manière dont les efforts précédemment menés au titre de la CSST avaient facilité la riposte face à la pandémie. L'enquête a examiné l'impact de la COVID-19 sur les engagements en matière de CSS et posé des questions prospectives sur la CTr et les futurs domaines d'engagement. Au total, 23 répondants ont réagi à l'enquête en ligne du PNUD³. Il est à noter que parmi ceux-ci, quatre venaient de Côte d'Ivoire, quatre de Chine et deux d'Angola et de Namibie. Le reste provenait respectivement de Cabo Verde, du Cameroun, d'Érythrée, du Gabon, du Ghana, de la Namibie, du Niger, du Nigéria, de la République du Congo, du Rwanda et de la Zambie. Les répondants étaient pour la plupart des membres du personnel des bureaux de pays des Nations Unies et des représentants gouvernementaux de pays partenaires (huit d'entre eux étaient issus du gouvernement, treize du PNUD et deux de groupes de réflexion) intervenant dans les domaines thématiques de la CSST et/ou du développement. Les résultats ont été complétés par une enquête menée par le PNUD auprès des chambres de commerce chinoises en Afrique. Au total, il y a eu 15 réponses de la part des chambres de commerce sollicitées. Elles provenaient d'Afrique du Sud, d'Algérie, du Cameroun (six réponses), de la Côte d'Ivoire, de la Guinée équatoriale (deux réponses), du Lesotho, du Niger, du Nigeria et du Soudan du Sud.

En outre, ce rapport examine des études de cas d'initiatives CSST spécifiques disponibles dans la littérature, et intègre les conclusions des entretiens réalisés auprès d'un certain nombre de bureaux de pays du PNUD, de gouvernements et de partenaires de la CTr. Parmi ceux-ci figurent les bureaux de pays du PNUD et les représentants gouvernementaux à Cabo Verde, au Botswana, au Kenya, en Namibie, au Nigéria et en Zambie, ainsi que des partenaires de la CTr tels que l'Agence allemande de coopération internationale (*Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*, GIZ), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB), l'Agence turque de coopération et de développement

1 <https://undocs.org/fr/A/73/L.80>

2 <https://www.africa.undp.org/content/rba/fr/home/library/reports/first-african-south-south-cooperation-report.html>

3 Deux des 23 répondants ont soumis leurs réponses à deux reprises. Celles-ci ont été combinées en une seule réponse à chaque fois.

(TIKA), le Centre de politique du PNUD à Séoul (USPC) et la Banque de technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés. Des entretiens ont aussi été menés avec des partenaires de la société civile, tels que Reality of Aid, Institute for Global Dialogue (IGD) et Oxfam Afrique du Sud. Le rapport s'appuie également sur les engagements antérieurs du PNUD avec des partenaires tels que la Banque islamique de développement (BID) et l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD).

Le chapitre 2 examine comment les gouvernements africains ont réagi à la COVID-19 au travers de leurs réponses politiques. Il se penche d'abord sur la riposte mondiale à la COVID-19, en mettant l'accent sur celle des Nations Unies. Il aborde ensuite les réponses apportées par les gouvernements africains dans les domaines sanitaire, macro-économique et économique, puis en termes de développement socio-économique. Enfin, le chapitre s'intéresse à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), dont beaucoup prédisent qu'elle devrait changer la donne pour le relèvement de l'Afrique après la pandémie. En effet, on s'attend à ce que l'opérationnalisation de la ZLECAf facilite les échanges commerciaux et conforte les positions communes et les cadres réglementaires, et que celle-ci constitue une excellente occasion de renforcer les partenariats Sud-Sud intra-africains.

Le chapitre 3 décrit le processus d'institutionnalisation de la CSST et détaille les différentes expériences des gouvernements africains et leurs efforts pour les partager. Il examine les réponses spécifiques apportées par la CSST pour faire face à la COVID-19 à travers le continent africain, y compris les principaux acteurs impliqués, les types d'assistance fournis et leurs modalités. Il passe en revue les réponses de la CSST au plan sanitaire et dans les domaines thématiques pour lesquels les répondants à l'enquête ont indiqué que les précédents engagements au titre de la CSST avaient facilité la mise en place d'une riposte. Il s'attache ensuite à décrire comment les engagements pris dans le cadre de la CSST ont fait l'objet d'une refonte pour s'adapter aux nouvelles technologies et aux modèles multipartites. Puis il analyse l'impact de la COVID-19 sur les initiatives de CSST en

cours, comme les interruptions de voyage ou la redéfinition des priorités gouvernementales, en faisant cas, dans le même temps, des opportunités résultant de la pandémie. Enfin, le chapitre évoque le rôle potentiel de la CSST dans la reprise socio-économique en réponse à la COVID-19, en mettant en avant des exemples précédents de CSST dans divers domaines.

Le chapitre 4 étudie l'évolution de la dynamique mondiale en réponse à la COVID-19 et ses conséquences possibles sur la CSST à l'avenir. Notant que des partenariats mondiaux collaboratifs et concertés seront essentiels pour garantir que les pays se relèvent de la multitude de conséquences découlant de la pandémie, il examine comment mettre à l'échelle la CTR. Le chapitre analyse les réponses recueillies dans l'enquête en ligne du PNUD sur la CSST afin de déterminer la perception des gouvernements africains quant à l'importance du rôle que la CTR est appelée à jouer à l'avenir, ainsi que sa capacité à s'adapter aux grandes tendances du moment. Il détaille les moyens d'impliquer de multiples parties prenantes dans une réponse à la COVID-19, en particulier en ce qui concerne le secteur privé, les universités et la société civile. Il explique en dernier lieu comment tirer parti de la CSST pour mieux construire l'avenir en répertoriant les quatre domaines de la réponse prospective du PNUD face à la COVID-19 fondée sur la CSST, à savoir la gouvernance, la protection sociale, l'économie verte et la disruption numérique.

Enfin, le chapitre 5 revient sur le rôle du PNUD dans la CSST et décrit comment l'organisation prévoit de travailler avec les gouvernements et les partenaires dans les quatre domaines de sa réponse socio-économique et comment son plan stratégique (2018-2021) vise à aider les pays à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le chapitre présente les grandes lignes de l'offre stratégique renouvelée du PNUD en Afrique. Il formule un certain nombre de recommandations politiques pour renforcer le rôle du PNUD à l'avenir. Il se conclue sur les principaux résultats du rapport et la voie à suivre pour aller de l'avant dans le domaine de la CSST.



CHAPITRE 2



Réponses politiques de l'Afrique face à la COVID-19

La pandémie de coronavirus (COVID-19) a mis en branle une action de grande ampleur à travers le monde pour contenir le virus et faire face à ses impacts socio-économiques. Le présent chapitre explore comment l'Afrique a répondu à ces nouveaux défis par une variété de moyens et de mesures. Il passe d'abord en revue les politiques mondiales et la manière dont celles-ci ont été appliquées à l'échelle du continent africain. Il décrit ensuite les réponses politiques africaines et se penche sur les réponses sanitaires communes qui ont été immédiatement mises en place. Puis, il s'intéresse aux réponses en matière de politique économique avant d'explorer les efforts déployés par l'Afrique pour définir des plans de relance avec leur cortège de priorités urgentes sur le plan du développement socio-économique. Le chapitre examine les politiques régionales qui résultent des efforts entrepris sur le plan de la CSS pour établir des positions et des cadres communs sur le continent. Il fait état des expériences nationales qui ont été partagées ou pourraient l'être à travers la CSS ou la CTr en impliquant un troisième partenaire facilitateur issu du Nord ou d'une organisation internationale. Enfin, il s'arrête sur le rôle de la ZLECAf, dont on s'attend à ce qu'elle change la donne pour le relèvement de l'Afrique post-COVID-19 et qui constitue un autre exemple de solution Sud-Sud.

2.1 La réponse mondiale à la COVID-19

Lors de l'apparition de la pandémie de COVID-19, la réponse sanitaire mondiale a été prise en charge par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), appuyée en cela par la création du Fonds de solidarité pour la riposte à la COVID-19. La réponse humanitaire, qui est détaillée dans le Plan de réponse humanitaire global COVID-19⁴ a été dirigée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). En avril 2020, les Nations Unies ont élaboré un cadre pour la réponse socio-économique immédiate à la COVID-19, axé sur la santé, la protection, la réponse économique et le relèvement, la réponse macroéconomique et la collaboration multilatérale, ainsi que la cohésion sociale et la résilience communautaire⁵.

Le PNUD est l'organisme chef de file pour ce qui est des aspects techniques de la réponse socio-économique des Nations Unies, qui était initialement centrée sur le soutien à la santé, la gestion des crises multisectorielles et l'impact socio-économique. En ce qui concerne les soins de santé, le PNUD a aidé les gouvernements à se procurer des équipements de protection individuelle (EPI) et d'autres fournitures médicales tout en mobilisant des financements par la reprogrammation.

En termes de gestion de crise, le PNUD a assisté les gouvernements dans leurs efforts visant à maintenir la continuité des activités et à développer leur réponse à la crise. Le PNUD a également soutenu l'élaboration par les différents gouvernements d'évaluations de l'impact socio-économique décrivant les scénarios et les conséquences possibles de la COVID-19⁶. Les interventions suggérées découlant de ces évaluations seront étudiées par la suite.

Ces évaluations de l'impact socio-économique ont éclairé l'évolution du rôle des Nations Unies et sa réponse. En juin 2020, le Secrétaire général des Nations Unies a lancé la Réponse globale des Nations Unies à la COVID-19, qui repose sur trois piliers opérationnels :

- Mise en œuvre d'une réponse sanitaire à grande échelle, coordonnée et globale.
- Adoption de politiques qui abordent les aspects dévastateurs de la crise sur les plans socio-économique, humanitaire et des droits de l'homme.
- Instauration d'un processus de relèvement qui permette de reconstruire en mieux.

En ce qui concerne le premier pilier, une partie de la réponse comprend des travaux visant à développer un vaccin, des diagnostics et un traitement lié à la COVID-19 qui soient abordables pour tout un chacun. Le deuxième pilier examine les moyens de maintenir le fonctionnement des économies tout en faisant face à l'impact de la maladie sur les populations les plus vulnérables grâce à un Plan de réponse humanitaire global COVID-19. Il plaide pour un plan de relance, un moratoire et une restructuration de la dette et en appelle au soutien des institutions financières internationales. Le processus de reprise se concentre sur une transition vers des systèmes et des approches durables, tels que le passage aux énergies renouvelables, les systèmes alimentaires durables, l'égalité des genres, les filets de sécurité sociale et la couverture sanitaire universelle⁷. S'agissant du PNUD, la prochaine phase de sa riposte à la crise consiste à se concentrer sur la santé, la protection, la réponse économique et le relèvement, la réponse macroéconomique, la collaboration, la cohésion sociale et la résilience communautaire. L'Organisation vise à y parvenir en se concentrant sur quatre domaines principaux : la gouvernance, la protection sociale, l'économie verte et la disruption numérique⁸.

De plus, les institutions financières mondiales ont adapté leur soutien pour fournir une aide économique à la riposte face à la COVID-19. Le Groupe des 20 (G-20) a élaboré un plan d'action

4 <https://reliefweb.int/report/world/global-humanitarian-response-plan-covid-19-april-december-2020-ghrp-july-update-enar>

5 https://unsdg.un.org/sites/default/files/2020-07/FR_UN-Framework-immediate-SE-response-to-COVID.pdf

6 <https://www1.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hiv-aids/beyond-recovery--towards-2030.html>

7 https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/un_comprehensive_response_to_covid19_french.pdf

8 <https://www1.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hiv-aids/beyond-recovery--towards-2030.html>

en réponse à la COVID-19, y compris des outils pour protéger l'économie mondiale⁹. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont commencé à utiliser divers instruments pour soutenir la réponse mondiale, notamment en accordant des prêts et en s'attaquant au problème de la vulnérabilité de la dette. Cependant, les États-Unis d'Amérique ont rejeté les appels à émettre des droits de tirage spéciaux (DTS) pour une meilleure liquidité¹⁰. Des institutions du Sud, telles que la Nouvelle banque de développement (*New Development Bank*, NDB), ont également accordé des prêts à leurs États membres. En outre, la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (*Coalition for Epidemic Preparedness Innovations*, CEPI), un partenariat mondial visant à développer des vaccins pour prévenir les futures pandémies, et Gavi, l'Alliance du vaccin, ont également été mobilisés. La section suivante examine comment l'Afrique a réagi à la pandémie.

2.2 La réponse politique coordonnée et collaborative de l'Afrique face à la COVID-19

Les pays africains ont pris diverses mesures pour lutter contre la COVID-19, notamment par la mise en place de mécanismes juridiques et institutionnels, des mesures de prévention de la maladie et de confinement, des mesures sociales et humanitaires et des mesures fiscales et monétaires. L'Union africaine (UA) note que seuls quatre pays du continent ont appliqué l'une de ces catégories de mesures, tandis que 20 autres les ont toutes appliquées¹¹. L'Afrique a également développé des mécanismes institutionnels pour aborder la réponse à la crise. Par exemple, le Mozambique a instauré un comité consultatif et technique, tandis que d'autres pays comme le Nigéria et le Togo ont mis en place des comités stratégiques, des comités de crise et des mécanismes de coordination. Compte tenu de la multitude de réponses, il est clair que les pays africains tirent profit de leurs expériences respectives. Dans l'éventail des réponses apportées, les pays africains ont collaboré entre eux et développé des approches conjointes pour traiter les problèmes émergents. Il y a également eu une coordination entre les niveaux régional, sous-régional et national, bien qu'à des degrés divers. En examinant les principales réponses de la communauté économique régionale, quatre niveaux d'engagement autour de la COVID-19 ont été identifiés : information et communication, coup de semonces et conseils, coordination des actions et action collective¹². Les efforts nationaux et régionaux africains sont détaillés ci-dessous en termes de réponses sanitaires, macro-économiques/économiques et socio-économiques.

2.2.1 Développement de partenariats régionaux pour les réponses de l'Afrique en matière de santé

L'impact du virus sur l'Afrique a suscité des inquiétudes immédiates, compte tenu des défis posés par le nombre limité de tests disponibles, le manque de capacités sanitaires et médicales, et la difficulté de faire appliquer les mesures de distanciation physique. Plus précisément, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a identifié quatre principaux domaines de préoccupation concernant le virus : l'insuffisance des infrastructures et des équipements de santé ; les ressources humaines limitées dans les domaines de la virologie et des maladies pulmonaires ; la faible capacité de coordination au niveau du gouvernement central dans de nombreux pays africains ; et le manque de ressources financières¹³. Les conséquences potentielles de la pandémie sur le continent sont multiples, notamment l'insécurité alimentaire, la perte de revenus, l'augmentation de la dette et les risques d'instabilité politique et d'insécurité. Néanmoins, l'optimisme était au rendez-vous du fait que l'on s'attendait à ce que les ripostes précédentes aux pandémies d'Ebola et du VIH/Sida puissent fournir des voies de réponse aux niveaux régional, national et communautaire¹⁴. Les recherches suggèrent que cela a effectivement été le cas : une étude de l'Université d'Oxford menée en collaboration avec le réseau de chercheurs African Research Network a montré que l'expérience de l'Afrique dans la lutte contre le virus Ebola a été un élément clé dans ses réponses efficaces à la COVID-19. La recherche a montré que l'expertise développée lors des pandémies précédentes, ainsi que la jeunesse des populations africaine, le climat, les mesures de confinement et les infrastructures de santé publique centralisées ont été particulièrement utiles au continent pour répondre à la pandémie actuelle¹⁵.

En termes d'adaptation des réponses sanitaires à la COVID-19, l'Afrique a réagi rapidement, démontrant la puissance de la CSS pour établir des partenariats et fournir des réponses régionales ainsi que des politiques coordonnées. Les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), une institution technique de l'Union africaine (UA) créée en 2017 pour lutter contre Ebola, a constitué un groupe de travail africain pour le nouveau coronavirus afin de superviser la préparation et la réponse au virus. Le centre des opérations d'urgence des CDC Afrique de l'UA et son système de gestion des incidents ont également été activés. En mars 2020, l'UA avait établi une stratégie continentale commune pour lutter contre l'épidémie de COVID-19. Le plan

9 <https://www.vie-publique.fr/discours/277351-presidence-de-la-republique-22112020-sommet-du-g20>

10 www.reuters.com/article/us-imf-worldbank-usa/u-s-opposes-massive-liquidity-imf-boost-mnuchin-idUSKCN21Y1QU

11 https://au.int/sites/default/files/documents/38893-doc-covid_19_report_final_french.pdf

12 <https://ecdpm.org/wp-content/uploads/African-regional-responses-COVID-19-discussion-paper-272-ECDPM.pdf>

13 Communication personnelle avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, le 13 janvier 2021.

14 https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/un_comprehensive_response_to_covid19_french.pdf

15 www.ox.ac.uk/news/2020-06-11-african-countries-battle-ready-take-covid-19#

en question avait deux objectifs, à savoir la coordination de multiples acteurs qui interviennent dans la lutte contre la COVID-19 et la promotion de pratiques de santé fondées sur des preuves pour faire face à la maladie. Il s'est développé pour se concentrer sur trois fronts principaux : la surveillance, la préparation et la réponse aux situations d'urgence ; l'assistance et le financement conjoint à l'échelle du continent ; et un appel collectif à la communauté internationale¹⁶.

Les CDC Afrique ont organisé des sessions de formation et des ateliers, lancé des outils Web (par exemple pour gérer les déploiements d'urgence de travailleurs de la santé publique) et développé des programmes de santé. Ils ont fourni un appui technique à un certain nombre de pays africains dans les domaines suivants : surveillance, y compris le dépistage aux points d'entrée ; prévention et contrôle des infections dans les établissements de santé ; prise en charge clinique des personnes gravement infectées par la COVID-19 ; diagnostic et sous-typage en laboratoire ; communication sur les risques ; et stockage des chaînes d'approvisionnement. Les CDC Afrique ont également contribué au développement des laboratoires. À cette fin, le PNUD a apporté son soutien aux CDC Afrique à travers un programme conjoint visant la coopération et la coordination¹⁷. Par ailleurs, les CDC Afrique ont lancé un certain nombre de produits de connaissance, tels que des documents et notes d'orientation et des mises à jour sur la santé publique¹⁸. Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs a quant à lui publié un rapport sur la réponse de la gouvernance de l'Afrique à la COVID-19, qui analyse le traitement dont la pandémie fait l'objet¹⁹.

En outre, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a aidé les institutions et les organes de l'UA à élaborer des réponses coordonnées, à mobiliser leurs réseaux et à générer des financements. Il a prêté main forte au bureau de l'UA pour identifier ses besoins et établir des pratiques basées sur des méthodes éprouvées ailleurs qui pourraient être applicables au continent africain. Il a examiné la stratégie « tester, tracer et traiter » couramment utilisée en Asie et a alloué des ressources pour renforcer les capacités à cet effet dans six pays africains (Bénin, Cameroun, Gambie, Ouganda, Sierra Leone et Zimbabwe). Il a aussi aidé des établissements de santé et des experts en République de Corée à partager leurs connaissances, à former du personnel médical et à

fournir des conseils. Enfin, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a soutenu la mobilisation des ressources²⁰ et les dialogues, qui sont discutés plus en détail ci-dessous²¹.

En outre, l'UA a nommé plusieurs comités et envoyés spéciaux pour faire face aux retombées sanitaires et économiques de la pandémie. Au moins sept réunions virtuelles ont été organisées pour le compte du bureau de l'UA, et toutes les régions d'Afrique y étaient représentées, offrant des opportunités de partage d'expérience sur les réponses au niveau des pays. L'équipe spéciale pour l'acquisition de vaccins en Afrique (*African Vaccine Acquisition Task Team*, AVATT) a également été créée en novembre 2020 pour garantir que les pays africains aient accès à un futur vaccin contre la COVID-19²². En janvier 2021, il a été annoncé que l'AVATT avait obtenu 270 millions de doses de vaccin COVID-19 pour les pays africains, et que 50 millions de doses seraient disponibles entre avril et juin 2021. L'objectif total est de 600 millions de doses, qui couvriront 20 % de la population africaine. Des accords ont été conclus avec Afreximbank dans le cadre desquels la banque fournira des garanties d'engagement d'achat anticipé pouvant aller jusqu'à 2 milliards de dollars US aux fabricants, au Serum Institute of India et aux fournisseurs Pfizer, Johnson & Johnson et AstraZeneca pour le compte des États membres²³.

La riposte de l'UA à la COVID-19 a également impliqué un certain nombre de mécanismes sous-régionaux qui ont mis à disposition leur structure pour renforcer la réponse à la COVID-19. Les CDC Afrique disposent de cinq Centres de coordination régionaux (CCR) implantés en Égypte, au Gabon, au Kenya, au Nigéria et en Zambie respectivement pour les régions Afrique du Nord, Afrique centrale, Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest et Afrique australe²⁴. Ce sont des entités autonomes et leur engagement varie considérablement, en fonction de l'envergure des capacités qu'elles ont développées dans de précédentes réponses sanitaires.

En Afrique de l'Ouest, l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS) a servi d'agence spécialisée pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'OOAS a créé un Centre régional de surveillance et de contrôle des maladies (RCSDC), qui collabore avec le

16 <https://ecdpm.org/wp-content/uploads/African-regional-responses-COVID-19-discussion-paper-272-ECDPM.pdf>

17 [https://africacdc.org/news-item/the-africa-centres-for-disease-control-and-prevention-africa-cdc-partners-with-the-united-nations-development-programme-undp-to-strengthen-africas-response-to-covid-19/#:~:text=As percent20part percent20of percent20the percent20efforts, program percent20to percent20support percent20on percent20going](https://africacdc.org/news-item/the-africa-centres-for-disease-control-and-prevention-africa-cdc-partners-with-the-united-nations-development-programme-undp-to-strengthen-africas-response-to-covid-19/#:~:text=As%20part%20of%20the%20efforts,%20to%20support%20on%20going)

18 <https://africacdc.org/covid-19>

19 https://au.int/sites/default/files/documents/38893-doc-covid_19_report_final_french.pdf

20 Ceux-ci comprenaient 100 000 dollars US du ministère chinois du Commerce, 30 000 dollars US du cabinet d'avocats Yingke en Chine et 20 000 dollars US de la Shenzhen Youth Foundation, ainsi qu'une aide de la BID.

21 Communication personnelle avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, le 13 janvier 2021.

22 https://issafrica.org/iss-today/as-au-chair-south-africas-leadership-fell-short-in-key-areas?utm_source=BenchmarkEmail&utm_campaign=ISS_Today&utm_medium=email

23 www.news24.com/news24/southafrica/news/african-union-secures-270-million-covid-19-vaccine-doses-for-africa-ramaphosa-20210114

24 <https://africacdc.org/regional-collaborating-centres>

Centre pour le Contrôle des Maladies du Nigéria (NCDC), basé à Abuja. Le Centre de coordination régional (CCR) a donc été intégré au Centre régional de surveillance et de contrôle des maladies (RCSDC). L'OOAS a alloué des fonds pour l'équipement médical, élaboré un plan stratégique régional et assumé un rôle régional d'information et de communication²⁵.

La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) a également réagi rapidement face à la COVID-19 en émettant des alertes et en mettant en place un comité de coordination régional tout en désignant des points focaux pour la réponse à la COVID-19. En mars, la CAE a publié une déclaration contenant plusieurs lignes directrices²⁶ puis elle a élaboré un plan de réponse à la COVID-19²⁷. La CAE a dispensé des formations, déployé des laboratoires mobiles dans les États membres et fourni du matériel médical pour les besoins de la riposte. Elle travaille actuellement à la mise au point d'une stratégie de relèvement.

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a également encouragé l'achat de fournitures et d'équipements médicaux essentiels pour la lutte contre la COVID-19²⁸. En outre, elle produit régulièrement un bulletin et des mises à jour statistiques, et souligne l'importance des plans nationaux de préparation et de réponse, ainsi que des fonds de réserve pour les situations d'urgence. La SADC a en outre proposé à ses États membres d'instituer des mécanismes d'examen par les pairs pour s'assurer de l'efficacité de leur plan. Enfin, la SADC a mené une étude sur les effets de la pandémie sur ses États membres²⁹.

En mars 2020, dans la Corne de l'Afrique, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a adopté une approche régionale pour lutter contre la COVID-19. Cela comprenait la décision de formuler une stratégie de réponse régionale aux maladies pandémiques, en particulier la COVID-19, d'établir un fonds d'urgence pour le contrôle des maladies pandémiques, de renforcer les systèmes de santé dans la région, de solliciter l'appui de la communauté internationale, de demander un allègement de la dette et de faire appel aux professionnels de la santé de l'IGAD au sein de la diaspora³⁰. L'IGAD mobilise également des ressources auprès des États membres. Elle dispose d'un tableau de bord régional de suivi pour la COVID et a mis en place un groupe de travail conjoint de haut niveau à cet effet³¹.

En Afrique centrale, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) a élaboré une stratégie de lutte contre la COVID-19 axée sur la prévention de la propagation du virus, la gestion des cas en cours, la réponse à l'impact socio-économique et sécuritaire, et une communication efficace relative à la pandémie³². L'Union du Maghreb arabe (UMA) a également pris des mesures en matière de coordination, de promotion de la solidarité et de coopération internationale³³. Enfin, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) a rendu compte du nombre de cas par pays, des niveaux de tests et des mesures en place dans les États membres³⁴.

Les pays africains ont également développé leurs propres initiatives pour apporter des réponses sanitaires. Des mesures de confinement total ou partiel ont également été appliquées dans de nombreux endroits, l'approvisionnement en matériel médical a été assuré et les frontières ont été fermées. Certaines réponses sanitaires ont été échangées entre les différents partenaires du Sud ainsi qu'avec les partenaires du Nord. L'Université de Witwatersrand en Afrique du Sud a mis en œuvre des essais cliniques de vaccins contre la COVID-19, qui ont également été testés à l'Université d'Oxford au Royaume-Uni et par l'Agence Nationale de Surveillance de la Santé (ANVISA) du Brésil. Les vaccins doivent obligatoirement être testés dans les pays en développement pour garantir leur efficacité dans les pays à revenu faible et intermédiaire aussi bien que dans les pays à revenu élevé, mais il est tout aussi important qu'ils soient mis à la disposition du plus grand nombre en quantité suffisante³⁵. L'Afrique du Sud a également obtenu un million de doses du vaccin Astra Zeneca de l'Université d'Oxford à la suite de négociations avec le Serum Institute of India, qui a fabriqué le sérum. Le gouvernement indien a accepté de livrer des vaccins aux gouvernements pour les besoins de leur programme de vaccination mais pas aux marchés privés³⁶.

De plus, des pays tels que la Guinée-Bissau, la République du Congo ou la République-Unie de Tanzanie ont commandé des remèdes biologiques contre le virus auprès de Madagascar. Ce produit a maintenant été inscrit à un essai clinique pour tester son efficacité³⁷. Bien que celle-ci n'ait pas encore été établie, ce qui est essentiel pour assurer la sécurité des Africains, ces mesures en disent long sur les capacités de l'Afrique à développer ses propres solutions et à collaborer à la recherche de solutions pour faire face à la pandémie.

25 <https://ecdpm.org/wp-content/uploads/African-regional-responses-COVID-19-discussion-paper-272-ECDPM.pdf>

26 eac.int/statements/1705-joint-statement-by-the-ministers-responsible-for-health-and-east-african-community-affairs-issued-on-25th-march-2020-on-covid-19-preparedness-and-response-in-east-african-community-region

27 www.tralac.org/documents/resources/covid-19/regional/3466-eac-covid-19-response-plan-april-2020/file.html

28 <https://issafrica.org/pscreport/psc-insights/regional-coordination-against-covid-19-what-role-for-the-recs>

29 www.sadc.int/news-events/news/sadc-member-states-step-efforts-mitigate-impact-covid-19

30 www.igad.int/coronavirus/2400-igad-heads-of-state-and-government-adopt-a-regional-approach-to-combating-covid-19

31 <https://ecdpm.org/wp-content/uploads/African-regional-responses-COVID-19-discussion-paper-272-ECDPM.pdf>

32 www.nepad.org/news/communication-africa-time-of-covid-19-experiences-central-africa

33 https://au.int/sites/default/files/documents/38893-doc-covid_19_report_final_french.pdf

34 <https://ecdpm.org/wp-content/uploads/African-regional-responses-COVID-19-discussion-paper-272-ECDPM.pdf>

35 www.samrc.ac.za/news/covid-19-vaccine-challenges-running-trial-middle-pandemic

36 <https://www.businesslive.co.za/bd/national/2021-01-07-sa-secures-early-vaccine-for-health-workers>

37 www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/07/08/learning-from-the-best-evaluating-africas-covid-19-response

2.2.2 Collaboration en faveur de la relève des défis économiques et macro-économiques de l'Afrique

Au début de la pandémie, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a convoqué une réunion des ministres des Finances africains sur les réponses sociales et économiques à la COVID-19. Cela a abouti à un appel pour un plan de relance de 100 milliards de dollars US en faveur de l'allègement de la dette des pays africains³⁸. Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a utilisé sa position de président de l'UA et du seul pays africain siégeant au G-20 à l'époque pour demander aux économies développées un soutien financier et un allègement de la dette pendant deux ans. Un certain nombre de dirigeants africains prestigieux ont également lancé des appels à aller au-delà, notamment en élargissant les critères et en prolongeant la période d'allègement de la dette, en encourageant la participation des créanciers privés, en mobilisant des droits de tirage spéciaux auprès des institutions internationales et en renforçant la gouvernance des ressources mobilisées³⁹. D'autres voix se sont élevées par la suite réclamant l'annulation de la dette dans son intégralité. Dans une déclaration conjointe avec l'UA à la suite de sa participation à une réunion du Bureau de l'UA, le président français Emmanuel Macron a lui aussi appelé à un moratoire immédiat sur le service de toutes les dettes extérieures de l'Afrique et à une réponse internationale forte, guidée par un impératif de solidarité à l'égard du continent⁴⁰.

Le G-20 a convenu d'un cadre commun pour la restructuration de la dette, qui appelle tous les créanciers bilatéraux à poursuivre conjointement le traitement de la dette des pays, à examiner les vulnérabilités du service de la dette au cas par cas et à invoquer une surveillance collective des créanciers. Ce cadre constitue un changement important par rapport aux approches précédentes dans la mesure où il a été initié à la demande des pays débiteurs et non de leurs créanciers. Il doit également être aligné sur les priorités nationales. En tant que tel, cela fournit un mécanisme d'examen de la dette indépendant, qui s'appuie sur des partenariats collaboratifs et coopératifs, y compris entre les secteurs privés, pour traiter le problème de la dette à travers le monde. Cela a des implications majeures pour l'Afrique car la dette représente une préoccupation de première importance dans nombre de pays et nécessite de ce fait une approche coordonnée. La Chine a également été sollicitée pour explorer les options d'allègement de la dette de ses débiteurs⁴¹. Le 17 juin 2020, les dirigeants chinois et africains ont convoqué

un sommet extraordinaire Chine-Afrique, au cours duquel ils ont convenu de prendre sérieusement en considération l'initiative de suspension de la dette du G-20 et d'adopter des mesures pour alléger le fardeau de la dette de l'Afrique⁴². L'Export-Import Bank of China (EXIM) a d'ores et déjà signé des accords d'allègement de la dette avec 11 pays africains, et la Chine a accepté d'exempter 15 pays africains du remboursement des prêts à taux zéro exigibles fin 2020⁴³.

Dans son souci de mobiliser les ressources en faveur du continent, la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (composée de l'Afrique du Sud, de l'Égypte, du Kenya, du Mali et de la République démocratique du Congo) a convenu de créer le Fonds de réponse de l'UA au COVID-19. L'UA a reçu des financements d'un certain nombre d'États membres et a appelé les entreprises et les personnalités politiques à soutenir le Fonds et plus largement les CDC Afrique. La Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD) et même des organisations régionales telles que la Banque de commerce et de développement pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ZEP) ont souscrit à des engagements financiers, et des donateurs comme la République de Corée et le Japon ont apporté leur aide aux CDC Afrique⁴⁴.

Des discussions plus larges ont également eu lieu sur les approches sous-régionales liées aux positions sur le commerce et le maintien de l'économie à flot. Les États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) se sont réunis en vue de discuter des actions à prendre pour lutter contre la COVID-19, car ils ont une banque centrale et une monnaie en commun. Il a été convenu que des fonds seraient débloqués pour atténuer les effets de la pandémie sur l'emploi et la production. Des mesures ont également été adoptées pour limiter la dette et l'inflation⁴⁵. La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a mis en œuvre certaines dispositions pour augmenter la liquidité des banques, faciliter l'accès au crédit et réduire le coût des paiements mobiles. La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a de son côté approuvé des prêts concessionnels.

Le secrétariat de la CAE a proposé des incitations pour améliorer le commerce, développer des chaînes de valeur et d'approvisionnement régionales et fournir un système harmonisé de certification et de partage des résultats des tests COVID-19 après qu'il y eut des problèmes importants concernant le dédouanement des chauffeurs de camion aux frontières. La CAE a également appelé les gouvernements

38 <https://archive.uneca.org/fr/stories/les-ministres-africains-des-finances-appellent-%C3%A0-une-riposte-coordonn%C3%A9e-contre-le-covid-19>

39 www.theafricareport.com/26474/the-g20s-action-on-debt-is-an-important-first-step-now-for-the-hard-part

40 <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/04/15/seule-une-victoire-totale-incluant-pleinement-lafrique-pourra-venir-a-bout-de-cette-pandemie>

41 www.ft.com/content/5a3192be-27c6-4fe7-87e7-78d4158bd39b

42 www.tralac.org/news/article/14670-joint-statement-of-the-extraordinary-china-africa-summit-on-solidarity-against-covid-19.html

43 www.globaltimes.cn/content/1203209.shtml

44 <https://africacdc.org/news-item/trade-and-development-bank-donates-half-a-million-dollars-to-covid-19-response-in-africa>

45 <https://issafrica.org/pscreport/psc-insights/regional-coordination-against-covid-19-what-role-for-the-recs>

nationaux à veiller à la complémentarité de leur riposte avec la réponse régionale, puisque les restrictions aux frontières sont définies localement⁴⁶. Par ailleurs, la SADC a concentré ses efforts sur son programme commercial régional, en adoptant des directives régionales pour l'harmonisation et la facilitation de la circulation des biens et services essentiels à travers la région. Il a été convenu que les États membres mettraient en place des comités de facilitation avec un bureau de liaison au sein du Secrétariat de la SADC au Botswana, mais la phase de mise en œuvre a connu quelques difficultés⁴⁷.

Le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) a mis en place une réponse liée au commerce, qui relaie les informations et les communications centrées sur les transactions. Il a demandé aux États membres de se conformer aux normes pour minimiser les perturbations de la chaîne d'approvisionnement des biens essentiels et approuvé un ensemble harmonisé de mesures régionales applicables dans ses 21 États membres⁴⁸. En mai 2020, il a accepté de créer une plateforme en ligne relative aux échanges d'informations sur les biens essentiels⁴⁹.

Au niveau national, les pays ont adopté diverses mesures d'allègement fiscal et monétaire, notamment la baisse des taux d'intérêt et le report du remboursement de la dette. Certains pays comme la Gambie ont étendu les délais pour la production des déclarations et le paiement des taxes⁵⁰. Des efforts ont également été déployés pour renforcer les secteurs financier et bancaire dans les pays africains en assouplissant les conditions régissant les liquidités, comme en Angola. Des fonds spéciaux ont été créés et les opérateurs de téléphonie mobile ont été sollicités pour minimiser l'utilisation des billets de banque par le transfert d'argent via le téléphone mobile.

L'Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire (CABRI) a collaboré avec les ministères africains des Finances pour rassembler des informations sur la façon dont les

différents pays ont réagi à la COVID-19 en adoptant des mesures d'efficacité et en procédant à des ajustements et à des réaffectations budgétaires. Les mesures d'efficacité se réfèrent à l'achat stratégique de médicaments et d'équipements médicaux et à l'amélioration des processus et pratiques de gestion des finances publiques. Bien qu'il ne soit pas clair dans quelle mesure les gouvernements africains ont partagé leurs propres expériences à cet égard, CABRI a lancé le *Moniteur africain des mesures en finances publiques COVID-19* et constitué un référentiel d'expériences en matière de gestion des finances publiques pour faire face à la crise⁵¹.

Quatre types de mesures d'efficacité clés (figure 1) ont été prises par les pays africains:

- Vingt et un pays ont créé une unité ou une installation pour faciliter l'achat de fournitures médicales et assurer la prestation des services publics et la réponse du gouvernement⁵². En particulier, les États membres de la SADC ont établi des centres nationaux d'opérations d'urgence et des services d'approvisionnement groupés pour faciliter la coordination de la logistique et du stockage, ainsi que l'achat de fournitures médicales.
- Onze pays ont pris des mesures pour réduire ou exonérer les taxes à l'importation et les droits de douane sur les produits de santé et autres biens essentiels aux fins de lutter contre la COVID-19. Dans certains cas, les exportations de ces marchandises ont été suspendues ou interdites⁵³.
- Sept pays ont réglementé les prix et surveillé les produits médicaux, la nourriture et d'autres produits essentiels pour freiner les hausses de prix opportunistes⁵⁴.
- Trois pays ont demandé aux institutions gouvernementales d'accélérer l'achat de biens et services essentiels nécessaires pour contrôler la propagation du virus⁵⁵.

46 <https://ecdpm.org/wp-content/uploads/African-regional-responses-COVID-19-discussion-paper-272-ECDPM.pdf>

47 <https://issafrika.org/psc-report/psc-insights/regional-coordination-against-covid-19-what-role-for-the-recs>

48 <https://ecdpm.org/wp-content/uploads/African-regional-responses-COVID-19-discussion-paper-272-ECDPM.pdf>

49 *ibid.*

50 *ibid.*

51 <https://www.cabri-sbo.org/fr/blog/2020/covid-19-africa-public-finance-response-monitor-how-african-governments-particularly-ministries-of-finance-are-tackling-covid-19>

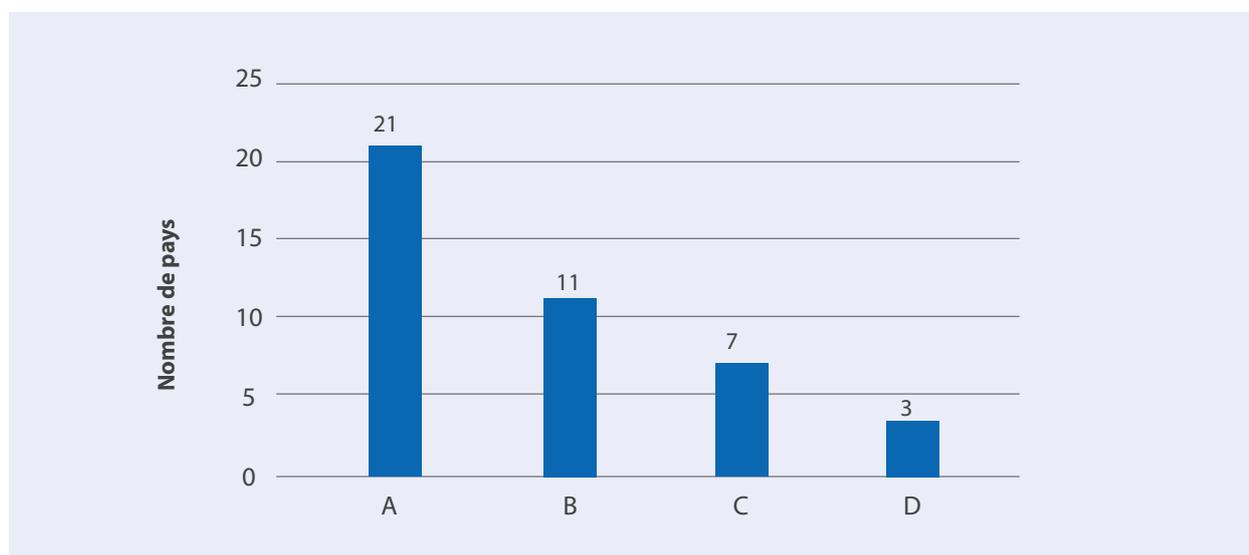
52 Ces pays sont : l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Botswana, le Cameroun, les Comores, l'Eswatini, le Gabon, la Guinée équatoriale, l'Ile Maurice, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Maroc, le Mozambique, la Namibie, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, les Seychelles, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie.

53 Ces pays sont : l'Algérie, l'Angola, le Burkina Faso, les Comores, la Côte d'Ivoire, le Mozambique, le Niger, le Nigeria, la République démocratique du Congo, le Soudan et le Zimbabwe.

54 Ces pays sont : l'Afrique du Sud, l'Angola, le Bénin, le Burkina Faso, le Gabon, le Ghana et le Mozambique.

55 Ces pays sont : l'Afrique du Sud, le Botswana et le Zimbabwe.

Figure 1. Mesures d'efficacité adoptées par les pays africains



A	B	C	D
Création d'une unité/ installation spéciale pour faciliter l'achat de fournitures médicales et assurer la prestation des services publics et la réponse du gouvernement.	Réduction/exonération de taxes et droits d'importation sur les produits de santé et autres biens essentiels ; dans certains cas, les exportations de ces marchandises ont été suspendues ou interdites.	Application d'une réglementation des prix sur les produits médicaux, les aliments et autres biens essentiels.	Accélération des processus d'achat de biens et services essentiels.

Quatre grands types d'ajustements budgétaires sont en cours dans les pays africains (figure 2) :

- Vingt-neuf pays ont augmenté les dépenses budgétaires consacrées à la réponse sanitaire ainsi qu'à l'assistance socio-économique et aux mesures de relance dans certains cas⁵⁶.
- Treize pays ont réaffecté des recettes budgétaires en faveur des dépenses de santé, notamment en diminuant les dépenses non essentielles.⁵⁷
- Six pays ont réduit les coûts en diminuant ou en reportant les recettes budgétaires consacrées aux dépenses non prioritaires⁵⁸.
- Six pays ont augmenté leurs dépenses budgétaires ou réduit certaines recettes tirées de la fiscalité ou de la redevance à titre de mesures de soutien économique et social⁵⁹.

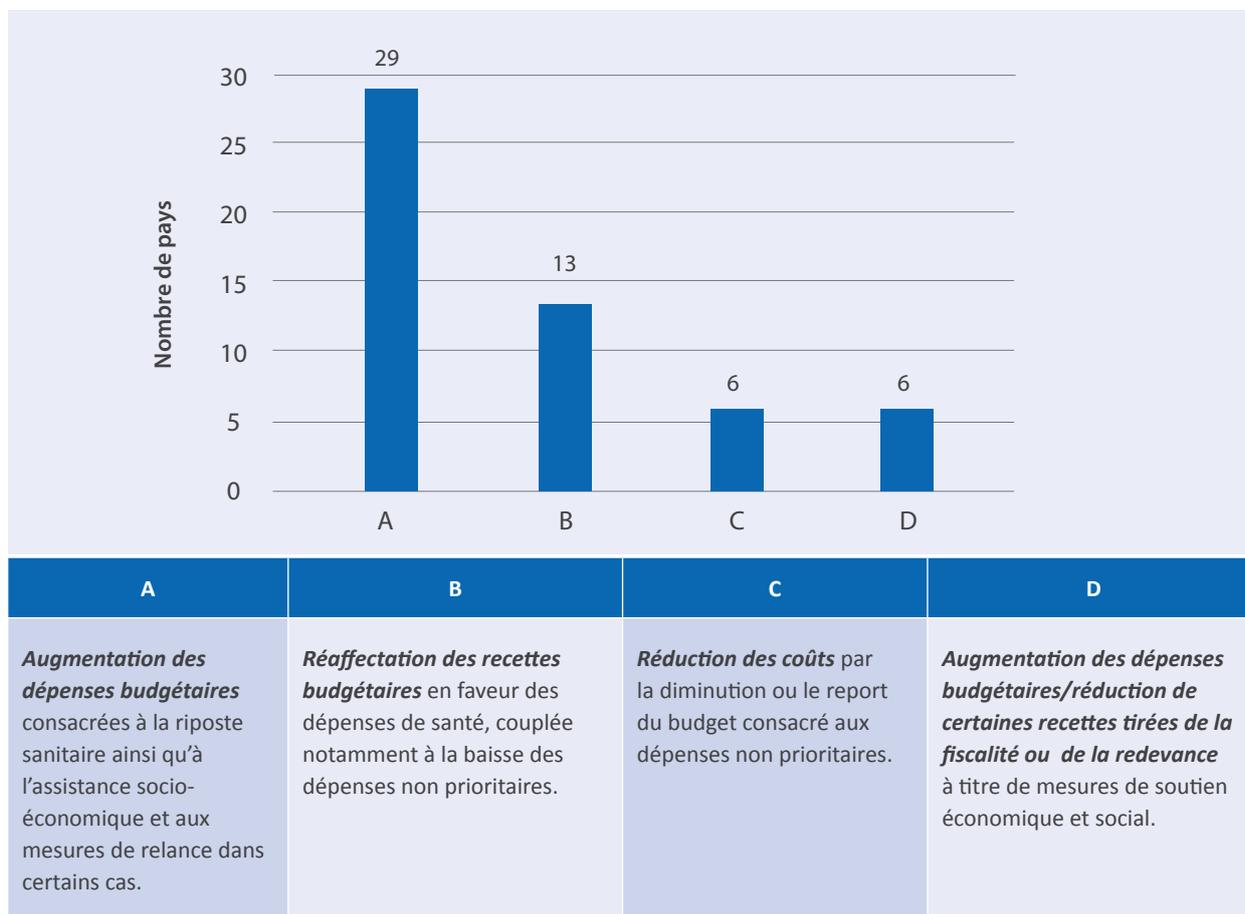
56 Ces pays sont : l'Angola, le Bénin, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Guinée équatoriale, l'Eswatini, l'Éthiopie, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Libéria, la Libye, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, l'île Maurice, le Mozambique, la Namibie, Niger, Nigeria, la République centrafricaine, la République du Congo, le Sénégal, la Sierra Leone, le Tchad, le Togo, la Tunisie, la Zambie et le Zimbabwe.

57 Ces pays sont : l'Afrique du Sud, l'Algérie, Cabo Verde, l'Eswatini, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée équatoriale, la Namibie, l'Ouganda, les Seychelles, le Soudan et le Zimbabwe.

58 Ces pays sont : l'Algérie, l'Angola, le Ghana, le Nigeria, l'Ouganda et le Sénégal.

59 Ces pays sont : le Botswana, le Burkina Faso, Cabo Verde, le Gabon, les Seychelles et la Somalie.

Figure 2. Ajustements budgétaires effectués par les pays africains



2.2.3 Travailler ensemble pour développer des réponses socio-économiques

En guise de première réponse à la pandémie, les pays ont commencé par établir des fonds humanitaires et sociaux spéciaux pour en atténuer les effets. Le Zimbabwe a lancé un appel humanitaire, tandis que des pays tels que le Kenya ont créé un fonds d'intervention d'urgence COVID-19. L'Afrique du Sud et la Namibie ont mis au point des plans de relance économique et des subventions de secours, allouant des fonds spéciaux destinés à aider les travailleurs gagnant en dessous d'un certain seuil ainsi que les PME et les secteurs

sinistrés tels que le tourisme et l'hôtellerie. Le Ghana a suspendu le paiement des factures de services publics pendant trois mois, tandis que le Botswana et le Lesotho ont offert des subventions pour compléter les salaires des travailleurs⁶⁰. Certains pays ont également commencé à élaborer des plans de relèvement.

Dans les évaluations de l'impact socio-économique menées sur le continent africain, un certain nombre d'interventions ont été identifiées pour répondre à la COVID-19, comme spécifié dans le tableau 1.

60 https://au.int/sites/default/files/documents/38893-doc-covid_19_report_final_french.pdf

Tableau 1. Types d'interventions identifiées dans les évaluations de l'impact socio-économique

Domaine d'intervention	Types d'intervention
Redressement social	<ul style="list-style-type: none"> • Fourniture d'une aide financière d'urgence aux ménages vulnérables, notamment dans les domaines de la santé, du logement, de l'alimentation, de l'emploi et de l'éducation. • Soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) et à l'emploi. • Fourniture de plans de relance ciblés basés sur des données désagrégées (interventions ciblées), rétablissement du pouvoir d'achat et exploitation de nouvelles opportunités dans la télésanté, le travail à distance et l'éducation.
Reprise économique et financière	<ul style="list-style-type: none"> • Priorisation des secteurs les plus touchés (par exemple, l'agriculture ou l'énergie). • Investissement dans la capacité de production nationale. • Recours aux financements issus d'institutions financières internationales, octroi de financements potentiels à titre de dons et d'allègement du service de la dette. • Réaffectation des apports des partenaires au développement et accélération des décaissements. • Promotion de la recherche et du développement. • Élargissement des chaînes de valeur et de la production nationale, redéfinition des priorités de la restructuration alignée sur les besoins définis par la communauté et les investissements dans le capital humain. • Budgétisation, gestion de la dette et de l'inflation, augmentation des liquidités (baisse du taux d'escompte), fourniture de financements pour la relance, octroi de prolongations de prêts et d'annulations de prêts publics, baisse des taux d'intérêt et offres de crédit plus accessibles.
Investissements dans la transformation numérique	<ul style="list-style-type: none"> • Fourniture d'un soutien à la connectivité numérique et à l'éducation (en termes de couverture, d'accès, de qualité et de fiabilité). • Fourniture d'un accès plus résilient aux services publics, aux infrastructures, au commerce électronique et aux services financiers numériques (identifiants, microcrédit, communication numérique au sein du gouvernement). • Transition rapide vers les paiements sans numéraire. • Élaboration d'un plan de relance touristique (axé sur l'écotourisme) et recours aux subventions pour les zones impactées, développement du tourisme privé et stimulation de la demande par le gouvernement.
Renforcement de la confiance institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître la transparence, lutter contre la corruption et le blanchiment d'argent et améliorer la collecte de données pour combler les informations manquantes. • Passage à une structure de gouvernance électronique conforme aux protocoles de distanciation sociale. • Construction de l'assiette fiscale et fiabilisation des recouvrements • Impliquer la diaspora : transferts de fonds, investissements dans le capital humain. • Adopter des politiques audacieuses pour renforcer la confiance des consommateurs et donner un signal fort aux investisseurs nationaux et internationaux.

Source : tableau extrait des évaluations de l'impact socio-économique du PNUD.

Il existe également un certain nombre de pratiques nationales qui ont été considérées comme exemplaires en termes de développement socio-économique (tableau 2). Dans l'enquête en ligne menée par le PNUD sur la CSST, les

États membres ont mis en exergue des solutions innovantes qui ont été utilisées pour aborder la réponse à la COVID-19, maintenir le fonctionnement de l'économie et améliorer la coordination.

Tableau 2. Bonnes pratiques au plan national dont l'application pourrait être étendue dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire

Pays	Solution
Angola	Le gouvernement, en collaboration avec de multiples parties prenantes, a renforcé la sécurité sur les marchés locaux pendant l'épidémie de COVID-19, notamment par la distribution d'un manuel de biosécurité, la mise en place de comités locaux de mise en œuvre et l'enregistrement des vendeurs informels par l'intermédiaire d'un acteur du secteur privé, sur un registre de protection sociale connexe.
Cabo Verde	Le gouvernement a créé un site Web national qui affiche toutes les données sur l'évolution de la COVID-19, ainsi que toutes les informations pertinentes liées à la prévention, au relèvement et à la riposte (www.covid19.cv).
Côte d'Ivoire	La Côte d'Ivoire a adopté de nouveaux modes de télétravail au sein du gouvernement.
Ghana	Le Ghana a mis en place un programme de lutte contre le coronavirus (Coronavirus Alleviation Programme, CAP) en collaboration avec le Conseil national des petites et moyennes entreprises (National Board of SmallScale Industries, NBSSI).
Namibie	Le gouvernement et les Nations Unies ont créé une boutique en ligne qui propose des produits disponibles sur le marché libre (par exemple, fruits et légumes, viande séchée). Les paiements sont effectués en ligne et les fournitures sont livrées au domicile des clients dans l'heure.
Nigéria	La stratégie sous-jacente au Plan de riposte unique des Nations Unies pour lutter contre la COVID-19 au Nigéria (One UN Response Plan to COVID-19 in Nigeria) appelle à la mise en place d'une plateforme nationale et d'un cadre de financement uniques, qui coordonneront les partenariats et mobiliseront des ressources et des stratégies pour des réponses efficaces et percutantes.
Rwanda	Les pratiques nationales en matière d'approvisionnement en ligne, de signature électronique et de réunions virtuelles, ainsi que le développement d'outils tels que la plate-forme d'apprentissage et la salle de présentation en ligne sont considérés comme des réponses efficaces à la COVID-19.
Zambie	La Zambie s'est appuyée sur des réponses multisectorielles pour lutter contre la COVID-19. Le secteur privé en Zambie a mis en place une cellule de crise au sein du Conseil de la coalition des entreprises (Business Coalition Council Emergency Taskforce, BCCET) regroupant divers leaders de l'industrie pour renforcer la réponse à la COVID-19.

Source : enquête en ligne du PNUD (2020).

Cependant, des efforts accrus peuvent être déployés pour améliorer le partage d'expériences entre les pays et développer des positions communes. Pour ce faire, l'AUDA-NEPAD a élaboré une réponse à moyen et long terme dans cinq domaines prioritaires clés : i) les systèmes de santé ; ii) les systèmes alimentaires ; iii) le renforcement des compétences et l'emploi ; iv) l'éducation ; et v) les systèmes nationaux de planification et de données. L'AUDA-NEPAD cherche à obtenir le soutien nécessaire par le biais de ses réseaux techniques et à travers la CSST⁶¹.

La CEDEAO a également développé une réponse socio-économique. En juin 2020, les dirigeants de la CEDEAO se sont engagés à contribuer à hauteur de 25 millions de dollars US pour alimenter leurs plans de secours et de relèvement post-COVID-19, en mettant l'accent sur l'éducation et

le développement des compétences, les soins de santé et l'assainissement⁶². En outre, la CEDEAO a encouragé ses États membres à allouer 15 % de leur budget annuel au renforcement des systèmes de santé en les invitant à contribuer au Fonds de solidarité de l'UA. De plus, la CEDEAO a élaboré un plan de réponse et un plan de relance économique conjoints et a mis à jour le plan d'action COVID-19 de l'OOAS. La CEDEAO s'est concentrée sur l'appui au secteur privé, y compris aux PME et au secteur informel. Les ministres de la CEDEAO chargés de l'alimentation et de l'agriculture ont en outre convenu de mettre en place un groupe de travail disciplinaire de haut niveau, en collaboration avec l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et le Comité permanent interétatique de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), qui devrait coordonner et assurer le suivi d'un plan d'action régional sur la sécurité alimentaire. Ce plan portera sur la libre circulation des intrants et produits

61 www.nepad.org/publication/auda-nepad-response-covid-19-other-epidemics

62 <https://www.globalcitizen.org/fr/content/ecowas-covid-19-global-goal-unite-for-our-future/?template=next>

agricoles, les mesures de protection sociale et la mobilisation des réserves des fonds régionaux⁶³. La CEDEAO a également signé un protocole d'accord avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui établit un plan de travail clair en matière d'interventions dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, afin d'atténuer les effets de la pandémie⁶⁴.

Au fur et à mesure que ces réponses prennent forme, il est essentiel que ces expériences soient partagées et étendues à différents pays et diverses régions. L'un des moyens d'améliorer la réponse de l'Afrique à la COVID-19 consiste à utiliser la ZLECAF, qui est décrite plus en détail ci-dessous.

2.2.4 La Zone de libre-échange continentale africaine ou l'opportunité de nouveaux partenariats Sud-Sud

La pandémie de COVID-19 a démontré l'importance d'améliorer la production nationale, d'accroître les chaînes de valeur locales, de promouvoir le commerce et l'investissement et de veiller à ce que les investissements répondent aux défis des inégalités. La ZLECAF, présentée comme un moyen d'aider les pays à se relever de la COVID-19, est une initiative prometteuse pour y parvenir. Retardée jusqu'en janvier 2021 en raison de la pandémie, la mise en œuvre de la ZLECAF offre des gains en matière de bien-être, une croissance de l'emploi, une croissance du commerce intra-africain et le potentiel pour les entreprises et les investisseurs de tirer parti du commerce en franchise de droits, de l'élimination des barrières commerciales et de la libéralisation du commerce des services⁶⁵.

L'entrée en vigueur de la ZLECAF permettra d'apporter une réponse à une variété de secteurs par l'adoption d'outils à court et à long terme pour repartir de l'avant. Par exemple, il sera ainsi possible de coordonner le développement de centres médicaux régionaux et de promouvoir la mise en œuvre de l'Initiative pharmaceutique de la ZLECAF dans dix pays africains pilotes, en mettant l'accent sur les produits de santé maternelle et infantile. L'initiative sera axée sur les achats groupés, la production localisée et l'exploitation de normes réglementaires harmonisées en matière de qualité. Cela révèle la nécessité pour l'Afrique de développer des solutions correspondant à ses propres priorités et de renforcer la production locale pour réduire la dépendance aux importations, d'où l'importance des partenariats en CSS à cet égard⁶⁶. À long terme, l'accent sera mis sur la reconfiguration du développement de l'Afrique, l'établissement de chaînes de valeur régionales et la stimulation de la fabrication de

produits essentiels à valeur ajoutée, qui peuvent améliorer la création d'emplois et relancer la croissance économique. Au-delà de cela, des efforts sont déployés pour examiner les droits de propriété intellectuelle de l'Afrique afin de s'assurer qu'elle a accès à l'industrie des médicaments génériques, garantissant ainsi des soins de santé abordables. La ZLECAF reconnaît également la valeur du commerce numérique et vise à établir l'environnement réglementaire, l'architecture juridique et les plateformes nécessaires pour le promouvoir⁶⁷.

Cependant, il importe de noter l'existence de certains défis clés. La ZLECAF ne compromettra pas les progrès de la libéralisation du commerce réalisés dans le cadre des communautés économiques régionales (CER). Les droits de douane devront être progressivement supprimés, à l'issue d'une période spécifique. Cependant, il faudra tenir compte des barrières non tarifaires qui risquent de compromettre les avantages découlant de l'élimination des tarifs douaniers. Qui plus est, pour garantir la plus grande valeur ajoutée aux pays africains, des règles d'origine strictes sont nécessaires. De plus, les coûts d'ajustement varieront au cours de la mise en œuvre. Les discussions sur la libéralisation des services doivent aussi être approfondies⁶⁸.

Pour que la ZLECAF soit un succès, il est essentiel que de multiples parties prenantes soient impliquées dans les discussions entourant sa mise en œuvre, qui doivent inclure non seulement les gouvernements mais aussi les syndicats, le secteur privé, la société civile et les universités. Cela garantira l'adhésion des pays africains et leur appropriation. Il sera également important que la ZLECAF soit adaptée aux conditions du continent et que les capacités soient renforcées dans les pays africains pour développer ces conditions et mettre en œuvre la ZLECAF de manière efficace. De plus, il est important que les pays fassent preuve de discipline et de solidarité et trouvent des solutions collaboratives pour relever tous les types de défis, plutôt que d'agir en vase clos et de rechercher des accords bilatéraux qui pourraient leur donner un quelconque avantage.

2.3 Conclusion

Ce chapitre a montré que le continent africain a réagi rapidement et à différents échelons à la pandémie de COVID-19, démontrant ainsi la puissance de la CSS. Les CDC Afrique ont joué un rôle déterminant dans la fourniture d'une réponse sanitaire régionale et de nombreuses CER ont également commencé à mettre en œuvre des stratégies de différentes envergures. De plus, l'Afrique a été capable de s'exprimer d'une seule voix sur l'allègement de la dette et la mobilisation des ressources. Aux niveaux régional et sous-

63 www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/when-a-global-virus-confronts-local-realities-coronavirus-covid-19-in-west-africa-8af7f692

64 <https://reliefweb.int/report/world/ecowas-and-unesco-sign-joint-statement-response-covid-19-west-african-countries>

65 <https://saiia.org.za/research/understanding-the-african-continental-free-trade-agreement>

66 <https://www.uneca.org/fr/riposte-de-la-cea-au-covid-19>

67 <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/mai-2020/la-mise-en-%C5%93uvre-du-pacte-de-libre-%C3%A9change-avec-lafrique-est-le-meilleur-stimulus>

68 <https://saiia.org.za/research/understanding-the-african-continental-free-trade-agreement>

régional, les réponses ont été jusqu'à présent principalement axées sur le domaine de la santé et les questions macro-économiques, mais la reprise nécessitera une réponse beaucoup plus large. Cela impliquera notamment d'aborder les questions liées au secteur privé en soutenant plus spécifiquement le secteur informel et les PME, la sécurité alimentaire et l'agriculture, l'éducation, la science et la bonne gouvernance. De plus, les réponses politiques africaines à la COVID-19 démontrent l'adhésion croissante de l'Afrique au multilatéralisme à un moment où la coopération internationale devient de plus en plus cruciale.

Les pays africains ont mis en œuvre un certain nombre de solutions innovantes pour faire face à la pandémie. Ces réponses ont concerné non seulement le secteur de la santé, mais aussi les secteurs économiques et sociaux, l'économie numérique et la formation de nouveaux partenariats. Les mesures prises montrent l'importance d'impliquer le secteur privé et les multiples parties prenantes. La pandémie a également mis en évidence la nécessité d'améliorer les technologies et de développer des plateformes numériques et de nouvelles méthodes de travail.

Les efforts visant à établir des positions communes, des lignes directrices et des mesures harmonisées sont louables, même s'ils ne sont pas toujours aussi faciles à mettre en œuvre dans la pratique. Pour aller de l'avant, les pays devront développer une vision et une stratégie communes pour la recherche et le développement de la CSST. Se remettre de la COVID-19 nécessitera de multiples partenariats et des efforts de collaboration. Qui plus est, des efforts accrus peuvent être déployés pour partager les pratiques nationales avec d'autres pays par le biais de la CSST. La section suivante examine certaines initiatives de CSS entreprises pendant la pandémie de COVID-19 et qui seront poursuivies au-delà.



CHAPITRE 3



Initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire de l'Afrique : solutions face à la COVID-19 et au-delà

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence l'importance de renforcer les capacités de production locales, de faciliter les échanges commerciaux et de développer des solutions adaptées aux contextes. Elle a également démontré la nécessité de propulser l'Afrique dans l'ère de la numérisation, qui offre des moyens innovants pour améliorer les transferts de technologie et favoriser les échanges horizontaux de connaissances. Par ailleurs, diverses initiatives importantes au niveau des pays proposent des moyens intéressants de répondre à la pandémie et mériteraient à cet égard d'être mises à l'échelle. Cette section s'intéresse aux initiatives de CSS et de CTr entreprises dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et qui pourraient être poursuivies au-delà. Elle examine la manière et les modalités contextuelles selon lesquelles la CSST a été institutionnalisée au niveau des pays. Puis elle s'intéresse aux réalisations de certains pays africains dans le développement de mécanismes de CSS, sur la base des travaux antérieurs et en cours menés en collaboration avec le PNUD et d'autres partenaires. S'appuyant sur les résultats d'une enquête en ligne conduite par le PNUD, elle passe en revue les initiatives spécifiques de CSST lancées en réponse à la COVID-19 ainsi que les domaines de CSST qui ont facilité la mise en place d'une réponse à la COVID-19 aux fins d'y apporter des améliorations à l'avenir. Elle révèle enfin que les réponses à la pandémie ont été plus fortes dans les pays disposant de mécanismes de CSS préexistants, démontrant ainsi l'importance de l'institutionnalisation de la CSST.

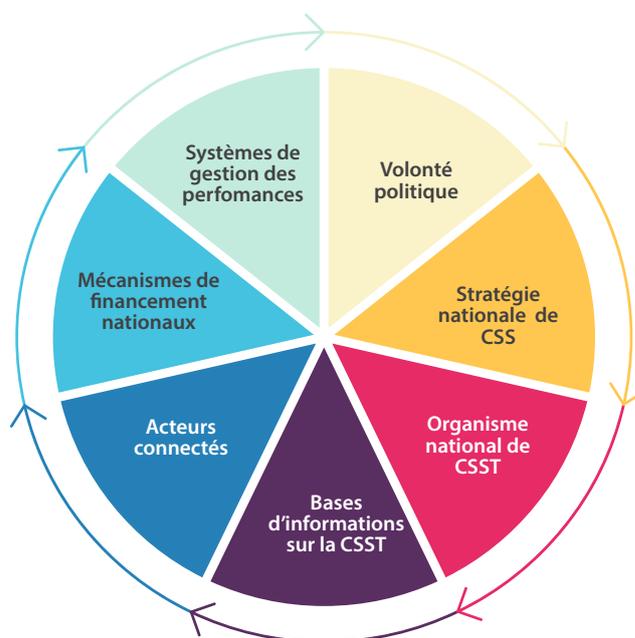
3.1 Institutionnalisation de la coopération Sud-Sud

Comme indiqué dans le document final de la Conférence BAPA+40, les pays en développement sont encouragés à :

« adopter des politiques nationales ou à consolider celles en place, afin de faire avancer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, et à renforcer les capacités des mécanismes de coordination nationaux et infranationaux, selon qu'il conviendra, afin de resserrer la coordination des politiques, d'accroître le partage des connaissances, les enseignements tirés et les bonnes pratiques, et l'adaptation de ces pratiques, y compris grâce à un échange volontaire de données d'expérience et de compétences, conformément aux politiques et priorités nationales en matière de développement »⁶⁹.

En réponse à cela, le PNUD a préparé des lignes directrices à l'intention de ses bureaux de pays en vue d'aider les gouvernements nationaux à élaborer des stratégies nationales de CSS et de CTr⁷⁰. Ces lignes directrices soulignent l'importance de certaines mesures : œuvrer en faveur d'une compréhension nationale de la CSS ; cartographier et impliquer les principales parties prenantes nationales ; aligner la stratégie sur le contexte du pays ; établir l'architecture nationale de la CSS ; appuyer les pratiques d'établissement de rapports, de suivi et de comptabilité au niveau institutionnel ; et transposer la CSST à une plus grande échelle. En outre, la Banque islamique de développement (BID), une institution financière internationale qui compte 57 pays membres, a identifié, dans le cadre de son approche des partenariats à flux inversés, sept piliers qu'elle considère comme essentiels au développement d'un cadre institutionnel national ou d'un écosystème pour la CSST (figure 3)⁷¹.

Figure 3. Les sept piliers d'un écosystème de CSST



Source : Banque islamique de développement (2020).

69 <https://undocs.org/fr/A/73/L.80>

70 https://sdgfinance.undp.org/sites/default/files/Guidelines%20for%20Building%20National%20SSC%20and%20TrC%20Strategies_0.pdf

71 www.southsouth-galaxy.org/wp-content/uploads/2020/10/SSTrC_AFrame_LR-1.pdf

Le Kenya, promoteur clé de la coopération Sud-Sud et triangulaire

Le Kenya plaide depuis longtemps pour la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) comme solution pour relever les défis du développement. Il a institué une unité de CSS au sein de son ministère des Finances et de la Planification et a accueilli le neuvième Sommet des Chefs d'État et de gouvernement des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) en 2019, avec une volonté collective de renforcer la CSST et d'approfondir leurs relations en matière de commerce et d'investissement. Le Kenya devrait rejoindre le Conseil de sécurité des Nations Unies en tant que membre non permanent pour le mandat 2021-2022 après avoir remporté l'unique siège destiné au Groupe des États d'Afrique à l'issue de l'élection des membres non permanents du Conseil. Le Kenya avait axé sa candidature sur le thème de la paix et la sécurité pour le développement durable promettant d'agir en faveur de la solidarité mondiale et du multilatéralisme. En outre, le Kenya renforce l'efficacité de sa SSC dans le cadre d'une initiative conduite par l'Agence Présidentielle de la coopération internationale de Colombie (APC- Colombia).

Malgré l'harmonisation au niveau des rapports annuels de certains organismes tels que l'Institut de recherche médicale du Kenya et l'Université d'agriculture et de technologie Jomo Kenyatta, la coordination entre les différentes agences gouvernementales est encore limitée et, par conséquent, la portée réelle des données sur la CSST n'est pas encore connue. On note des exemples d'engagement intra-africain du Kenya en matière de CSS avec le Libéria, le Malawi, la Somalie et le Soudan du Sud. Le pays est également intervenu au niveau interrégional, en effectuant un voyage d'étude en Indonésie sous l'égide de la FAO et de l'UE pour tirer des enseignements de l'expérience de ce pays en termes de meilleures pratiques dans le domaine de la planification des politiques de sécurité alimentaire et de nutrition et de leur mise en œuvre au sein d'un système de gouvernance décentralisé. Par l'intermédiaire de la Banque mondiale, le Kenya s'est associé avec Singapour en faveur des pays d'Afrique subsaharienne pour le développement des entreprises et avec l'Inde pour l'intégration de la dimension de genre. Le Kenya a également coopéré respectivement avec Cuba au profit de l'agriculture laitière et la santé, avec la Sierra Leone et le Libéria en y dépêchant des professionnels de la santé pour soutenir la crise Ebola, et avec le Mexique sur la protection sociale.

Source : entretien avec le bureau de pays du PNUD www.southsouth-galaxy.org/wp-content/uploads/2019/03/UNOSSC-Kenya_web.pdf

En Afrique, un certain nombre de pays ont déployé des efforts en vue d'établir des écosystèmes pour la CSST, comme détaillé dans le *Premier rapport sur la coopération Sud-Sud en Afrique*, produit par le PNUD en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), la BID et le SEGIB⁷². Par exemple, le Botswana a élaboré une stratégie de CSS et, à l'instar de Djibouti et de la Côte d'Ivoire, créé une unité de CSS au sein de son ministère des Affaires étrangères, celui-ci étant au premier chef concerné par la conduite des relations extérieures du pays. La stratégie a été présentée au Comité parlementaire des secrétaires permanents, et un plan de mise en œuvre est en cours d'élaboration en consultation avec toutes les parties prenantes nationales compétentes⁷³.

En revanche, au Kenya et en Ouganda, l'unité de CSS est abritée par le ministère des Finances. Toutes ces unités coopèrent étroitement avec différents ministères, notamment ceux en charge des statistiques et de la planification nationale. Les stratégies ont été établies sur des rapports de base qui évaluent les cadres et les priorités au plan national ainsi que les priorités régionales et mondiales. À Cabo Verde, un rapport de cartographie a été réalisé et une stratégie de CSS a été élaborée. Afin de susciter l'adhésion et d'assurer une approche multipartite, un forum national est prévu pour valider ces efforts et progresser dans cette direction⁷⁴. Les rapports rassemblent des données provenant de différents ministères qui permettent de déterminer la nature des activités de CSST en cours dans divers domaines thématiques et d'émettre des recommandations pour étendre la CSST sur la base des relations existantes et potentielles.

Alors que certains pays ont mis en place leur unité de CSS au sein des structures gouvernementales existantes, d'autres, notamment en Afrique du Nord, se sont dotés d'organismes spécifiques consacrés à la CSST, comme l'Agence égyptienne de partenariat pour le développement (EAPD), l'Agence marocaine de coopération internationale (AMCI) ou l'Agence tunisienne de coopération technique (ATCT). L'Afrique du Sud prévoyait également d'établir une agence spécialisée baptisée l'Agence sud-africaine de partenariat pour le développement (SADPA). L'analyse de rentabilisation préliminaire ainsi que le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de partenariat pour le développement (le mécanisme de financement) avaient été finalisés. Les étapes suivantes consistaient pour le Département des relations internationales et de la coopération (DIRCO) et le Trésor national à convenir des dispositions institutionnelles et à finaliser le projet de loi, qui devait être ensuite présenté au Cabinet pour approbation et publication dans la Gazette afin d'y être soumis aux commentaires du public⁷⁵.

72 <https://www.africa.undp.org/content/dam/rba/docs/UNDP-Africa-SSC-Report-2019-FR.pdf.pdf>

73 Entretien avec le bureau de pays du PNUD au Botswana, le 17 novembre 2020.

74 Entretien avec le bureau de pays du PNUD à Cabo Verde, le 10 novembre 2020.

75 <https://pmg.org.za/files/160217sadpa.ppt>

Partage d'expériences sur l'institutionnalisation de la coopération Sud-Sud : Botswana, Cabo Verde, Éthiopie, Rwanda et Mexique

Les 14 et 28 septembre 2020, les gouvernements du Botswana, de Cabo Verde, d'Éthiopie, du Mexique et du Rwanda, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ont participé à deux réunions en ligne pour partager les enseignements tirés de l'élaboration d'un cadre institutionnel pour la CSS. Lors de la première réunion, des représentants de l'Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement (AMEXCID) ont expliqué qu'il a fallu près de dix ans pour mettre au point le système de coopération au développement de leur agence et que celui-ci était en cours de restructuration pour s'adapter aux nouveaux défis et priorités du moment. Le système en question repose sur le rôle de l'AMEXCID en tant que passerelle entre les différents ministères et l'importance de l'évaluation de son action (pendant et après les projets) considérée comme un élément central de ses processus de coopération. L'AMEXCID a encouragé ses homologues africains à identifier des personnes à la fois en son sein et par l'intermédiaire de ses bureaux pour un partage d'idées sur les projets. Le webinar a été une excellente occasion de créer des partenariats interrégionaux et de s'aligner sur les priorités nationales, ainsi que d'établir des moyens de coopération rentables. Il a été convenu que le suivi serait essentiel pour assurer le succès de l'exercice.

Lors de la deuxième réunion, le Botswana a mentionné qu'il examinait un cadre institutionnel coordonné et fonctionnel pour la CSS qui pourrait répondre aux défis posés par la quatrième révolution industrielle. Il s'est expliqué sur sa volonté d'accéder au rang de société du savoir tout en mettant l'accent sur l'autosuffisance. Cabo Verde a indiqué avoir élaboré un document baptisé *Ambition 2030*, qui énonce ses domaines d'intervention prioritaires que sont le capital humain, l'économie bleue, les énergies renouvelables, l'économie numérique et le tourisme. Il s'agit de domaines dans lesquels Cabo Verde a acquis de l'expérience qu'il peut désormais commencer à partager. Il est à noter que le pays a plusieurs partenaires bilatéraux tels que l'Algérie, le Brésil, Cuba, l'Inde et le Maroc. Le Rwanda a également déclaré qu'il renforçait ses capacités en connaissances institutionnelles et souhaitait que l'Initiative de coopération rwandaise (*Rwanda Cooperation Initiative*, RCI) devienne une passerelle mondiale pour l'échange

de connaissances en servant de centre d'apprentissage. Le Rwanda s'emploie actuellement à formuler une stratégie de développement des entreprises pour favoriser la mise en place d'une structure prenant en charge les questions de marketing, de durabilité et de recouvrement des coûts.

Source : communication personnelle du PNUD.

En outre, les données de l'enquête en ligne du PNUD montrent que neuf pays africains sur les 14 ayant répondu aux questions disposent d'unités spécialisées qui traitent de la CSST (figure 4). Ainsi, le Nigeria et le Rwanda se sont dotés d'agences spécialisées, tandis que Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Niger et la République du Congo ont constitué des unités spécialisées au sein de leur ministère des Affaires étrangères. Le Nigeria possède une Direction de l'assistance technique. Au Cameroun, différents départements sont en charge de la CSST au sein du ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement régional, alors qu'en Namibie, les questions liées à la coopération sont gérées par la Commission nationale de planification et les Commissions mixtes sur la coopération, sans distinction particulière entre l'assistance Sud-Sud et l'assistance Nord-Sud⁷⁶. La Zambie participe à la CSST mais n'a pas d'entité spécifique à cet effet. Néanmoins, différents ministères sont impliqués dans la CSS, et il existe une volonté de la part des autorités de s'engager davantage dans ce domaine, par exemple en matière d'assistance électorale et de promotion de l'entrepreneuriat féminin⁷⁷. L'Initiative de coopération rwandaise (*Rwanda Cooperation Initiative*, RCI) offre l'exemple d'un modèle légèrement différent et d'une approche innovante, puisqu'il s'agit d'une entreprise publique détenue par le gouvernement et destinée à fournir un « accès unique » aux parties étrangères qui pourraient être intéressées par le partage des solutions proposées par le secteur public au Rwanda. Ce modèle cherche donc clairement à réduire sa dépendance vis-à-vis du financement public en examinant des modèles de recouvrement des coûts. Ces résultats suggèrent que le paysage du développement se diversifie avec l'apparition de nouveaux acteurs plus petits, ce qui offre également de multiples opportunités pour intensifier la CSS et engager des partenaires supplémentaires par le biais de la CTR.

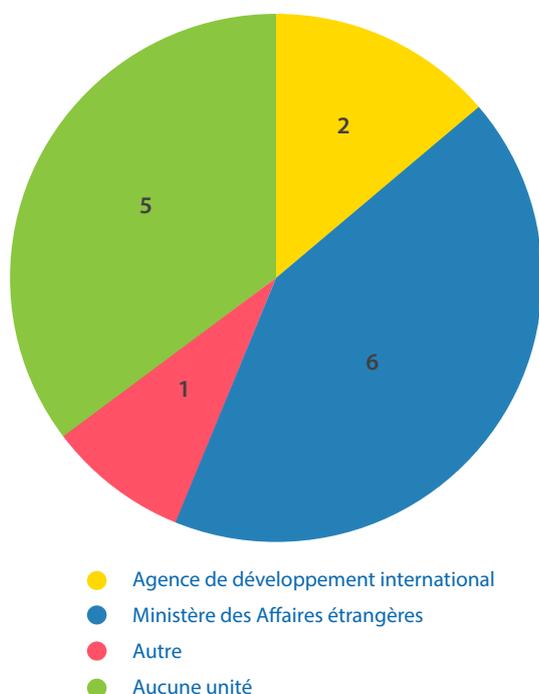
Compte tenu des réponses de l'enquête en ligne et des expériences des pays mentionnés ci-dessus, il apparaît que plus de 25 pays africains, soit environ la moitié de ceux que compte le continent, ont déjà pris des mesures pour institutionnaliser la CSS, ce qui démontre l'importance que l'Afrique accorde à cette forme de coopération au développement⁷⁸.

76 Entretien avec la Commission nationale de planification de la Namibie, le 23 novembre 2020.

77 Entretien avec le bureau de pays du PNUD, le 3 décembre 2020.

78 Compte tenu des réponses fournies par les dix pays africains qui ont déclaré disposer d'unités spécialisées, ainsi que celles des autres pays mentionnés ci-dessus.

Figure 4. Nombre de pays africains dotés d'une unité spécialisée dans la coopération Sud-Sud et triangulaire



Source : enquête en ligne du PNUD (2020).

Note : le Cameroun a répondu « Autre », en désignant plusieurs unités chargées de la CSS en son sein, y compris des départements responsables de la coopération entre pays émergents et de l'intégration régionale.

L'enquête en ligne a également été envoyée aux parties prenantes chinoises pour recueillir des informations sur les engagements de la Chine en Afrique. La Chine a créé l'Agence chinoise de coopération au développement international (CIDCA) en mars 2018, qui coordonne toute l'aide au développement de la Chine. Outre la Chine, un certain nombre de pays du Sud ont également établi des agences formelles, telles que l'Agence mexicaine de coopération internationale (AMEXCID) et l'Agence brésilienne de coopération (ABC). L'Indonésie est l'exemple d'un autre pays qui est en train de se doter d'une agence de coopération au développement, alors que les partenaires de la CTr ont souvent des agences ou des unités bien établies spécialement destinées à cet effet, telles que la JICA, l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et la TIKA.

À un niveau plus continental, l'UA a commencé à institutionnaliser la CSS à travers l'AUDA-NEPAD, qui a

pour mandat de coordonner et d'exécuter les projets de développement régionaux et continentaux prioritaires visant à réaliser l'Agenda 2063 de l'UA⁷⁹. Il convient également de noter que le Secrétariat de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) a créé le Centre d'information pour la coopération Sud-Sud et triangulaire pour l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique à Malabo, en Guinée équatoriale, en octobre 2018⁸⁰.

Les efforts pour institutionnaliser la CSST ont permis de faciliter une réponse à la COVID-19 et contribueront à trouver un moyen systématique de recourir à la CSST à l'avenir. Comme on le verra dans la section suivante, une grande partie des réponses en matière de CSST à la COVID-19 proviennent de partenaires de la CSST ayant des unités spécialisées, qui avaient déjà des stratégies et des relations établies au titre de la CSST. Le renforcement de l'institutionnalisation de la CSST est donc important pour développer une approche stratégique aux fins du relèvement post-COVID-19.

3.2 L'impact de la COVID-19 sur la CSST

3.2.1 Initiatives africaines de CSST en réponse à la COVID-19

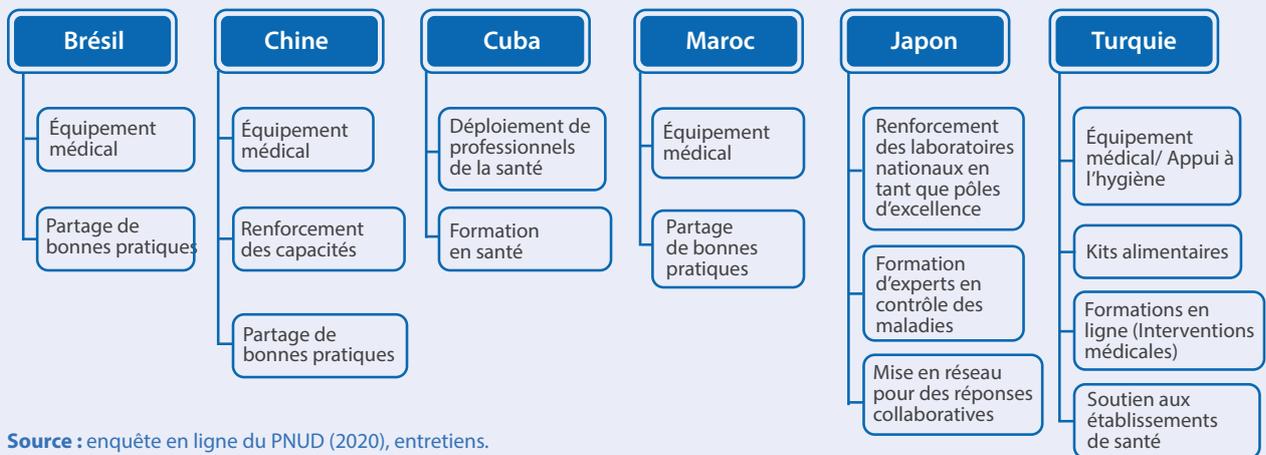
L'Afrique compte une multitude d'initiatives de CSST qui ont été entreprises en réponse à la COVID-19 et dans un cadre plus général. Neuf des 14 pays africains ayant répondu à l'enquête en ligne du PNUD étaient impliqués dans des échanges de connaissances et des transferts de technologies et de savoir-faire technique horizontaux avec d'autres partenaires de l'hémisphère sud en réponse à la COVID-19 en Afrique, ce qui a montré que la majorité des pays africains répondants ont utilisé cette forme de coopération au développement pour renforcer leur riposte à la pandémie. Cela est encore renforcé par le fait que des pays tels que l'Afrique du Sud, le Bénin, le Botswana, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar et l'Ouganda sont connus pour mener des initiatives de CSST sur le continent, comme l'attestent les réponses des pays répertoriées dans le Premier rapport sur la coopération Sud-Sud en Afrique, mais qui n'ont pas répondu à l'enquête. Par conséquent, il peut y avoir d'autres initiatives CSS en réponse à la COVID-19 qui n'ont pas été mises en évidence.

Néanmoins, l'enquête en ligne révèle que certaines initiatives spécifiques, bilatérales et triangulaires ont été utilisées pour lutter contre la COVID-19. Un certain nombre d'acteurs clés sont apparus, à savoir le Brésil, Cuba, la Chine, le Japon, le Maroc et la Turquie, comme le résume la figure 5.

⁷⁹ www.nepad.org/who-we-are/about-us

⁸⁰ <http://www.acp.int/fr/content/inauguration-du-centre-dinformation-acp-pour-la-cooperation-sud-sud-et-triangulaire-malabo-g>

Figure 5. Exemples d'initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire dans le cadre de la COVID-19



Source : enquête en ligne du PNUD (2020), entretiens.

Comme indiqué dans l'enquête en ligne, le Maroc a dispensé une formation à des médecins au Cameroun. En réalité, le Royaume a soutenu plus d'une quinzaine de pays africains à travers le continent, à savoir le Burkina Faso, le Cameroun, les Comores, l'Esuatini, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Malawi, la Mauritanie, le Niger, la République démocratique du Congo, la République du Congo, le Sénégal, la Tanzanie, le Tchad et la Zambie. Les produits et équipements de protection composant l'aide médicale ont été fabriqués au Maroc par des entreprises marocaines⁸¹.

Parallèlement, Cuba a également été un partenaire clé dans le domaine de la santé pour des pays tels que Cabo Verde⁸². En avril, Cuba a envoyé plus de 200 professionnels de la santé en Afrique du Sud pour soutenir sa réponse à la COVID-19⁸³. Comme indiqué dans l'enquête en ligne, 252 étudiants de la République du Congo ont obtenu leur diplôme de médecine à Cuba en 2020, au terme d'une formation de sept ans. À leur retour au pays, ces nouveaux diplômés seront immédiatement incorporés dans la fonction publique et affectés à la lutte contre la COVID-19 menée par le gouvernement. On estime que 2 100 étudiants congolais ont été envoyés à Cuba depuis 2013⁸⁴. Auparavant, Cuba avait dépêché des professionnels pour aider à lutter contre l'épidémie de la maladie à virus

Ebola en Afrique de l'Ouest (Guinée, Libéria et Sierra Leone, 2014)⁸⁵.

En outre, l'enquête en ligne a souligné l'aide chinoise pendant la pandémie de COVID-19. La Chine a par ailleurs fourni du matériel médical à plusieurs pays africains, dont l'Afrique du Sud, le Cameroun, le Niger et le Zimbabwe, et organisé des ateliers de renforcement des capacités en ligne qui ont regroupé plus de 1 000 participants afin de créer un environnement propice à la promotion du partenariat sino-africain sur la santé et le développement à travers des communications stratégiques. Plus généralement, la réponse de la Chine à la COVID-19 en Afrique a revêtu de multiples formes. Cela comprenait : partager les pratiques anti-pandémiques ; fournir des fournitures anti-pandémiques d'urgence à 53 pays africains et à l'UA ; aider 21 pays africains à signer des contrats d'approvisionnement ; envoyer des équipes d'experts médicaux dans 13 pays africains ; engager 46 hôpitaux de 42 pays africains dans des mécanismes de coopération avec des hôpitaux chinois et africains jumelés ; et la signature d'un accord de mise en œuvre avec l'UA pour la réalisation du projet de construction du siège des CDC Afrique⁸⁶. Ce dernier a démarré en décembre 2020, tandis que l'édification d'autres établissements de santé,



81 <https://atalayar.com/fr/content/le-maroc-va-envoyer-de-laide-contre-covid-19-%C3%A0-15-pays-africains>

82 Entretien avec le bureau de pays du PNUD à Cabo Verde

83 <https://mg.co.za/article/2020-04-25-200-cuban-medics-to-help-sa-fight-covid-19>

84 <https://congomediatime.com/des-medecins-formes-a-cuba-attendus-au-congo>

85 southsouth-galaxy.org/wp-content/uploads/2019/03/From-Cuba-to-the-World-2018.pdf

86 www.iol.co.za/pretoria-news/opinion/china-supporting-africa-all-the-way-on-road-to-recovery-5dd74b6e-516d-4d3e-bbdf-758e242bd312



tels que le bâtiment de soins ambulatoires pour les maladies infectieuses du Grand Hôpital National de Mauritanie a été achevée avant la date prévue pour aider à lutter contre la COVID-19. À l'échelle mondiale, la Chine a fourni du matériel médical à 150 pays et dépêché 35 équipes d'experts médicaux dans 33 pays. Elle a également fait un don de 50 millions de dollars US au Plan de réponse humanitaire global COVID-19 des Nations Unies⁸⁷.

Alors qu'une partie de l'aide de la Chine a été envoyée spécifiquement par le gouvernement chinois, les ambassades chinoises dans les capitales africaines ont également facilité l'assistance fournie par les entreprises et la diaspora chinoises. L'Afrique du Sud et le Zimbabwe, entre autres, en ont bénéficié. Du personnel médical a également été envoyé en Algérie, au Nigeria et au Zimbabwe. La Chine a invité 50 diplomates africains à visiter une usine de vaccins et s'est engagée avec des pays africains comme le Maroc pour la fabrication d'un vaccin tout en œuvrant parallèlement à aider les pays africains à se procurer des vaccins⁸⁸. En termes de CTr, l'enquête en ligne a montré que le Gouvernement du Nigeria s'est associé à la Chine et à l'UNICEF pour freiner la propagation de la pandémie de COVID-19 dans les communautés de l'État du Delta au Niger tout en atténuant les difficultés économiques des femmes vulnérables et en leur offrant d'améliorer leur état nutritionnel grâce aux revenus supplémentaires générés par l'intervention. À cet égard, plus de 100 femmes ont été formées pour produire du savon liquide et des désinfectants à base d'alcool destinés à la vente dans les communautés rurales. La Chine prévoit désormais de collaborer avec l'OMS pour établir un mécanisme de coopération permettant aux hôpitaux chinois de s'associer à 30 hôpitaux africains afin de renforcer leur réponse et leur capacité de lutte contre les maladies⁸⁹.

Par ailleurs, le Brésil a progressivement adopté une démarche humanitaire dans son approche de la coopération. Il a également fourni du matériel médical à certains pays africains et organisé des ateliers et des formations sur les bonnes pratiques. La coopération du Brésil avec l'Afrique est traditionnellement centrée sur la santé et sur l'agriculture et l'éducation, entre autres. Cela s'est traduit notamment par des formations dans des instituts de santé africains, principalement au sein de pays lusophones, portant sur des

thèmes tels que les maladies tropicales, les réponses aux pandémies et la santé maternelle. De nombreuses initiatives ont été menées au Mozambique⁹⁰. Il convient aussi de noter qu'AMEXCID a lancé des initiatives de CSST pour soutenir la réponse à la COVID-19, bien que ses activités aient été plus spécifiquement axées sur l'Amérique latine et les Caraïbes. Par exemple, le Mexique a fabriqué des ventilateurs pour traiter les patients COVID-19 sur son sol, puis en a ultérieurement fait don à Antigua-et-Barbuda, au Belize, au Guyana, à Haïti, à Santa Lucía, au Suriname, à la République dominicaine et à Trinité-et-Tobago⁹¹. Il s'est également engagé au titre de la CTr respectivement avec l'Union européenne (UE) sur la migration, l'Allemagne sur la préparation aux épidémies, le Japon sur la santé, l'Espagne sur les questions de genre et les États-Unis d'Amérique sur la santé et les migrations. En outre, il a soutenu des pays comme le Chili, le Guatemala, le Honduras et l'Uruguay dans les domaines de la protection des mineurs et des violations des droits de l'homme. Enfin, le Mexique a plaidé pour un accès équitable aux vaccins contre la COVID-19 au plan mondial. Par conséquent, il existe un potentiel et un intérêt pour mettre à l'échelle les engagements de CSST avec l'Afrique⁹².

Le Japon a également développé une approche stratégique pour répondre à la COVID-19 par le biais de la JICA, à l'échelle mondiale et plus particulièrement en Afrique, en mettant l'accent sur la prévention et s'appuyant sur les partenariats et les centres d'excellence de la CTr. Ainsi, le Japon a collaboré avec des instituts au Ghana, au Nigeria, au Kenya, en République démocratique du Congo et en Zambie. Il indique avoir observé que les pays à revenu faible et intermédiaire réagissent en s'appropriant leurs propres défis, en développant les connaissances scientifiques et en faisant preuve de flexibilité et de résilience en matière de gouvernance⁹³. Son approche s'articule autour de trois volets :

- renforcement des capacités des laboratoires centraux nationaux en Afrique ;
- renforcement des capacités des experts de la lutte contre les maladies en Afrique à travers des activités de formation dans la région et des formations postdoctorales au Japon ;
- réseautage avec des initiatives régionales et mondiales de lutte contre les maladies en Afrique, telles que les CDC Afrique et le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique.

87 www.xinhuanet.com/english/2021-01/10/c_139655400.htm

88 <https://thediplomat.com/2020/11/chinas-multifaceted-covid-19-diplomacy-across-africa>

89 www.xinhuanet.com/english/2021-01/10/c_139655400.htm

90 Entretien avec l'ABC, le 27 janvier 2020

91 <https://dayton247now.com/news/coronavirus/mexico-to-donate-mexican-made-ventilators-to-8-countries>

92 Entretien avec l'AMEXCISD et le bureau du PNUD au Mexique, le 28 janvier 2020.

93 www.unsouthsouth.org/wp-content/uploads/2020/08/JICA-Yoshida-Tomoya-PPT.pdf

De plus, le Japon a aidé les instituts nationaux à accéder au rang de centres d'excellence régionaux, conformément à ses précédentes interventions en matière de santé publique. Par exemple, le Japon a aidé le Noguchi Memorial Institute for Medical Research (NMIMR), un institut de recherche médicale situé à l'université du Ghana à devenir un centre régional d'excellence pour les maladies infectieuses. Cet institut est désormais le deuxième plus grand testeur de COVID-19 sur le continent après les établissements d'Afrique du Sud et a réalisé 80 % des tests pour le Ghana. Une partie de l'aide dont il bénéficie provient de dons privés, ce qui en fait un modèle réussi de partenariat public-privé (PPP)⁹⁴. Il convient de rappeler que le Japon avait auparavant financé des centres d'excellence en science, technologie et innovation⁹⁵. Le projet de centres d'excellence pour l'enseignement supérieur en Afrique orientale et australe (ACEII) avait ainsi pu compter sur le soutien de la Chine, de l'Inde, du Japon et de la Banque mondiale. Ces centres ont amélioré les capacités de la recherche du continent africain, ce qui a favorisé le développement de solutions et d'innovations locales en réponse à la COVID-19⁹⁶.

Exemples d'initiatives menées par l'Agence turque de coopération et de développement en Afrique



L'Agence turque de coopération et de développement (TIKA) a lancé un projet visant à augmenter la capacité de production locale de masques en Gambie par le biais de la COVID-19 Gambia Platform, une organisation non gouvernementale qui mène une campagne baptisée Mask4All (Masques pour tous). Cette action vient en réponse à la demande du Bureau national de coordination de la COVID-19 en Gambie pour la distribution de 20 000 masques chirurgicaux aux écoles restées ouvertes.

La TIKA a organisé plusieurs sessions de formation en ligne intitulées « Méthodes de lutte contre la COVID-19 », dans le cadre de son programme de renforcement des capacités en médecine d'urgence (ATKAP), qui impliquait de partager l'expérience et les connaissances de la Turquie tirées de la lutte contre la COVID-19 sur son territoire. Dispensée par 13 universitaires et médecins éminents d'hôpitaux universitaires turcs, cette formation en ligne de 12 heures a été délivrée à 113 experts de la santé du Mozambique, du Kosovo, de Palestine, du Liban, de Jordanie et de Syrie sur le diagnostic et le traitement des patients enfants ou adultes et les méthodes de traçage utilisées par la Turquie pour combattre la COVID-19.

La TIKA a organisé une formation intitulée « Modélisation et impression 3D », dans le cadre de son programme de formation professionnelle et d'emploi pour soutenir l'innovation et contribuer à la création d'emplois. Ainsi, des imprimantes 3D et les matières premières nécessaires à la fabrication de visières ont été mises à la disposition des pays dans leur lutte contre la pandémie de COVID-19, puis distribuées aux dispensaires qui en avaient le plus besoin. En Afrique, dix imprimantes 3D ont été fournies à l'Algérie, à la Libye, à l'Ouganda et au Soudan, qui ont permis au personnel local de produire des milliers de visières. Enfin, la Turquie a également dispensé une formation de formateurs à des participants de divers pays, dont l'Algérie et l'Ouganda, sur les « Solutions d'urgence et innovantes grâce aux technologies 3D ».

Source : la TIKA, communication personnelle.



En outre, la TIKA a fourni une assistance dans la lutte contre la COVID-19 à 72 pays, représentant quelque 198 projets répertoriés en janvier 2021. En Afrique, elle a mené à bien 59 projets dans 30 pays. Ces projets comprenaient la fourniture d'équipements médicaux, tels que des équipements de

94 <https://globisinsights.com/global-japan/africa-covid19-investment-opportunity>

95 www.worldbank.org/en/news/feature/2019/10/10/2nd-africa-japan-higher-education-partnership-workshop-along-with-ticad-7

96 <https://www.banquemonde.org/fr/results/2020/12/14/investing-in-excellence-in-higher-education-for-development-delivering-quality-post-graduate-education-through-the-eastern-southern-africa-higher-education-centers-of-excellence-aceii>

protection individuelle (EPI), des véhicules (y compris des ambulances), d'une aide alimentaire et de kits d'hygiène, ainsi que le renforcement des capacités à produire des EPI. Ces activités ont concerné : i) la mise en place de centres de fabrication de savons, de désinfectants et de masques et la livraison de matériels annexes ; ii) la fourniture de kits d'hygiène ; iii) la mise en place d'unités de lavage des mains dans les zones densément peuplées ; et iv) la fourniture de matériels complémentaires nécessaires pour accroître l'efficacité des projets de santé précédemment mis en œuvre⁹⁷.

La TIKa a également remis aux autorités compétentes des hôpitaux et des dispensaires précédemment construits/équipés et proposé une formation en ligne et un soutien à l'innovation (modélisation et impression 3D). Elle continue d'appuyer les moyens de subsistance, ce qui est vital pour les personnes qui ont perdu leur emploi et leur gagne-pain pendant la pandémie. À ce titre, elle a apporté son soutien à des apicultrices au Cameroun, a participé à la rénovation d'une usine au Soudan du Sud où des femmes vulnérables pourraient fabriquer du savon et porté assistance à des agriculteurs du Somaliland⁹⁸. Cette assistance comprenait la fourniture d'EPI, de dons et de matériels d'hygiène, la rénovation d'hôpitaux et d'établissements de santé, ainsi que le partage de ses expériences en matière de réponse médicale. Elle a modifié le programme de sa formation en ligne pour inclure notamment les domaines de la chirurgie, du sauvetage d'urgence et de l'agriculture. En général, la TIKa met l'accent sur l'appropriation et l'autonomie et n'accorde pas souvent de subventions, mais cherche plutôt à stimuler la production locale en améliorant la création de biens par les fournisseurs locaux⁹⁹.

L'enquête et les entretiens de suivi avec les partenaires révèlent que la majorité des initiatives de CSST entreprises en réponse directe à la COVID-19 résulte des actions de quelques pays qui ont l'habitude d'opérer dans le domaine de la santé et dont les interventions s'appuient sur des visions stratégiques pour ce secteur, alors que les initiatives interafricaines à cet égard ont été moins nombreuses. Ainsi, on note un renforcement des actions précédemment menées par des partenaires tels que la Chine, Cuba, le Japon et la Turquie en matière d'assistance technique dans le domaine de la santé. S'agissant des partenaires africains, le Maroc s'est davantage manifesté en termes de CSST. De plus, ces réponses réaffirment l'importance de la CSST en tant que modalité pour la mise en place d'une réponse socio-économique à la COVID-19, en particulier en ce qui concerne le développement d'infrastructures de base dans des domaines tels que la santé et le numérique.

Il existe également d'autres exemples d'engagements au titre de la CSST en réponse à la COVID-19. Par exemple, l'Agence internationale de coopération palestinienne (PICA), la BID, la Société Islamique Internationale de Financement du Commerce (ITFC) et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud mènent un projet visant à développer les compétences organisationnelles et humaines du Laboratoire national du Soudan pour les activités liées à la COVID-19¹⁰⁰.

Une autre expérience récemment mise en avant par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud concerne une initiative menée en République démocratique du Congo pour fabriquer des ventilateurs d'urgence à l'aide de matériaux locaux et grâce au soutien de la population locale qui est partie d'une initiative conjointe en science, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM) entre la République démocratique du Congo et les États-Unis d'Amérique¹⁰¹. Twitter a été utilisé pour susciter l'intérêt du grand public et notamment celui d'institutions comme l'Université de l'Ohio, l'Université Loyola du Congo (déjà partenaire de l'Institut catholique d'arts et métiers (ICAM), une école d'ingénieurs française), l'Université d'État de Louisiane ainsi que l'hôpital Biamba Marie Mutombo, l'e-COM SAS (société de paiement électronique), la Fondation Denise Nyakeru Tshisekedi et l'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP) en République Démocratique du Congo. Les étudiants ont reçu des bourses pour ce projet et ont développé un prototype pilote pour celui-ci.¹⁰² Les travaux ont été réalisés sous une licence ouverte afin qu'ils puissent être utilisés à travers le continent et de par le monde. Le webinaire dans lequel cette expérience a été présentée a mis en lumière d'autres efforts. Ainsi, l'exposé de Linda Mobula a montré comment la stratégie communautaire de la République démocratique du Congo a permis de retrouver les personnes cas contact pour limiter la circulation du virus. Un autre cas mis en évidence était celui d'Uku'hamba, une entreprise sud-africaine qui fabrique des prothèses légères pour les amputés, qui a utilisé les matériaux à sa disposition pour produire, entre autres, une lentille de contact capable de capter automatiquement la température corporelle et qui a servi à repérer les personnes fiévreuses dans les lieux publics, des masques et des visières. Ces exemples montrent comment l'Afrique produit des réponses innovantes à la COVID-19 qui impliquent une variété d'acteurs. Ces efforts ont le potentiel d'être mis à l'échelle grâce à la CSST.

Des efforts ont également été déployés pour le partage d'expériences ayant trait aux réponses à la COVID-19. Par exemple, l'AUDA-NEPAD a publié une note d'apprentissage sur les observations comparatives faites en Afrique du Sud et au Kenya sur le développement des compétences et l'emploi

97 Informations fournies par la TIKa, le 11 janvier 2020.

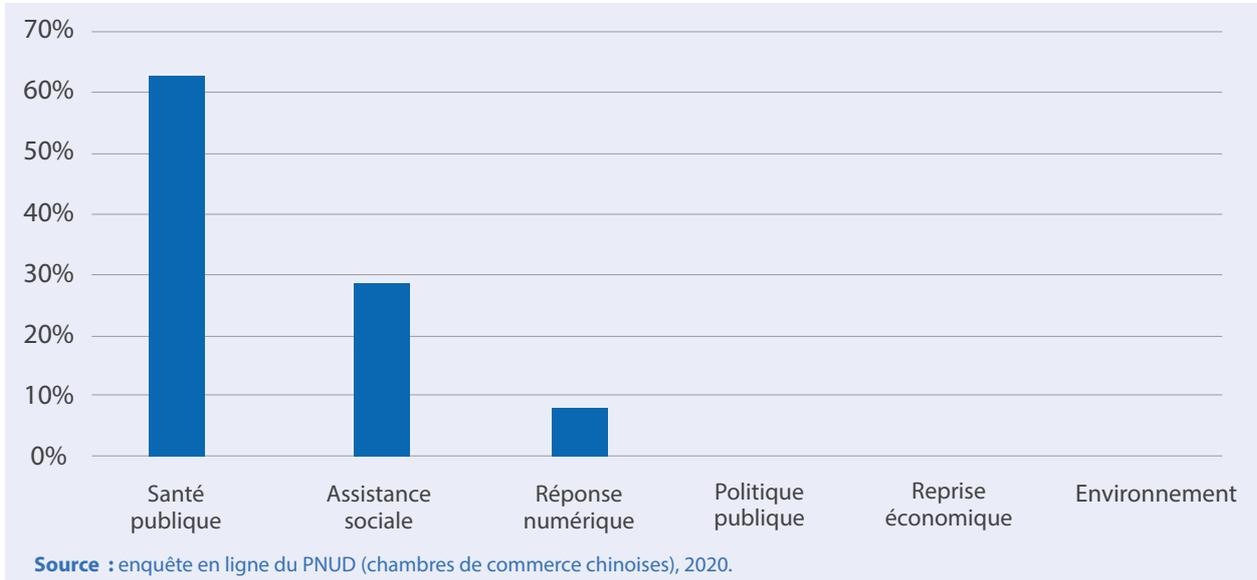
98 *ibid.*

99 Entretien avec la TIKa, le 3 décembre 2020.

100 Référentiel de la CTR de l'OCDE, communication personnelle.

101 www.stemdr.com

102 www.respirateur-rdc.com

Figure 6. Pourcentage de réponses des entreprises chinoises en Afrique, par domaine de coopération Sud-Sud

des jeunes, et détaille à cet effet quatre mesures clés en faveur du relèvement post-COVID-19 : i) soutenir la résolution collaborative de problèmes ; ii) élargir les prestations de services et la protection sociale ; iii) repenser les compétences et l'emploi des jeunes ; et iv) améliorer la résilience des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et des travailleurs informels¹⁰³. Une plateforme baptisée newsletter ECOBIZ-FENAWICC a également été lancée en avril-mai 2020 pour permettre aux Africains de partager leurs expériences et leurs informations sur la COVID-19. La plateforme est toujours opérationnelle et a généré des échanges dans de nombreux domaines, dont l'économie, la santé et la technologie. Des échanges ont également eu lieu via la plateforme « PME en Afrique de l'Ouest », qui a permis d'identifier les expériences en matière d'agriculture, d'agro-industrie et de fabrication. Ces deux plateformes ont été soutenues par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud¹⁰⁴.

Ce qui ressort également de la recherche est le rôle important que le secteur privé peut jouer dans la réponse à la COVID-19, comme le montre l'enquête en ligne que le PNUD a menée en 2020 auprès de 15 chambres de commerce chinoises en Afrique. Les résultats de l'enquête donnent une idée de la manière dont le secteur privé peut soutenir la CSST. Les réponses provenaient des chambres de commerce chinoises en Afrique du Sud, en Algérie, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Guinée équatoriale, au Lesotho, au Niger, au Nigeria et au Soudan du Sud. Toutes les réponses (figure 6) attestent du soutien au titre de la CSS dans le domaine de la santé publique (63 %), de l'aide sociale (29 %) et de la réponse numérique (8 %).

Les résultats de l'enquête (figure 7) montrent que la plupart des soutiens ont été apportés en termes d'assistance en nature (56 %), suivis par un soutien financier (20 %), la mise à disposition de formations et d'experts (12 %) et le partage d'expériences et de connaissances (8 %).

La majorité des contributions en nature ont constitué en livraisons d'équipements de protection individuelle (EPI), tandis que l'assistance technique a pris la forme d'une formation aux technologies de l'information et de la communication (TIC) par HUAWEI à travers la diffusion de vidéos éducatives sur les risques de la COVID-19 et sa prévention (voir la figure 7)¹⁰⁵. HUAWEI a également mis au point une formation en ligne gratuite pour les professeurs d'université et les étudiants. StarTimes a élaboré un programme d'autotest COVID-19 et des vidéos didactiques sur sa plateforme multimédia pour les élèves des cycles primaire, intermédiaire et secondaire au Cameroun, selon l'enquête en ligne. Toutes les contributions (100 % des réponses) ont contribué à l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être).

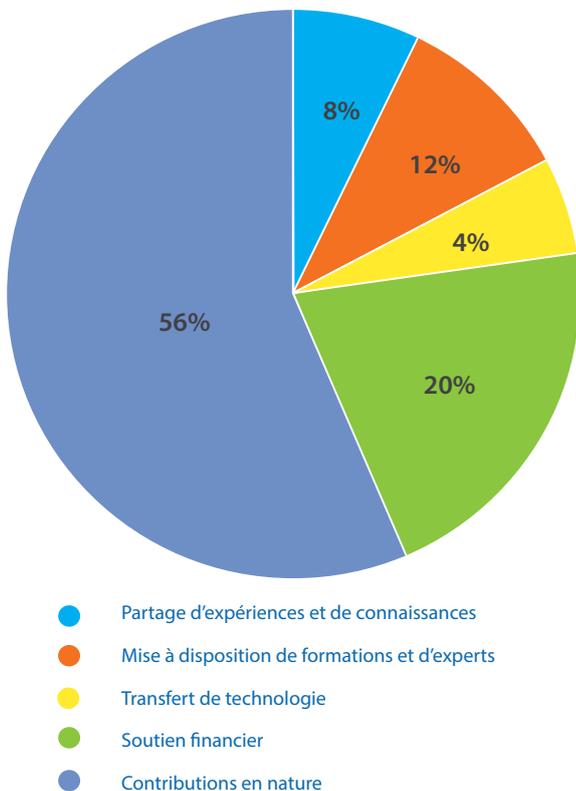


103 www.nepad.org/skillsportalfor youth/publication/covid-19-learning-brief-comparative-observations-kenya-and-south

104 Communication personnelle avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, le 13 janvier 2021.

105 <https://ecomatin.net/coronavirus-startimes-se-lance-dans-la-sensibilization/>

Figure 7. Type d'assistance apportée par les entreprises chinoises en Afrique dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire



Source : enquête en ligne du PNUD (Chambres de commerce chinoises), 2020.

Il convient également de mentionner le rôle de la philanthropie dans les initiatives de CSST pour lutter contre la panique suscitée par la pandémie. Le milliardaire chinois Jack Ma, fondateur du géant chinois du commerce électronique Alibaba, a distribué une multitude de fournitures médicales à des pays africains comme l'Éthiopie et le Rwanda. Il a également créé l'Africa Netpreneur Prize Initiative, qui récompense les hommes d'affaires africains les plus prometteurs¹⁰⁶.

3.2.2 Solutions technologiques innovantes en réponse à la COVID-19 susceptibles d'être mises à l'échelle par le biais de la CSST

Les réponses de l'Afrique à la COVID-19 ont également montré l'importance de recourir à de multiples technologies. Par exemple, l'Afrique du Sud a développé une application de traçage COVID-19, qui conserve un relevé anonyme de toutes les personnes avec lesquelles le détenteur de l'application aurait été en contact au cours des deux dernières semaines. Les utilisateurs testés positifs à la COVID-19 le signalent à l'application, qui alerte toutes les personnes avec lesquelles l'utilisateur en question aura été en contact¹⁰⁷. Ces exemples

sont utiles car ils démontrent comment la technologie peut être utilisée pour répondre à la COVID-19 et suggèrent les moyens de sa mise à l'échelle lorsqu'elle est partagée par le biais de la CSST.

Dans un programme conçu pour diffuser les solutions au niveau régional, le Worcester Polytechnic Institute (WPI) des États-Unis a étendu un programme de formation en sciences et en ingénierie pour garantir que des fournitures médicales essentielles soient fournies pour la réponse à la COVID-19. Dans le cadre de l'initiative Mathématiques et Sciences pour les écoles en Afrique Subsaharienne (*Mathematics and Science for Schools in Sub-Saharan Africa*, MS4SSA), WPI a organisé l'envoi d'imprimantes 3D en Gambie, au Ghana, à Maurice, au Niger, au Nigéria et au Rwanda pour faciliter la fabrication de masques, d'écrans faciaux et de pièces de ventilateurs automatisés. Le projet a permis aux institutions africaines et au WPI de travailler de concert pour utiliser et adapter la technologie au service des besoins de l'Afrique et a facilité le développement de partenariats intra-africains¹⁰⁸.

En outre, des efforts mondiaux sont déployés pour intensifier les initiatives technologiques, comme par le biais de la Banque de technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés, qui a été créée en 2016 avec l'objectif stratégique d'aider les 47 pays les moins avancés (PMA) à renforcer leurs capacités en science, en technologie et en innovation (STI). Une partie du mandat de la Banque est lié aux exigences de l'ODD 17.6 :

« Renforcer l'accès à la science, à la technologie et à l'innovation et la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et la coopération triangulaire régionale et internationale dans ces domaines et améliorer le partage des savoirs selon des modalités arrêtées d'un commun accord, notamment en coordonnant mieux les mécanismes existants, en particulier au niveau des organismes des Nations unies, et dans le cadre d'un mécanisme mondial de facilitation des technologies. »

La Banque promeut la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement (ODD 17.7) et vise à renforcer le soutien international au renforcement des capacités pour développer les plans nationaux afin de mettre en œuvre les ODD, notamment par le biais de la coopération Nord-Sud, de la CSS et de la CTR.

La Banque de technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés aide les pays à développer leurs écosystèmes d'innovation et à évaluer leurs besoins tout en leur fournissant des conseils sur la manière de renforcer la recherche et l'innovation. Elle soutient également l'engagement avec le secteur privé. Les PMA sont confrontés à trois lacunes majeures : une appropriation restreinte des technologies et une capacité limitée à adopter des technologies venues d'ailleurs ; un manque d'informations sur les spécificités technologiques qui leur permettraient de répondre à leurs besoins ; et une baisse du pouvoir d'achat. La Banque aide donc les pays à évaluer ces besoins tout en travaillant avec d'autres organismes des Nations Unies pour fournir cet appui¹⁰⁹.

¹⁰⁶ www.alizila.com/alibaba-initiatives-in-africa-media-resources

¹⁰⁷ www.medicalbrief.co.za/archives/enthusiasm-for-south-africas-covid-19-tracing-app

¹⁰⁸ www.wpi.edu/news/supporting-covid-19-responders-worcester-polytechnic-institute-expands-stem-program-africa

¹⁰⁹ Banque de technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés, communication personnelle, le 7 janvier 2020.

En septembre 2020, l'AUDA-NEPAD a organisé le Dialogue exécutif Calestous Juma sur l'innovation et les technologies émergentes (CJEDIET) sur le thème « *Exploiter efficacement l'innovation et les technologies émergentes pour la reprise et la durabilité des économies africaines : leçons apprises de la pandémie* ». L'événement a réuni plus de 240 délégués de divers secteurs ainsi que des universitaires, des innovateurs et d'autres experts pertinents. Les discussions ont porté sur la désinformation, les technologies de lutte contre le paludisme, l'apprentissage en ligne pour les écoles, l'égalité des genres

et les jeunes, la pénétration d'Internet et l'infrastructure technologique, ainsi que le partage de données exactes¹¹⁰.

Le Panel de haut niveau sur les technologies émergentes (APET) établi par l'UA en 2016 pour soutenir les États membres en matière de technologie et d'innovation a publié à cette occasion un livre blanc sur l'exploitation de l'innovation et des technologies émergentes pour faire face à l'impact de la COVID-19 en Afrique, qui contient de bonnes pratiques concernant les stratégies de préparation aux pandémies¹¹¹. Le livre blanc fait une série de recommandations pour

Le Partenariat pour l'accès à la technologie ou comment exploiter la technologie pour répondre à la COVID-19

Le Partenariat pour l'accès aux technologies (TAP) a été lancé en mai 2020. Il s'agit d'une réponse conjointe des organismes des Nations Unies à la COVID-19, qui montre comment le transfert de technologie et l'intensification de la production locale peuvent être utilisés pour améliorer l'accès équitable aux équipements de protection individuelle (EPI), aux appareils respiratoires et aux diagnostics. Il est hébergé par la Banque de technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés et forme un partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le TAP vise à obtenir un accès équitable à tous les biens et services qui ont été fournis pendant la pandémie et à permettre l'adoption et la réplique de certains éléments de son approche ailleurs. Il encourage également le partage de solutions sur sa plateforme de jumelage et émet des recommandations pratiques sur la façon d'améliorer la science, la technologie et l'innovation. Les défis pour le TAP comprennent les contraintes de ressources, la capacité limitée de cartographier les paysages nationaux et le manque d'incitations pour les acteurs commerciaux à s'atteler à la fabrication et à la production locales de technologies pertinentes pour la santé. Ces défis entravent d'autres aspirations politiques, telles que le désir des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC) de donner la priorité à l'achat de technologies adaptées pour la COVID-19 auprès des fabricants du continent, car ceux-ci peuvent ne pas avoir une analyse de rentabilisation durable. À ce titre, une approche coordonnée est nécessaire pour soutenir cette initiative.

Source : Banque de technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés, communication personnelle, le 7 janvier 2021.



hiérarchiser les besoins du continent susceptibles d'être comblés par l'innovation et les technologies émergentes selon neuf domaines prioritaires: Union africaine; santé; sécurité alimentaire et nutrition; éducation et apprentissage en ligne; science, technologie et innovation; adaptation nationale de politiques et de systèmes de planification; communication, plaidoyer et engagement communautaire; partenariats mondiaux; et investissements¹¹².

Il est important de noter que l'UA a également fait des efforts pour impliquer le secteur privé. Par exemple, l'AUDA-NEPAD a collaboré avec le groupe Ecobank en vue d'établir un cadre continental pour soutenir les MPME africaines¹¹³. Cela comprend la création d'une plate-forme unique pour répondre aux problèmes, défis et besoins des MPME pendant la pandémie de COVID-19 et l'identification des moyens de coordonner et d'harmoniser les efforts pour les soutenir ainsi que des opportunités d'emploi. Les CDC Afrique ont également examiné comment augmenter la production locale d'EPI et développé un échange numérique avec la Banque africaine d'import-export (Afreximbank)¹¹⁴.

110 www.nepad.org/news/3rd-calestous-juma-executive-dialogue-successfully-convened-sharing-knowledge-and

111 www.nepad.org/publication/white-paper-harnessing-innovation-and-emerging-technologies-address-impact-of

112 www.nepad.org/file-download/download/public/127159

113 *ibid.*

114 <https://www.uneca.org/fr/riposte-de-la-cea-au-covid-19>

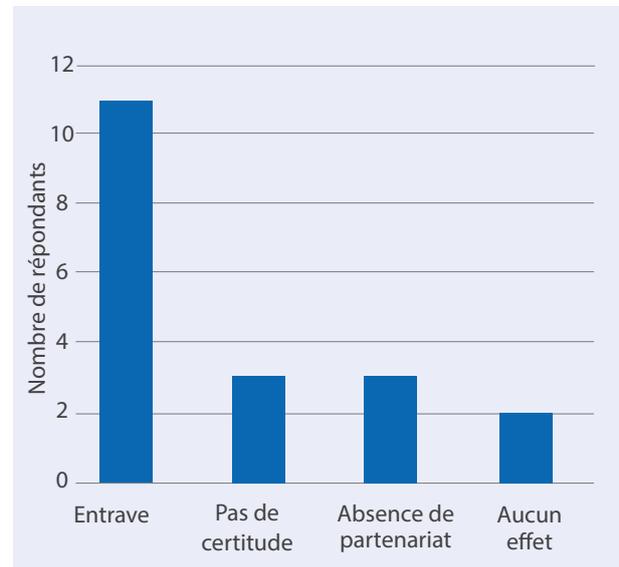
Des efforts ont également été déployés pour remédier aux inégalités potentielles résultant de la quatrième révolution industrielle. Cela comprend la lutte contre la fracture numérique entre hommes et femmes, qui est particulièrement préoccupante car garantir la participation des femmes à l'économie numérique peut fournir un accès mondial aux biens et services destinés aux femmes, offrir des possibilités d'entrepreneuriat et peut appuyer le développement communautaire¹¹⁵. En effet, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la Commission de l'Union africaine ont reconnu l'importance de l'autonomisation des femmes en science, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM). Ils ont organisé à cet égard une série de webinaires visant à améliorer les opportunités pour les femmes africaines dans les secteurs liés aux STIM, facilité le renforcement des capacités et le mentorat et utilisé la CSS pour partager les connaissances et les expériences dans ce domaine¹¹⁶. Une plateforme Women in STEM (WITEM-Net Africa) est en cours de création pour intensifier ces efforts.

Ainsi, les données ci-dessus suggèrent qu'il y a eu un partage d'expériences au travers de la CSST et que celle-ci offre un moyen de répondre à la COVID-19. En tentant d'intensifier et de partager systématiquement les réponses à la COVID-19, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a cartographié les solutions apportées par les pays du Sud à la pandémie de COVID-19 qui permettront à l'ensemble des pays concernés d'accéder rapidement aux informations, de partager leurs pratiques et d'apprendre les uns des autres. Tous les pays africains sauf cinq sont actuellement cartographiés¹¹⁷. Ces initiatives sont utiles et fournissent des moyens de promouvoir la CSST à l'avenir.

3.2.3 L'impact de la COVID-19 sur les initiatives de CSS en cours

Malgré les résultats positifs mentionnés ci-dessus, qui démontrent l'importance de la CSST et son évolutivité en réponse à la pandémie, la réalité est que la pandémie a eu tendance à ralentir les initiatives de CSS en cours, car les pays ont dû se replier sur eux-mêmes pour préparer leurs réponses d'urgence. Dans l'enquête en ligne, 11 répondants ont déclaré que la COVID-19 avait entravé les initiatives CSST en cours, 3 n'avaient aucune certitude à ce sujet, 3 disent n'avoir pas établi de tels partenariats et seulement 2 ont affirmé que la COVID-19 n'avait pas entravé les relations en cours.

Figure 8. Effet de la COVID-19 sur les initiatives de CSST



Source : enquête en ligne du PNUD (2020).

La plupart des répondants ont souligné les obstacles dus aux restrictions de voyage, tandis que certains ont signalé un changement des priorités du gouvernement nécessitant de nouvelles négociations entre les partenaires ou une réaffectation des ressources. Il s'agit notamment des questions suivantes : échanges dans les domaines de la gouvernance électronique et des statistiques (Cabo Verde) ; collaboration conjointe entre le Gouvernement du Ghana, le PNUD et le secteur privé dans la fabrication de composants solaires photovoltaïques (PV) ; soutien aux initiatives en faveur des MPME entre la Namibie et le Ghana ; et échanges avec la Chine en matière de renforcement des capacités dans les domaines du changement climatique et de la biodiversité. Les répondants ont également fait état des retards intervenus dans le lancement de la ZLECAF, reportée jusqu'en 2021. En outre, certains efforts pour créer un écosystème de CSST ont été entravés en raison de l'impossibilité d'organiser des réunions physiques. En général, les parties prenantes ont dû marquer le pas en attendant que les frontières s'ouvrent et que les échanges soient plus sûrs, tout en poursuivant les partenariats en cours et en essayant de renforcer le multilatéralisme¹¹⁸.

115 www.fc-ssc.org/getfile/index/action/images/name/5cc7d42426ec9.pdf

116 www.africa.undp.org/content/rba/en/home/presscenter/events/african-women-in-stem-and-their-contribution-to-the-covid-19-eme.html

117 www.southsouth-galaxy.org/response-to-coronavirus

118 Entretien avec la NOREC, le 11 novembre 2020.

Figure 9. Types d'obstacles dus à la COVID-19



Cependant, la pandémie offre également des opportunités de repenser la nature de la CSST tout en réaffirmant son importance et celle du multilatéralisme de manière plus générale. Par exemple, l'Agence norvégienne de coopération au développement (NOREC) facilite les échanges Nord-Sud, Sud-Nord et Sud-Sud. Alors que la majorité des experts norvégiens intervenant dans les pays du Sud sont rentrés chez eux après l'avènement de la COVID-19, la plupart de ceux qui venaient de l'hémisphère Sud sont demeurés en Norvège et ceux qui étaient impliqués dans des échanges Sud-Sud sont restés dans leur pays d'accueil. C'est ainsi que Pride Community Health Organization en Zambie et Life Concern Organization au Malawi ont réussi à poursuivre leur travail sur le VIH/Sida¹¹⁹. Cet exemple suggère que la CSST est beaucoup plus durable que les échanges Nord-Sud. De plus, la pandémie a fourni l'occasion de se concentrer sur le développement des capacités institutionnelles et de poursuivre les initiatives de renforcement des capacités dans les pays du Sud¹²⁰.

Pour ce qui est de la TIKa, alors que les projets ont été retardés dans certains cas, la CSST a permis à l'agence de développer l'infrastructure des réponses numériques¹²¹. S'agissant du Brésil, l'ABC a profité de ce temps pour renforcer la coopération humanitaire dans ses engagements tout en réajustant la programmation dans la mesure du possible pour passer au fonctionnement en ligne. L'ABC s'oriente de plus en plus vers le renforcement de la CSST dans les

domaines qui seront fortement impactés au plan socio-économique, comme le développement des capacités de collecte de données statistiques et démographiques, la production agricole ou la subsistance alimentaire, et envisage clairement de travailler davantage dans le secteur de la santé¹²². De plus, comme en témoignent les exemples mentionnés précédemment, les réponses à la COVID-19 ont souvent impliqué des engagements de la part de multiples acteurs et fait la démonstration de l'utilité de ces approches collaboratives, qui peuvent être moins politisées et parfois plus efficaces¹²³. Ceci est conforme aux recommandations de la Conférence BAPA+40.

La COVID-19 a également consacré la tenue des réunions en ligne, ce qui a réduit le nombre de déplacements et le temps qui leur était alloué, favorisant ainsi un plus grand engagement à l'égard des parties prenantes en l'absence de frais de déplacement connexes. Cela a facilité les échanges, comme le montre l'exemple précédent de la réunion sur l'institutionnalisation de la CSS entre le Botswana, Cabo Verde, le Mexique et le Rwanda, en collaboration avec le PNUD. On peut soutenir que l'évolution vers la numérisation a démocratisé les échanges, avec pour preuve le dernier Forum politique de haut niveau, qui a accueilli un nombre record d'organisations de la société civile¹²⁴. Bien qu'il y ait eu quelques défis tels que des coupures de courant et des interruptions de connexion Internet, les réunions en distanciel ont montré que les échanges au titre de la CSST pouvaient parfaitement se poursuivre, voire s'élargir, comme en témoignent les échanges en ligne du PNUD sur l'institutionnalisation de la CSS, évoqués plus haut.

De plus, la Global Partnership Initiative (GPI), une initiative volontaire qui vise à rassembler les acteurs du développement pour améliorer l'efficacité de la CTr, a mené une enquête en 2020 pour déterminer si la CTr avait été utilisée en réponse à la COVID-19. Bien que l'enquête n'ait pas été menée spécifiquement pour les pays ou partenaires africains, bon nombre des réponses sont applicables au contexte du continent. La majorité des répondants avaient indiqué qu'ils n'utiliseraient pas la CTr comme réponse première à la COVID-19, mais la plupart avaient suggéré qu'elle serait utile à un stade ultérieur de la réponse, à la phase de relèvement. C'est parce qu'il faut du temps pour établir la confiance et forger des partenariats. Cependant, les projets comportant des partenariats établis avaient fait preuve de flexibilité et d'adaptabilité aux circonstances changeantes¹²⁵. Cela a été particulièrement vrai en ce qui concerne les projets de la NOREC en Afrique, à titre d'exemple¹²⁶.

119 www.norec.no/en/aktuelle/post-covid-19-business-as-usual-or-game-changer

120 Entretien avec la NOREC, le 11 novembre 2020.

121 Entretien avec la TIKa, le 3 décembre 2020.

122 Entretien avec l'ABC, le 27 janvier 2020.

123 Entretien avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, le 13 janvier 2020.

124 *ibid.*

125 Entretien avec la GPI-OCDE, le 13 novembre 2020.

126 Entretien avec la NOREC, le 11 novembre 2020.

Néanmoins, alors que la CTr s'intensifie en tant que modalité, la coopération demeure souvent bilatérale. Au niveau régional, l'Amérique latine reste en tête en termes de CTr, bien que d'autres initiatives multirégionales et entreprises en Afrique aient suivi¹²⁷. De plus, le rapport 2019 sur la coopération Sud-Sud en Amérique latine a montré qu'en 2017, il y a eu 83 initiatives bilatérales avec l'Afrique, huit initiatives au titre de la CTr et deux initiatives régionales de CSS¹²⁸. Dans une évaluation de la coopération allemande au développement, il apparaît que seulement 0,047 % du financement a été alloué à la CTr entre 2006 et 2017¹²⁹. De toute évidence, des efforts accrus pourraient être déployés pour améliorer la CTr en Afrique en réponse à la COVID-19.

Il convient également de noter que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a souligné l'importance de la CSST dans la réponse à la COVID-19 dans un rapport qui met en évidence les divergences Nord-Sud dans la lutte contre la pandémie. Le rapport explique que les pays en développement sont susceptibles d'être plus vulnérables à la pandémie en raison de niveaux plus élevés d'informalité, d'un manque de diversité dans l'économie formelle et d'une forte dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs et de la finance. En conséquence, il appelle à trois domaines d'action clés : i) la mise à l'échelle des financements Sud-Sud ; ii) la consolidation de la coopération Sud-Sud pour le commerce et l'industrie ; et iii) le renforcement de l'intégration régionale et des chaînes de valeur¹³⁰. Le rapport considère la pandémie comme une opportunité dans les domaines suivants :

« *solidarité Sud-Sud impliquant de nouvelles relations financières, reconstruction de la compétitivité commerciale par la relance de la croissance industrielle et le renforcement de la coopération Sud-Sud pour prendre des initiatives audacieuses en matière de santé et dans les secteurs liés à la santé. En outre, la solidarité Sud-Sud est nécessaire pour dégager une marge de manœuvre dans les accords commerciaux multilatéraux en faveur d'une reprise durable dans les pays du Sud* ».

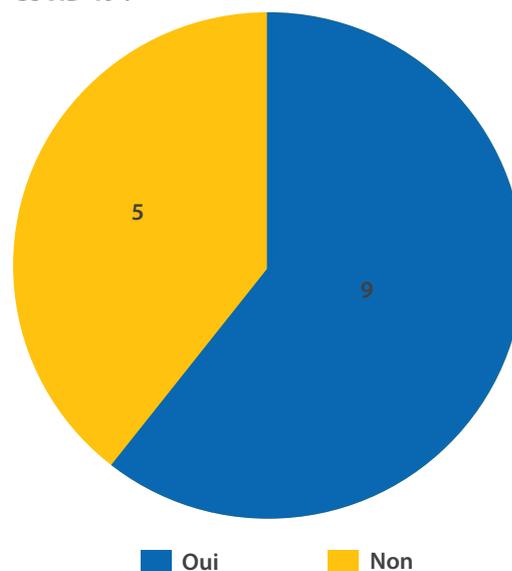
En résumé, les engagements au titre de la CSST ont été utilisés en réponse à la COVID-19 en Afrique, bien que cela ait été principalement le fait d'acteurs spécifiques qui considèrent la santé comme un domaine d'intérêt. Bien que la CSST n'ait pas été exploitée autant qu'elle aurait pu l'être pour lutter contre la pandémie, peut-être parce que les pays se sont concentrés sur leurs propres réponses nationales d'urgence plutôt que sur des projets dont la réalisation demande du temps, il y a certainement des raisons qui plaident en faveur du rôle important que la CSST pourrait jouer dans le relèvement post-COVID-19. Il existe également un certain nombre

d'autres domaines dans lesquels la CSST peut faciliter une réponse socio-économique post-COVID-19, comme détaillé ci-dessous.

3.2.4 Engagements au titre de la CSST susceptibles de faciliter le relèvement post-COVID-19

L'enquête en ligne du PNUD a montré que, pour cinq des pays répondants, les initiatives passées de la CSST ont amélioré les réponses des gouvernements africains à la COVID-19 (figure 10). Celles-ci se sont produites dans un large éventail de domaines et suggèrent l'utilité de poursuivre les échanges en matière de CSST pour fournir une réponse socio-économique globale à la COVID-19 dans le futur.

Figure 10. Les échanges en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire ont-ils facilité les réponses à la COVID-19 ?



Source : enquête en ligne du PNUD (2020).

Comme le montre la figure 11, la plupart des répondants à l'enquête en ligne ont déclaré que les échanges de CSST dans le domaine de la santé publique, des infrastructures et du développement socio-économique avaient facilité leur réponse au COVID-19. Cela confirme les conclusions du *Premier rapport sur la coopération Sud-Sud en Afrique*, dans lequel ce secteur comptabilisait le troisième plus grand nombre d'initiatives de CSS sur le continent en 2017, et montre que la santé a continué d'être un domaine d'intérêt important pour les pays africains¹³¹. Des exemples d'initiatives dans chacun de ces domaines thématiques sont explorés plus en détail ci-dessous.

127 ibid.

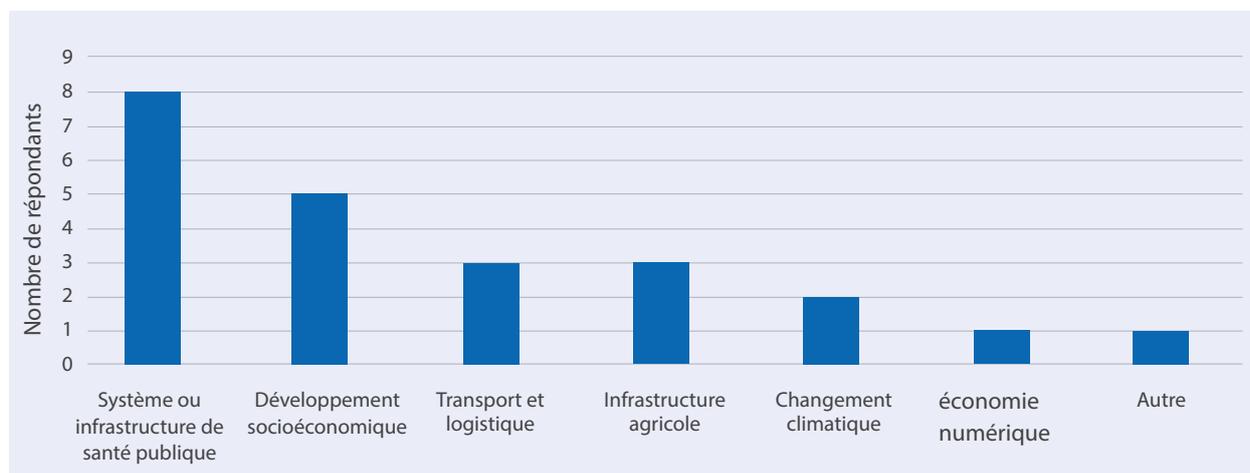
128 www.informesursur.org/en

129 www.giz.de/en/downloads/Summary_DEval-2020-Trilateral_cooperation.pdf

130 www.southsouth-galaxy.org/publications/south-south-cooperation-at-the-time-of-covid-19-building-solidarity-among-developing-countries

131 <https://www.africa.undp.org/content/dam/rba/docs/UNDP-Africa-SSC-Report-2019-FR.pdf>

Figure 11. Domaines d'engagement en matière de CSST ayant facilité la réponse à la COVID-19



Source : enquête en ligne du PNUD (2020).

Note : dix répondants sur 23 ont répondu à cette question.

3.2.4.1 Santé

Outre les exemples de réponse directe à la COVID-19 mentionnés ci-dessus, il existe un certain nombre d'initiatives de CSST supplémentaires ayant facilité les partenariats dans le domaine de la santé publique et qui pourraient continuer à être renforcées. Par exemple, l'Ouganda a travaillé de concert avec le Mexique, le Rwanda, la Zambie et le Zimbabwe dans le domaine de la santé tout en appuyant certains pays tels que le Libéria, la République démocratique du Congo et le Soudan dans leur riposte à Ebola. Le Kenya a collaboré avec la Zambie pour développer un Système d'information des ressources humaines (SIRH) afin de promouvoir le renforcement des capacités du personnel de santé. Le SIRH du Kenya a été financé par les États-Unis, puis mis en œuvre en Zambie en coopération avec l'Université Emory aux États-Unis. Plusieurs voyages d'échanges ont été organisés aux fins de la sensibilisation, du partage d'informations et de l'orientation. Le projet a ensuite été adapté au contexte zambien, y compris en termes de personnalisation du logiciel. Un forum consultatif, similaire à celui développé au Kenya, a été créé pour promouvoir la coordination et la communication. Le recours à des consultants kenyans plutôt qu'à des consultants étrangers a réduit les coûts et le projet a fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation. Dans l'ensemble, le projet a été un exemple réussi d'utilisation de la CTr pour mettre en œuvre une réponse sanitaire¹³².

Dans un autre projet de CTr, l'Ouganda et le Kenya ont partagé leurs expériences dans la lutte contre les inégalités en matière

de santé entre les zones rurales et urbaines, avec le soutien de la NOREC. Le projet a impliqué l'envoi de professionnels de santé qualifiés dans les communautés marginalisées qui ont ensuite formé les habitants aux soins de santé de base. Les domaines d'intervention ont inclus : l'éducation sanitaire préventive et les services de santé maternelle et infantile ; l'éducation et les soins de santé préventifs pour le VIH et l'hépatite B ; la prévention du paludisme ; l'hygiène et l'assainissement ; la nutrition des enfants de moins de cinq ans et des mères allaitantes ; l'élaboration de principes directeurs pour la gestion des établissements de santé ; le renforcement des capacités de gestion de projets en matière de développement communautaire ; les connaissances et pratiques liées aux projets d'intervention dirigés par la communauté ; et le professionnalisme dans des contextes interculturels¹³³.

Un autre partenaire dans le domaine de la santé est la TIKa, qui a appuyé le Soudan aux fins du partage de ses expériences en matière de renforcement des capacités dans les services de santé d'urgence avec Djibouti, la Guinée, la Gambie, le Niger, la Somalie et le Tchad dans le cadre de l'Organisation pour la coopération islamique (OCI). Le projet visait à encourager ces professionnels à développer à leur tour les capacités de formateurs locaux. Des sessions de formation étaient prévues pour l'Algérie, le Cameroun, la Libye, l'Ouganda, le Sénégal et la Tunisie. Malgré les retards causés par la COVID-19, ces actions devraient être étendues une fois que la pandémie s'atténuera¹³⁴.

Ailleurs, l'Inde a promis des équipements médicaux et une assistance au Burkina Faso, au Niger, au Nigeria, au Mali et à l'Ouganda, une démarche qui s'inscrit dans la progression

132 <https://human-resources-health.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12960-019-0342-z>

133 <https://my.southsouth-galaxy.org/en/solutions/detail/improve-healthcare-in-rural-areas?fbclid=IwAR2upFYDRSnA9LOt9NNksYx992EMId-5MsrgZSqWZE1t-5VIn1YDfaQG04c>

134 www.unsouthsouth.org/wp-content/uploads/2020/09/Good-Practices-in-SSTC-for-Sustainable-Development-Vol.-3-2020-Digital-Light-FINAL.pdf

naturelle de ses relations avec le continent puisqu'elle est un important exportateur de médicaments vers l'Afrique et a établi ce cadre de coopération à travers le sommet Inde-Afrique¹³⁵. L'Inde a déjà partagé des innovations dans le domaine de la planification familiale et des soins de santé infantile et maternelle dans le cadre du projet Global Linkages de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) en 2016. Le ministère britannique du Développement international (DfID) a également soutenu la CTr avec les organisations de la société civile indienne (OSC) intervenant en Afrique sur des questions telles que l'agriculture verte numérique, la santé et la nutrition, le logement et l'assainissement, l'alphabétisation des enfants et le développement rural¹³⁶.

D'autres exemples d'engagement en faveur de la CSST dans le secteur de la santé incluent une collaboration entre la PICA, le Gouvernement du Mozambique et la BID sur les soins orthopédiques et rachidiens en pédiatrie. La BID a également collaboré avec Djibouti et le Maroc sur la surveillance clinique et électronique à la naissance et la prise en charge des grossesses à risque. La BID et le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID) ont œuvré de concert avec l'Azerbaïdjan, l'Égypte, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et des instituts tels que l'Institut d'ophtalmologie tropicale de l'Afrique, la Fondation internationale Al Bassar au Maroc, Humanitarian Relief Foundation (IHH) en Turquie, Nadi Al Bassar en Tunisie et Prevention of Blindness Union (PBU), dans le cadre d'un projet à l'échelle de l'Afrique pour lutter contre la cécité évitable. Le Maroc établit actuellement avec la Belgique un fonds de soutien destiné à promouvoir la formation de 104 professionnels dans 32 pays africains sur les questions portant sur l'eau, la santé, l'énergie, la santé animale, les médias et les finances publiques¹³⁷.

La GPI note également comment la CTr a été étendue aux initiatives de CTr dans le domaine de la santé, soulignant une approche japonaise partagée avec les hôpitaux du Sri Lanka. La République-Unie de Tanzanie a participé à la même période à une session de formation au Sri Lanka dans le cadre du Programme de co-crédation des connaissances Asie-Afrique (*Asia-Africa Knowledge Co-Creation Programme*, AAKCP), puis a partagé ses expériences avec le Bangladesh, l'Égypte, le Kenya, le Malawi, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, le Sri Lanka, le Soudan, la Zambie et Zimbabwe¹³⁸. Ainsi, un échange bilatéral peut être étendu à différents pays et renforcer de cette manière l'efficacité de la CTr.

3.2.4.2 Développement socio-économique

Création d'un registre en ligne en Namibie

Le PNUD a aidé la Namibie à recruter un consultant kenyan chargé de participer à la création d'un registre en ligne pour le ministère de l'Intérieur, sur la base des expériences kenyanes éprouvées. Le registre devrait permettre de procéder sans contact à l'enregistrement des citoyens et assurer la fourniture des services essentiels. Cela contribuera grandement à la réalisation de l'ODD 16.9, qui appelle à garantir à tous une identité juridique, notamment par le biais de l'enregistrement des naissances.

Source : entretien avec le bureau du PNUD en Namibie, le 11 novembre 2020.

Comme le montre l'enquête en ligne, un autre domaine de prédilection majeur pour les échanges de CSST est le développement socio-économique. Ces échanges ont non seulement facilité les réponses à la COVID-19, mais aussi montré comment la CSST pouvait contribuer au relèvement post-COVID-19, par exemple en garantissant le renforcement des systèmes financiers et en luttant contre les inégalités. Le Nigéria, par exemple, a collaboré avec des partenaires africains dans le domaine des réformes de la gestion des finances publiques et des travaux publics. En outre, cinq pays africains lusophones ont partagé leurs expériences en matière de suivi électronique des finances publiques par les OSC et la Cour des comptes d'Angola, selon l'enquête en ligne du PNUD. La gouvernance électronique est également un domaine d'intérêt pour le Rwanda, qui a fait d'excellents progrès dans le développement de systèmes de passation électronique des marchés publics.

Il existe également des exemples de la façon dont ces efforts sont mis à l'échelle par le biais de la CTr. Un projet sur la gestion des finances publiques impliquant la Tunisie, la JICA et la BAD a été étendu pour inclure l'Algérie, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, Djibouti, la Guinée équatoriale, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, le Mali, Madagascar, le Maroc, la Mozambique, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, le Rwanda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal, le Togo et la Zambie¹³⁹.

135 www.orfonline.org/expert-speak/indias-medical-diplomacy-during-covid19-through-south-south-cooperation-69456/

136 www.southsouth-galaxy.org/wp-content/uploads/2020/01/GPI-Report-Triangular-Co-op-in-the-Era-of-the-2030-Agenda.pdf

137 *ibid.*

138 *ibid.*

139 *ibid.*

Au-delà de la gestion des finances publiques, l'enquête en ligne a montré que les pays se sont également engagés dans des initiatives de gouvernance plus générales. L'Érythrée a, par exemple, organisé des voyages d'étude au Rwanda pour examiner de près son système judiciaire, notamment les juridictions communautaires de Gacaca. L'Angola s'est inspirée de l'expérience de Cabo Verde pour développer un système national d'indicateurs de genre, qui illustre comment la CSST peut être exploitée pour lutter contre les inégalités, y compris en matière de genre. Le plan de mise en œuvre a été approuvé et sera opérationnalisé à l'horizon 2021. L'Angola a tiré profit des expériences de l'Afrique du Sud, du Kenya, du Mozambique, d'Ouganda et d'autres pays encore sur les cadres et modèles suivis par les partis politiques et pour les besoins de la décentralisation, toujours selon l'enquête en ligne.

Les partenariats décentralisés sont également de plus en plus utilisés dans la CSST. Par exemple, l'Allemagne et l'Afrique du Sud ont institué le trilogue Zimbabwe, Allemagne, Afrique du Sud (ZIGESA), qui encourage l'apprentissage par les pairs entre les villes de Harare, Durban et Munich. Ces échanges d'apprentissage entre pairs se sont poursuivis au-delà du soutien de l'Allemagne au projet et témoignent à nouveau de la variété des partenariats en matière de CSST¹⁴⁰.

D'autres exemples de projets de CTr en cours incluent la promotion par la NOREC des entreprises rurales en Asie et en Afrique¹⁴¹ et son soutien aux membres du Forum for African Women Educationalists (FAWE), qui renforce les capacités institutionnelles pour faire progresser l'égalité des genres dans l'éducation en Afrique, en particulier au Kenya, au Malawi, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie¹⁴².

3.2.4.3 Transport et logistique

Dans le domaine du transport et de la logistique, la CSST peut faciliter le relèvement post-COVID-19 de l'Afrique. Les exemples les plus connus dans ce domaine sont le soutien de la Chine au développement des chemins de fer africains, tels que la ligne de chemin de fer Mombasa-Nairobi (*Standard Gauge Railway*, SGR) construite au Kenya, et le chemin de fer reliant Addis-Abeba et Djibouti. Ces projets ont été facilités par des prêts de l'*Export-Import Bank of China*, bien que divers modèles de financement aient été utilisés à travers le continent. Dans le schéma plus large des choses, l'initiative chinoise dénommée « La Ceinture et la Route », qui vise à s'étendre d'est en ouest, est susceptible de transformer davantage les infrastructures de transport à travers le

continent, ce qui peut faciliter le commerce et les échanges de personnel. Il existe également un certain nombre d'initiatives africaines importantes telles que la création d'un réseau intégré de trains à grande vitesse¹⁴³, l'un des projets phares de l'UA en 2063.

En outre, il y a eu des projets de CTr spécifiquement liés au transport et à la logistique qui ont amélioré l'emploi et la création d'emplois. Par exemple, l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) a développé un projet en coopération avec le Maroc, qui vise à renforcer les capacités du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et de la Tunisie dans le domaine de l'automobile. Les pays ont par la suite établi des plans d'action pour développer la formation professionnelle ayant trait au projet et qui est actuellement en cours. Le Maroc et le Sénégal ont signé un protocole d'accord pour en assurer la durabilité à l'avenir. En outre, le Maroc a créé l'Académie régionale pour la formation en équipement industriel lourd et véhicules commerciaux, en partenariat avec Volvo et a formé plus de 600 étudiants originaires de Côte d'Ivoire, du Maroc et du Sénégal¹⁴⁴. La Zambie a également créé l'Académie zambienne pour la formation industrielle (ZAMITA), qui utilise des approches innovantes telles que des simulateurs de la toute dernière technologie de moteur. Plus de 450 étudiants ont bénéficié d'une formation dans ce domaine, l'accent ayant été mis sur les femmes et les personnes auparavant défavorisées¹⁴⁵.

3.2.4.4 Infrastructures agricoles

La COVID-19 a déjà exacerbé les défis sur le continent africain tels que l'insécurité alimentaire, mais la CSST offre une opportunité de les relever. Par exemple, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a établi une stratégie CSST, qui indique que ses principaux fournisseurs sont le Brésil et la Chine, avec d'autres pourvoyeurs de CSS tels que le Maroc, le Mexique et la République bolivarienne du Venezuela¹⁴⁶. Le Brésil s'est engagé auprès de l'Angola à renforcer ses instituts de recherche agricole et vétérinaire, qui seront peut-être amenés à jouer un rôle essentiel dans la prévention de futures pandémies, étant donné que la pandémie de COVID-19 pourrait avoir été causée par une transmission entre l'animal et l'homme. La FAO a également utilisé la CSST pour soutenir la production locale, comme par le biais du programme Acheter aux Africains pour l'Afrique (PAA).

Les partenaires du CTr tels que le Japon et la République de Corée sont également engagés dans ces domaines d'intervention. La République de Corée a renforcé les

140 Entretien avec le GIZ, le 16 novembre 2020.

141 www.norec.no/prosjekt/promoting-rural-businesses-in-asia-and-africa

142 www.southsouth-galaxy.org/wp-content/uploads/2019/03/UNOSSC-NOREC_web.pdf

143 <https://au.int/fr/agenda2063/projets-phares>

144 www.unsouthsouth.org/wp-content/uploads/2020/09/Good-Practices-in-SSTC-for-Sustainable-Development-Vol.-3-2020-Digital-Light-FINAL.pdf

145 *ibid.*

146 www.fao.org/3/a-i6249e.pdf

capacités commerciales des organisations de producteurs de riz dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest dans le cadre d'un projet lancé en 2014. La FAO a initié un autre projet en 2016 en partenariat avec le Japon, qui a permis de promouvoir des infrastructures durables, la sécurité alimentaire et le commerce ainsi que la réduction de la pauvreté par le biais du Programme Intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique¹⁴⁷. La Chine a en outre déployé ses systèmes de rizipisciculture (riz-poisson) dans des pays tels que l'Ouganda¹⁴⁸ et collabore avec Madagascar par l'intermédiaire de la FAO pour développer son secteur de l'élevage et de la pêche¹⁴⁹. Outre le Brésil, l'Argentine se développe en tant que partenaire de l'Afrique dans ce domaine¹⁵⁰.

Des échanges sur les infrastructures agricoles ont également eu lieu en dehors du cadre de la FAO. Par exemple, le Fonds international de développement agricole (FIDA), la BID et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud soutiennent un projet visant à aborder les problèmes de sécurité alimentaire, de pauvreté et de gestion des ressources en eau en Algérie, en Hongrie, au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Maroc, en Ouzbékistan, au Soudan, en Tunisie et en Turquie¹⁵¹. Ce projet a abouti au produit de connaissances baptisé « l'application Harvest IT », une solution TIC offrant des informations sur toute une gamme de questions agricoles. Le projet se concentre également sur l'accès des jeunes et des femmes à des solutions innovantes¹⁵². Dans un autre projet, la Suisse, la BID, le Pakistan, ainsi qu'un certain nombre d'autres partenaires, tels que le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Institut international de recherche sur le riz et Helvetas Swiss Interco-cooperation se sont engagés dans le transfert de connaissances sur la production rizicole grâce à des solutions relatives à la productivité de l'eau dans différents pays d'Afrique de l'Ouest, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, le Mali, le Niger, le Sénégal, la Sierra Leone et le Soudan. Le Canada, Israël et le Ghana ont également partagé leurs expériences sur l'augmentation de la productivité des cultures vivrières et l'amélioration de leur commercialisation au profit des familles de petits exploitants agricoles, en particulier les femmes¹⁵³. Enfin, l'Agence israélienne pour la coopération internationale pour le développement (MASHAV), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le ministère de l'Agriculture éthiopien ont développé un projet d'horticulture paysanne en Éthiopie, qui constitue un autre exemple reflétant la diversité des partenariats actuels.

3.2.4.5 Changement climatique

La pandémie a mis en évidence l'importance de soutenir le développement des systèmes de santé tout en provoquant une prise de conscience quant à la nécessité de lutter contre les changements climatiques. Les systèmes de santé sont affectés par des événements tels que des conditions météorologiques extrêmes et des maladies à transmission vectorielle¹⁵⁴. De plus, le changement climatique induit des impacts physiques et économiques de grande ampleur qui risquent de perpétuer davantage les inégalités et d'entraver les réponses à la COVID-19. Cependant, on observe d'ores et déjà à travers le continent africain des échanges menés au titre de la CSST sur la gouvernance environnementale et la résilience climatique ainsi que des initiatives axées sur les énergies renouvelables qui peuvent appuyer une réponse à la COVID-19. À titre d'exemple, la République démocratique du Congo, la République du Congo et l'Indonésie ont signé, en mars 2018, la Déclaration de Brazzaville relative à la protection des tourbières de la cuvette du Congo. La déclaration finale a officialisé la relation entre les trois gouvernements et l'expérience de l'Indonésie a été consignée dans le rapport¹⁵⁵. Outre cette initiative, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a soutenu une série de projets, notamment en prévenant la perte de biodiversité et en permettant une gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets par le biais du Programme Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP), en collaboration avec l'UE. Ainsi, un atelier a été organisé en décembre 2018 sur le commerce des produits chimiques dangereux auxquels ont participé Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud et le Soudan. Des projets sur la biodiversité impliquant des échanges entre agriculteurs ont été conjointement conduits par le Kenya, le Sri Lanka et la Turquie, et des formations ont été tenues à l'intention des nutritionnistes¹⁵⁶. Dans un projet pionnier, le PNUE a aidé la Mauritanie, le Népal et les Seychelles à appliquer une stratégie d'adaptation fondée sur les écosystèmes. Le projet a été mis en œuvre en partenariat avec l'Académie chinoise des sciences. Aux Seychelles, des mangroves ont été plantées pour développer la résilience contre les tempêtes et les inondations tout en améliorant les stocks de poissons locaux, tandis qu'en Mauritanie, des brise-vent ont été utilisés pour créer une ligne de défense contre les conditions météorologiques extrêmes. Une plateforme Web a été créée pour faciliter la collaboration et des programmes de recherche ont été établis en partenariat avec des universités

147 www.dailymaverick.co.za/article/2020-09-17-the-value-of-south-south-cooperation

148 www.fao.org/3/a-i6249e.pdf

149 www.unsouthsouth.org/wp-content/uploads/2020/09/Good-Practices-in-SSTC-for-Sustainable-Development-Vol-3-2020-Digital-Light-FINAL.pdf

150 Entretien avec le SEGIB, le 11 novembre 2020.

151 www.southsouth-galaxy.org/wp-content/uploads/2020/01/GPI-Report-Triangular-Co-op-in-the-Era-of-the-2030-Agenda.pdf

152 <https://my.southsouth-galaxy.org/en/solutions/detail/harvest-it-application-for-farmers?fbclid=IwAR3mdzOXVmE1RVbr51osBT6HqsxPKMsuTU2s7c3mouhDYOuXW5P7wEaZSQ>

153 *ibid.*

154 www.weforum.org/agenda/2020/04/climate-change-coronavirus-linked

155 https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/31239/SSC_2020.pdf?sequence=1&isAllowed=y

156 *ibid.*

locales. Un certain nombre de publications ont également été produites¹⁵⁷.

Des échanges sur la prévention des risques de catastrophe ont pris la forme d'un projet d'assistance technique déployé entre 2017 et 2019 par l'Allemagne, le Brésil et le Mozambique. Ce projet s'est avéré être remarquable en ce qu'il a créé une structure pour piloter l'engagement à différents niveaux et en assurer la coordination¹⁵⁸. Qui plus est, il a démontré l'importance de faire appel à des experts dans différentes disciplines. Alors que l'Allemagne avait mis au point des solutions technologiques avancées pour mesurer les niveaux d'eau au Mozambique que le Brésil avait adaptées aux conditions climatiques du Mozambique, ni l'un ni l'autre pays n'avait pris en compte le fait que le Mozambique avait de fréquentes coupures de courant qui perturbaient les connexions Internet, de sorte que les niveaux d'eau ne pouvaient pas être transmis régulièrement. Par conséquent, les experts mozambicains ont avancé l'idée de transmettre les données via un réseau de téléphonie mobile¹⁵⁹. De telles expériences sont importantes pour aller de l'avant car elles préparent les pays qui en bénéficient aux interventions d'urgence et démontrent l'importance de tirer parti des avantages comparatifs des divers partenaires engagés dans l'aventure.

3.2.4.6 Passage au numérique

Enfin, un domaine important pour la CSST est le passage au numérique. À cet égard, le Centre mondial du PNUD a identifié sept conditions fondamentales de l'économie numérique appelées à jouer un rôle déterminant dans le relèvement post-COVID-19 des différents pays :

- *La connectivité numérique filaire et sans fil, élément fondamental des systèmes de santé, favorise dans le même temps le travail et l'apprentissage à distance, le commerce électronique et la prestation de services publics.*
- *La gouvernance équitable et inclusive, pour s'assurer que personne n'est marginalisé ou exclu des efforts de relèvement, notamment pour éviter l'élargissement de la fracture numérique ou les préjugés créés par les outils numériques.*
- *La cybersécurité, pour protéger la vie privée des citoyens et des autres utilisateurs dans une économie numérique en pleine croissance et pour assurer la résilience de l'infrastructure critique nécessaire pour répondre aux défis futurs.*
- *La gestion des compétences et la gestion du changement, aux fins d'améliorer la culture numérique des citoyens et des fonctionnaires, du haut responsable jusqu'au simple employé.*

- *Les logiciels, qu'ils soient open source ou propriétaires, pour piloter la façon dont les gouvernements fonctionnent et opèrent.*
- *L'authentification et l'identification, car les actifs et les processus de vérification inclusifs, sécurisés et centrés sur le citoyen sont susceptibles d'être un élément central pour accéder aux services publics et privés, et pour recevoir des subventions gouvernementales et d'autres aides.*
- *Les données, notamment les données ouvertes, leur harmonisation et d'autres normes s'y rapportant ont été essentielles pour suivre la propagation de la maladie et elles le seront encore davantage dans la poursuite d'une approche pangouvernementale et pour attirer le secteur privé aux fins du relèvement¹⁶⁰.*

Les exemples ci-dessus ont déjà montré comment les nouvelles technologies et les plateformes numériques, telles que la plateforme de réponses à la COVID-19 du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et l'application Harvest IT, ont été utilisées dans le cadre des échanges en matière de CSST, lesquels ont facilité les réponses à la COVID-19 en étant plus facilement accessibles et en permettant un meilleur partage des connaissances. Dans un autre exemple, le Centre du commerce international (ITC) a œuvré de concert avec des partenaires indiens et kenyans pour développer des compétences entrepreneuriales numériques à travers son initiative SheGoesDigital. Le programme de formation met l'accent sur les médias sociaux et le marketing numérique, et propose des stages dans l'industrie¹⁶¹.

En Afrique, le recours aux technologies va au-delà de la réponse à la COVID-19. Ainsi, nombre de pays africains font appel à des entreprises plateformes telles que M-Pesa et Jumia. M-Pesa est un service de transfert de fonds, de financement et de petits prêts utilisé sur les smartphones, qui a été mis au point au Kenya en 2007. Jumia est une entreprise plateforme de commerce électronique proposant plus de 500 000 produits et services, qui opère en Afrique du Sud, en Côte d'Ivoire, en Égypte, au Kenya, au Maroc, au Nigéria et en Tunisie¹⁶². M-Pesa a été particulièrement utile dans la réponse à la COVID-19 en permettant de transférer de l'argent sans contact physique.

Les CDC Afrique ont de leur côté organisé des sessions de formation et des ateliers et lancé des outils Web. Ils ont également apporté leur soutien au développement des laboratoires. Pour ce faire, le PNUD a appuyé l'action des CDC Afrique à travers un programme conjoint visant la coopération et la coordination.

157 www.unenvironment.org/news-and-stories/story/south-south-cooperation-tackle-climate-change

158 www.southsouth-galaxy.org/wp-content/uploads/2020/01/GPI-Report-Triangular-Co-op-in-the-Era-of-the-2030-Agenda.pdf

159 *ibid.*

160 <https://digileaders.com/7-ways-digital-can-boost-covid-19-response-and-recovery>

161 www.fc-ssc.org/getfile/index/action/images/name/5cc7d42426ec9.pdf

162 *ibid.*

Par ailleurs, l'AUDA-NEPAD a officialisé son partenariat avec le Conseil pour la recherche scientifique et industrielle (CSIR) aux fins d'accélérer le développement technologique en Afrique. Ce processus inclut d'accorder la priorité au développement et à l'innovation en matière de technologies localisées, générées par des engagements multipartites. Les domaines thématiques comprennent la sécurité énergétique, l'industrialisation (par exemple, les produits chimiques, la fabrication et l'exploitation minière), la gestion des ressources en eau et la biotechnologie¹⁶³. Dans le cadre de cette collaboration, l'AUDA-NEPAD, le CSIR, Vodacom Africa, l'Université de Stellenbosch et l'Université Cheik Anta Diop ont organisé une série de webinaires en marge de la 75^{ème} Assemblée générale des Nations Unies sur l'accélération de la transformation numérique en Afrique à l'ère post-COVID-19¹⁶⁴.

Selon le *Premier rapport sur la coopération Sud-Sud en Afrique*, la grande majorité des initiatives entreprises en 2017 ont contribué à l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure), et la pandémie ne fera probablement qu'accentuer cette tendance¹⁶⁵. De plus, bien que ces initiatives aient pu être limitées dans leur portée et leur taille, il existe également des promesses d'approches plus systématiques. Par exemple, l'Égypte a lancé un Centre de coopération industrielle Sud-Sud, qui vise à transférer les connaissances technologiques et à promouvoir le développement fondé sur l'innovation entre les États africains, y compris dans le domaine de la numérisation¹⁶⁶. Ainsi, les échanges Sud-Sud offrent une opportunité de mise à l'échelle et de partage d'expériences pour le passage au numérique.

3.3 Tendances de la CSST observables durant la pandémie de COVID-19

Il ressort des données de l'enquête en ligne, des entretiens et de la revue de la littérature un certain nombre de tendances clés en ce qui concerne les initiatives africaines de CSST:

- On note l'apparition de nombreux acteurs dans le domaine de la CSS, tels que le Botswana, Cabo Verde et le Rwanda, qui ont commencé à institutionnaliser leur approche et à identifier leurs créneaux d'intervention. Cela rend le domaine de la coopération au développement plus diversifié et offre des possibilités d'étendre la CSS et de lui adjoindre de nouveaux partenaires via la CTr.
- En termes de réponse sanitaire spécifique à la COVID-19 dans le cadre de la CSST, quelques rares acteurs ont joué un rôle prépondérant dans la fourniture d'équipements médicaux, d'expertise technique et de soutien en réseau.
- Si la COVID-19 a entravé certaines initiatives en cours, elle a également favorisé l'utilisation de solutions

innovantes, telles que les échanges numériques et les initiatives impliquant le secteur privé. Ce sont là des domaines clés pour la mise à l'échelle de la CSST.

- Malgré la COVID-19, la coopération bilatérale dans le cadre de la CSS se poursuit à l'échelle du continent. Cela se produit non seulement entre les sous-régions, mais également entre les pays d'une même région, notamment entre le Ghana et la Namibie, l'Angola et Cabo Verde ou l'Érythrée et le Rwanda, entre les pays d'une même région, notamment.
- Les précédentes tendances de la coopération bilatérale dans le contexte de la CSS continuent de se confirmer, entre les pays africains et des pays tels que la Chine, l'Inde et le Brésil, mais aussi avec nombre de nouveaux acteurs.
- L'échange d'initiatives de CSST a souvent eu lieu dans le domaine de la santé, bien que l'industrie et l'innovation soient tout autant essentielles pour le continent. De nombreux échanges de CSST ont été observés dans d'autres domaines, notamment le développement socio-économique, les transports et la logistique, l'agriculture, le changement climatique et l'économie numérique.
- Il existe de plus en plus de partenaires de la CTr au-delà des partenaires traditionnels, ainsi qu'un nombre croissant d'organisations des Nations Unies impliquées dans la CTr.

3.4 Conclusion

Cette section a présenté des exemples d'initiatives de CSST menées en Afrique, avec à la clef les tendances, les acteurs et les partenaires s'y rapportant. Elle illustre également l'attention croissante portée aux nouvelles technologies, aux solutions innovantes et à la participation du secteur privé, autant d'expériences qu'il est possible de continuer à renforcer pour maximiser le développement de l'Afrique. Alors que la majorité des réponses africaines à la COVID-19 par le biais de la CSST ont eu lieu dans le domaine de la santé, il convient de noter que des initiatives CSST existaient avant la COVID-19 dans un certain nombre de domaines. On observe en outre un nombre croissant de partenaires parmi lesquels l'Afrique peut choisir, il est donc important que le continent devienne plus proactif et sélectif dans le choix de ses priorités et de la meilleure façon de les réaliser. À l'avenir, il est essentiel qu'une réponse au relèvement post-COVID-19 tienne compte d'une perspective holistique, notamment en examinant les secteurs économique, social et environnemental ainsi que celui de la gouvernance. En particulier, il est primordial que la recherche et le développement puissent susciter des solutions innovantes. La section suivante explore les moyens d'améliorer la CSST plus en détail.

163 www.csir.co.za/auda-nepad-and-csir-partnership

164 www.nepad.org/event/auda-nepad-knowledge-series-critical-role-of-digital-transformation-africa-post-covid

165 <https://www.africa.undp.org/content/dam/rba/docs/UNDP-Africa-SSC-Report-2019-FR.pdf>

166 www.unsouthsouth.org/2020/07/10/webinar-building-resilient-societies-post-covid-19-in-the-global-south

CHAPITRE 4



Au-delà de la COVID-19 : la coopération Sud-Sud et triangulaire en Afrique

La COVID-19 est devenue une urgence sanitaire mondiale et son impact sur les structures et les systèmes mondiaux a été extrême. Dans la conjoncture actuelle où la majorité des ressources consacrées aux réponses et au relèvement liées à la COVID-19, qu'est-ce que cela signifie pour la CSST ? Ce chapitre explore l'impact de la COVID-19 sur la coopération au développement et plus particulièrement sur la CSST. Il examine les nouvelles opportunités découlant de la pandémie dans le contexte d'une dynamique mondiale en pleine évolution. Il explore de nouvelles pistes pour accélérer la CSST, en mettant l'accent sur la technologie tout en étudiant comment les partenariats peuvent faciliter le partage et la mise à l'échelle des solutions éprouvées dans les pays du Sud.

4.1 Dynamiques mondiales en évolution en réponse à la COVID-19

Bien qu'il ne fasse aucun doute que la coopération Nord-Sud reste importante et complémentaire à la CSS, il est possible qu'elle devienne une forme de coopération moins dominante à l'avenir, les pays du Nord devenant plus repliés sur eux-mêmes. Étant donné que la CSS a démontré l'existence de moyens rentables et novateurs pour lutter contre la pandémie, il est tout à fait acceptable d'imaginer qu'elle puisse également être renforcée. D'un point de vue idéologique, la CSS est importante pour l'Afrique car elle permet au continent de s'appuyer sur ses propres solutions et innovations, et de maximiser ses propres bénéfices. La pandémie de COVID-19 a également suscité d'autres formes de coopération au développement, telles que la coopération Sud-Nord, illustrée par l'aide de la Chine à l'Italie, ou la coopération Est-Nord comme en témoigne l'envoi de matériel médical par la Fédération de Russie aux États-Unis¹⁶⁷. À la suite d'une série de webinaires, le Centre de politique du PNUD à Séoul (USPC) a présenté trois scénarios possibles de l'évolution du paysage de la coopération internationale pour le développement.

Le premier de ces scénarios examine si la COVID-19 peut changer la donne ou servir de super accélérateur. Les données initiales suggèrent que la coopération continue d'être compétitive malgré la crise, mais la volonté d'agir collectivement diminue. Il semble donc que la COVID-19 accélère les tendances préexistantes dans le système international avant la pandémie. Le deuxième scénario évalue si la COVID-19 devrait renforcer la coopération entre les États ou affaiblir davantage le multilatéralisme. Bien que ce dernier soit utile pour faire face à la crise sanitaire mondiale, il pourrait néanmoins encourager les États membres à

soutenir la concurrence pour des gains nationaux et préférer la coopération bilatérale ou plébisciter des « clubs » de gouvernance tels que le G-20. Cela peut conduire à une action collective à l'égard des petits pays. Le scénario final, qui oscille entre reprise économique rapide et reprise intelligente, envisage que les pays adoptent des solutions rapides au détriment des gains de développement plus durables et du changement climatique¹⁶⁸.

L'OCDE a identifié cinq mégatendances qui président à la dynamique de développement de l'Afrique et influent sur son intégration dans l'économie mondiale, et dont il convient de tenir compte dans le contexte de l'évolution future de la dynamique mondiale.

La première mégatendance concerne la part croissante des pays émergents dans l'économie mondiale (désignée par le phénomène de « basculement de la richesse »). La seconde est la nouvelle révolution de la production amenée par les mutations technologiques et le passage au numérique. La troisième mégatendance est liée à la croissance rapide de la population du continent, qui pourrait devenir un « dividende démographique » à condition que les pays mettent en œuvre les bonnes politiques. La quatrième mégatendance est l'urbanisation rapide, qui exerce un impact sur l'économie, les conditions de vie et la gouvernance à différents échelons dans de nombreux pays. La cinquième mégatendance est le changement climatique, qui appelle à des stratégies de « croissance verte » innovantes et durables¹⁶⁹.

Toutes ces tendances sont importantes à prendre en compte lors de l'examen de la manière d'étendre la CSST. À cet égard, la réponse socio-économique du PNUD au relèvement post-COVID-19 fournit quatre domaines d'intervention clés qui sont essentiels pour soutenir la réponse de l'Afrique à la pandémie, à savoir la gouvernance, la protection sociale, l'économie verte et la disruption numérique¹⁷⁰. Le potentiel de mise à l'échelle de la CSST dans ces domaines sera exploré par la suite.

Il est également important de garder à l'esprit les priorités de l'Afrique, telles qu'elles sont résumées dans l'Agenda 2063, dont les sept aspirations et les 20 objectifs spécifient des domaines d'engagement importants, tels que garantir un niveau de vie élevé et l'égalité pour tous (y compris l'égalité des genres), l'éducation, la santé, une croissance économique durable, une agriculture moderne pour une productivité accrue, une économie bleue, des économies et des communautés durables sur le plan environnemental et résilientes au climat, des institutions financières et monétaires

167 <https://devpolicy.org/international-development-cooperation-in-a-post-covid-19-world-a-new-way-of-interaction-or-super-accelerator-20200501-1>

168 *ibid.*

169 <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/9789264302525-fr>

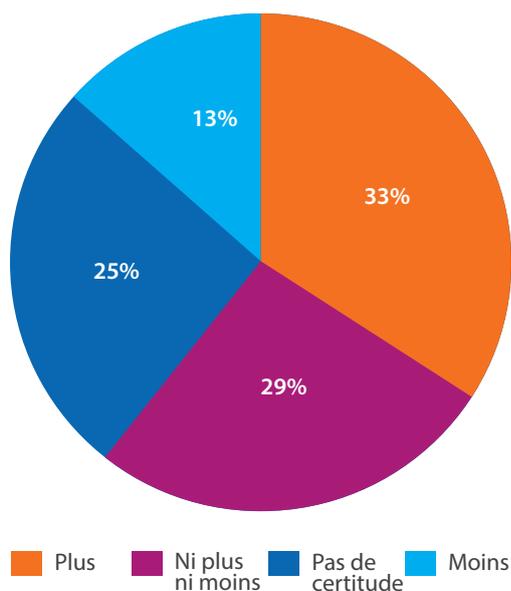
pdf?expires=1625535299&id=id&accname=guest&checksum=1FD28124390CB54428177DB91F0D829A

170 <https://www1.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hiv-aids/beyond-recovery--towards-2030.html>

continentales établies et opérationnelles, des infrastructures de classe internationale, la paix, la sécurité et la bonne gouvernance, entre autres¹⁷¹.

L'enquête en ligne du PNUD a interrogé les répondants sur l'évolution de la dynamique mondiale à la suite de la COVID-19 et plus généralement. Dans l'ensemble, les répondants ne pensaient pas que les changements de priorités des partenaires de développement traditionnels porteraient préjudice à l'intérêt pour la CSS ; en fait, 33 % (huit sur 23) ont considéré que cela rendrait celle-ci au contraire plus attrayante, alors que 29 % ont indiqué que cela n'aurait aucune incidence (figure 12).

Figure 12. Perception du changement de priorités des partenaires traditionnels de la coopération au développement sur la coopération Sud-Sud et triangulaire



Source : enquête en ligne du PNUD (2020).

Note : au total, les 23 répondants ont réagi à cette question.

Les participants ont expliqué que la CSS pourrait gagner en attractivité puisqu'il s'agit d'un moyen d'orienter les ressources et les investissements. Certains répondants ont suggéré que la COVID-19 avait mis en évidence la prise de conscience de la nécessité de partenariats plus importants et de meilleure qualité, ainsi que de solutions contextualisées ou localisées qui capitalisent sur les avantages comparatifs. Ceux qui pensaient que la CSST serait affectée négativement ont souligné les problèmes sociaux et économiques au niveau

des pays et l'accent mis sur la pandémie. Un répondant a considéré qu'une dépendance croissante à l'égard de la CSST était injuste puisque le Nord continue d'avoir des obligations historiques.

Quelle que soit la situation réelle, ce qui ressort dans le contexte de la COVID-19, c'est que de nouvelles solutions et de nouveaux partenariats seront essentiels pour renforcer la coopération internationale au développement. La section suivante explore plus en détail comment la CTr peut améliorer le développement dans le contexte africain, en accordant une attention particulière à l'utilisation de la CTr pour améliorer la technologie et l'innovation.

4.2 Partenariats pour le développement : renforcement de la CSST en Afrique

Les partenariats sont essentiels pour atteindre les ODD, comme détaillé dans l'ODD 17, qui appelle spécifiquement à renforcer l'accès à la science, à la technologie et à l'innovation ainsi que la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et la coopération triangulaire dans ces domaines et à mettre en œuvre un renforcement des capacités efficace et ciblé. De plus, une évaluation des objectifs révèle que l'engagement dans différents domaines thématiques nécessitera une approche multipartite, comme dans les domaines de la santé et de l'éducation. Le document final de Buenos Aires issu de la Conférence BAPA+40 réaffirme la nécessité d'une approche collective pour relever les défis mondiaux et souligne l'augmentation du nombre d'acteurs intéressés par le développement, y compris «les entités infranationales, les parlementaires, la société civile, le secteur privé, les groupes de bénévoles, les associations religieuses, les organisations philanthropiques, les communautés scientifique et technique, les fondations, les groupes de réflexion et les milieux universitaires». Il mentionne également le rôle des institutions multilatérales, des banques et des fonds internationaux et régionaux, y compris ceux qui ont été nouvellement établis par les pays en développement, qui fournissent un appui financier aux initiatives de coopération Sud-Sud¹⁷². L'engagement multipartite est encore plus essentiel alors que les pays élaborent leurs plans de relèvement post-COVID-19 et de nouvelles solutions pour stimuler le développement.

4.2.1 Renforcement des partenariats dans le domaine de la CTr en Afrique

Comme la section précédente l'a démontré, la CTr est une modalité croissante en Afrique qui s'appuie sur différents partenariats et qui diffère à la fois de la coopération Nord-

171 <https://au.int/fr/agenda2063/objectifs>

172 <https://undocs.org/fr/A/73/L.80>

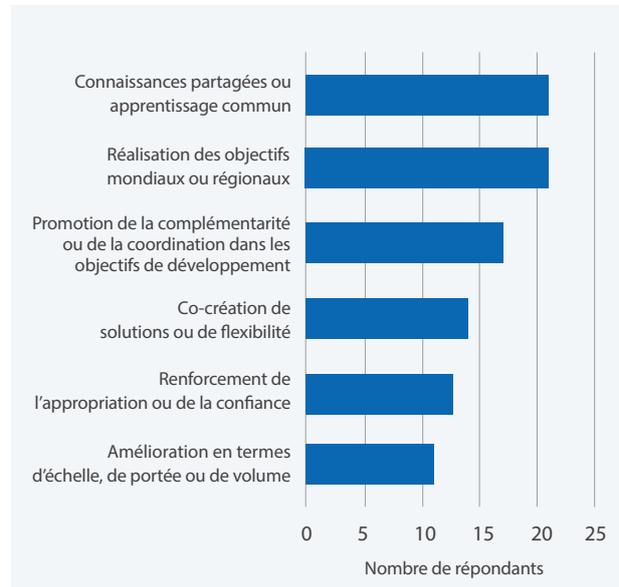
Sud et de la CSS. La Deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud reconnaît que la CTr permet aux pays en développement qui en font la demande d'accéder à un plus grand nombre et à une plus grande diversité de ressources, de compétences et de capacités, dont ils ont établi qu'ils avaient besoin pour atteindre leurs objectifs de développement sur le plan national. La CTr est considérée comme offrant une approche flexible et adaptative des défis en matière de développement qui s'appuie sur les différents avantages comparatifs des acteurs impliqués et qui peut réduire les coûts des transactions. Bien que la terminologie en soit venue à reconnaître que la CTr implique un troisième partenaire facilitateur, qu'il s'agisse d'un pays développé ou d'une organisation multilatérale, en plus des deux pays en développement concernés, la CTr évolue constamment et revêt différentes formes dans un large éventail de domaines. Il est donc nécessaire de mieux comprendre son rôle et son impact. La CTr brise les cloisonnements, d'où l'importance de déterminer qui offre quoi et d'en tirer parti pour rassembler les partenaires. Par exemple, un pays du Nord peut être en mesure de proposer son aide en partageant ses systèmes de suivi-évaluation, tandis que les pays en développement peuvent échanger leurs expériences sur le terrain.

Une boîte à outils de l'OCDE sur la CTr décrit six manières spécifiques par lesquelles les partenariats en CTr ajoutent généralement de la valeur et augmentent l'efficacité des initiatives de développement :

- 1) Cultiver l'appropriation et la confiance
- 2) Promouvoir la complémentarité et accroître la coordination dans la coopération au développement
- 3) Partager les connaissances et apprendre ensemble
- 4) Co-créer des solutions et de la flexibilité
- 5) Améliorer les volumes, la portée et la durabilité
- 6) Atteindre les objectifs de développement mondiaux et régionaux grâce à des partenariats renforcés pour le développement durable¹⁷³.

Dans l'enquête en ligne du PNUD, les participants ont été invités à expliquer ce qu'ils pensaient de la valeur ajoutée et de la force de la CTr en rapport avec ces catégories. Dans leurs réponses, ils ont mis en avant le partage des connaissances et l'apprentissage commun, la réalisation des objectifs de développement mondiaux et régionaux grâce à des partenariats renforcés pour le développement durable et la promotion de la complémentarité/coordination dans la coopération au développement (voir figure 13). Ainsi, pour la plupart des répondants, la CTr offrait l'avantage de réaliser le partage de connaissances à la fois dans les contextes du Nord et du Sud, avec un engagement à plus long terme en faveur du renforcement des capacités et des partenariats.

Figure 13. Valeur ajoutée et points forts de la CTr



Source : enquête en ligne du PNUD (2020).

Il est intéressant de noter que la valeur ajoutée de la CTr était moins perçue en termes d'appropriation ou d'amélioration de l'échelle, de la portée et du volume des interventions. Néanmoins, la question de l'appropriation a été un thème récurrent dans un certain nombre de projets de CTr, comme indiqué dans la dernière section, qui a examiné les processus formels d'élaboration des structures de gouvernance et de prise de décisions et les processus informels tels que les relations entre les parties prenantes. Comme l'a noté l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'appropriation peut être considérée comme un principe global et transversal ainsi qu'un processus dynamique¹⁷⁴. Les principes d'appropriation impliquent l'horizontalité et la confiance, la responsabilité mutuelle, le partage des connaissances et l'obligation de rendre compte. Les processus exigent de garantir l'appropriation de tous les partenaires, de surveiller les coûts des transactions et de s'aligner sur les stratégies nationales de développement. L'appropriation s'est avérée essentielle pour faciliter les initiatives de CTr et doit donc être un objectif important au début d'un projet, quel qu'il soit. Par conséquent, tous les projets devraient avoir des mécanismes clairs de coordination et de collaboration.

La NOREC a mené une analyse pour déterminer la meilleure façon d'améliorer la CTr à travers des programmes d'échange, sur la base d'un examen de ses propres expériences. Il en est ressorti que les systèmes, les processus et les politiques sont tous importants. De manière générale, les partenariats Sud-Sud ont connu un grand succès dans le domaine du renforcement des capacités, tandis que les partenariats Nord-Sud ont eu un impact négatif sur les résultats escomptés en

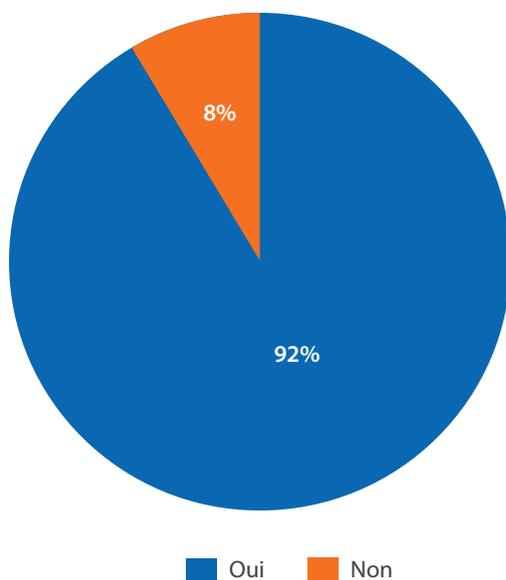
173 www.effectivecooperation.org/system/files/2019-06/TOOLKIT_TrC_August_2018.pdf

174 <https://www.oecd-ilibrary.org/deliver/f9aa8833-en.pdf?itemId=%2Fcontent%2Fpaper%2Ff9aa8833-en&mimeType=pdf>

raison de leur déséquilibre. En effet, les échanges Sud-Sud étaient souvent basés sur une évaluation participative des besoins, avec un suivi efficace. L'expérience préalable des échanges et l'adéquation des capacités ont été déterminantes, ainsi que les valeurs et les engagements partagés¹⁷⁵.

Étant donné que la CTr peut être considérée comme un moyen d'atteindre les objectifs mondiaux/régionaux et de promouvoir la complémentarité et la coordination dans les objectifs de développement, l'enquête en ligne a également demandé aux répondants leur point de vue sur la question de savoir si la CTr pouvait être une modalité appropriée pour s'attaquer aux mégatendances émergentes de l'Afrique, détaillées plus haut. Seuls deux répondants ont considéré la CTr comme une modalité inappropriée contre 23 répondants qui pensaient le contraire (figure 14). Un seul répondant n'a pas considéré que la CTr était une modalité appropriée en indiquant que l'éducation restait la principale préoccupation sur le continent et devait être le principal objet de l'affectation des ressources, tandis qu'un autre a déclaré que la CTr était ambiguë et devait être considérée comme complémentaire à la coopération bilatérale.

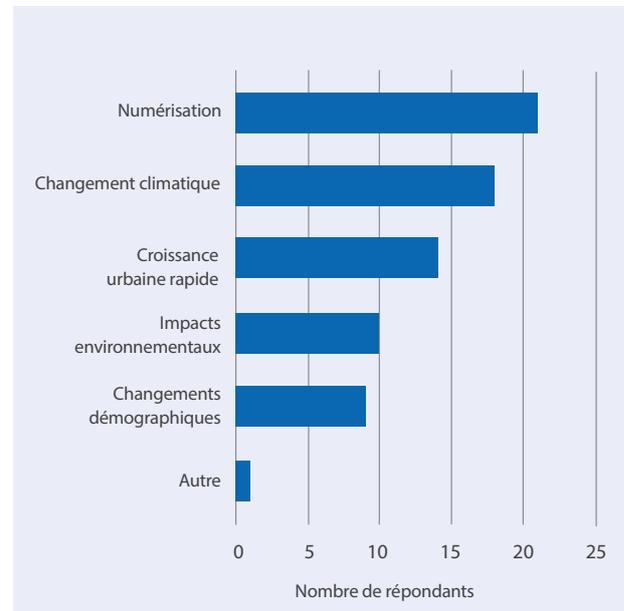
Figure 14. Pourcentage de répondants qui considèrent la CTr comme une modalité appropriée pour s'attaquer aux mégatendances africaines



Source : enquête en ligne du PNUD (2020).

En ce qui concerne les domaines dans lesquels la CTr pourrait améliorer la réponse de l'Afrique à ses propres mégatendances, la plupart des répondants ont indiqué que la CTr pourrait être particulièrement efficace pour le passage au numérique, le changement climatique et la croissance urbaine rapide, mais beaucoup moins pour les impacts environnementaux et démographiques (voir figure 15). L'autre domaine cité comme étant à privilégier était celui de la santé.

Figure 15. Domaines thématiques considérés comme des atouts pour la coopération triangulaire



Les répondants ont également été invités à expliquer pourquoi ils avaient déclaré que la CTr était une modalité appropriée pour lutter contre les mégatendances en Afrique. Beaucoup ont fourni des exemples de la façon dont la CTr peut promouvoir le partage des connaissances tout en soulignant ses avantages supplémentaires par rapport à la CSS en termes de fourniture de ressources et d'expertise. Certains répondants ont mentionné que la CTr a réussi à combler les lacunes (par exemple, en termes de financement ou de capacités) pour garantir la mise en œuvre des projets, tandis que d'autres ont expliqué que la collaboration mondiale était le seul moyen d'assurer des solutions de développement efficaces. Certains répondants ont précisé que la CTr était en mesure de faciliter le transfert de technologie et les technologies numériques, ce qui a un impact sur l'emploi. D'autres ont déclaré que la CTr répondait à la nature interconnectée du monde, permettait le partage de solutions innovantes et pouvait préserver les économies et la cohésion sociale. En outre, il a également été suggéré que la CTr devrait puiser dans des domaines qui ne sont pas abordés par les programmes nationaux ou les initiatives bilatérales.

La recherche a montré que, bien que les gouvernements aient tendance à en être les principaux acteurs, un nombre croissant de parties prenantes étaient désormais impliquées dans la CTr. Dans une évaluation des projets de CTr, il est apparu que 47 % d'entre eux étaient multipartites, dont 36,5 % concernaient des universités et des instituts de recherche, suivis de près par les OSC (30,6 %), le secteur privé (20,3 %), les institutions philanthropiques (6,5 %) et les acteurs infranationaux (6,2 %). Cela montre le potentiel de ces partenariats¹⁷⁶. Il convient également de noter que les

175 www.southsouth-galaxy.org/wp-content/uploads/2020/10/cliff-allum-rapport_endeleg_v2.pdf

176 www.southsouth-galaxy.org/wp-content/uploads/2020/01/GPI-Report-Triangular-Co-op-in-the-Era-of-the-2030-Agenda.pdf

exemples ci-dessus attestent d'une variété de rôles différents joués par de multiples parties prenantes, qui évoluent au fil du temps. Ce point est également souligné dans la boîte à outils de l'OCDE s'agissant de l'identification, du suivi et de l'évaluation de la valeur ajoutée liée à la coopération triangulaire, qui note que les partenaires (appelés par ailleurs « partenaires facilitateurs », « partenaires pivots » ou « partenaires bénéficiaires ») peuvent assumer divers rôles tout au long de la durée de la collaboration horizontale ou jouer différents rôles dans des activités et des partenariats connexes¹⁷⁷.

L'enquête en ligne du PNUD a questionné les répondants sur leur point de vue quant aux avantages de s'engager auprès de multiples parties prenantes et leurs expériences en la matière. Les réponses ont révélé l'importance des partenariats en CSST et reflété la grande variété d'engagements. Les avantages de l'engagement à l'égard de multiples partenaires ont été cités en termes de plus de connaissances et d'innovation, de flexibilité et d'autonomie, de transparence et de responsabilité et de capacités accrues pour atteindre tous les membres de la société et garantir que personne ne soit laissé pour compte. La promotion de l'appropriation de l'Accord de Paris par les pays et une meilleure exploitation des ressources figuraient aussi au nombre des avantages cités. Les répondants ont également suggéré que les partenaires pouvaient aider à mieux formuler les programmes et les projets tout en apportant un complément d'informations et en identifiant davantage d'opportunités. Cependant, il est essentiel de s'assurer que tous les acteurs aient les mêmes objectifs de développement.

La TIKa est un partenaire de CTr qui s'engage auprès de multiples parties prenantes. La TIKa opère dans de nombreux domaines tels que la santé, l'éducation, l'agriculture, les médias, le tourisme, l'administration civile et d'autres infrastructures sociales (pour l'autonomisation des groupes vulnérables et des femmes). Elle concentre ses activités sur les secteurs productifs pour aider les pays à devenir plus autonomes. Elle accorde de plus en plus d'importance au développement des compétences afin d'accroître la durabilité de ses interventions. En conséquence, elle s'est associée à des universités et à des organisations gouvernementales pour améliorer les compétences numériques et d'autres compétences dans de nombreux secteurs. Elle travaille en partenariat avec diverses organisations telles que la JICA, le Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays Islamiques (SESRIC), le PNUD, le Programme de coopération de Singapour (SCP) et d'autres. Bien qu'elle ne s'associe pas au secteur privé, puisqu'il s'agit d'une institution gouvernementale, elle fait

appel à des entreprises dotées d'une expertise spécifique et s'engage dans des partenariats multipartites qui incluent également des organisations du secteur privé. Par exemple, elle a soutenu, en partenariat avec le PNUD, la création d'un centre de formation professionnelle privé en Bosnie, qui vise à réduire le chômage des jeunes. Cette expérience pourrait servir de modèle pour engager le secteur privé sur le continent africain à l'avenir¹⁷⁸. Elle s'associe également à des organisations non gouvernementales (ONG) en Afrique pour fournir de l'aide humanitaire et réaliser des projets notamment dans le secteur de la santé. Les avantages cités de cette approche consistent en ce qu'elle permet à la TIKa de comprendre les besoins des populations locales sur le terrain et partant de se concentrer sur leur demande et de gagner leur confiance¹⁷⁹.

L'un des défis de la CTr est de garantir la réalisation des objectifs et des cadres d'engagement communs, mais cela peut être encouragé par l'utilisation de fonds communs. Par exemple, le Dispositif IBAS (Inde, Brésil et Afrique du Sud) pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim, administré par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, a été utilisé pour promouvoir la CSST dans des domaines spécifiques convenus. Un fonds commun peut élaborer des règles d'engagement solides, réduire les coûts de préparation, garantir l'appropriation et l'engagement et mettre en commun les ressources¹⁸⁰. Par exemple, le Fonds africain pour l'éducation, la science, la technologie et l'innovation (AESTIF) utilise des mécanismes mixtes pour soutenir les MPME du secteur privé dans les domaines de l'éducation, de la technologie et de l'innovation, notamment par le biais de la CSST¹⁸¹.

4.2.2 Partenariats en matière de CSST avec le secteur privé

L'implication du secteur privé est essentielle pour mobiliser les ressources nécessaires à la réponse à la COVID-19, ainsi que son expertise, son ingéniosité et son innovation. Afin de promouvoir le rôle du secteur privé dans la CSST, la Deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud appelle les États membres à partager les meilleures pratiques sur les PPP et les cadres réglementaires¹⁸². L'enquête en ligne du PNUD a en outre révélé un certain nombre d'avantages que les pays africains voient dans l'implication du secteur privé, qui sont décrits dans la figure 16.

177 <https://www.oecd.org/dac/triangular-co-operation/TOOLKIT%20-%20version%20August%202018.pdf>

178 www.iicpsd.undp.org/content/istanbul/en/home/news-centre/2019/private-sector-is-boosting-skills-development-in-northern-bosnia.html

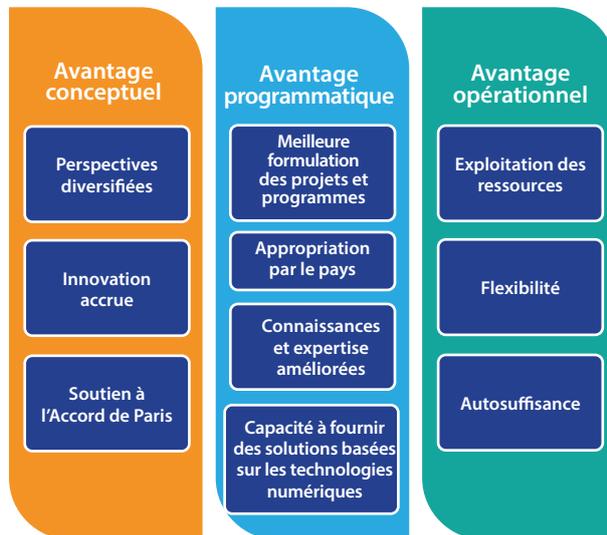
179 Entretien avec la TIKa, le 3 décembre 2020.

180 Entretien avec la GIZ, le 19 novembre 2020.

181 www.nepad.org/file-download/download/public/127159

182 <https://undocs.org/fr/A/73/L.80>

Figure 16. Avantages de l'implication du secteur privé



Source : enquête en ligne du PNUD (2020).

Cependant, il y a également eu des mises en garde concernant les conséquences négatives de l'implication du secteur privé, telles que l'impact sur le développement du secteur privé local, l'ignorance des principes d'efficacité du développement et le subventionnement du secteur privé dans les pays donateurs¹⁸³. Des préoccupations similaires ont également été émises par les parties prenantes au dialogue politique sur l'engagement du secteur privé dans la coopération au développement, facilité par le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED). Cela a conduit à l'élaboration des « Principes de Kampala pour un engagement efficace du secteur privé à la coopération pour le développement »¹⁸⁴. Les cinq principes lancés à Kampala couvrent toutes les modalités d'engagement du secteur privé (tableau 3) et abordent les principaux défis et opportunités pour une meilleure appropriation par les pays, afin de favoriser la confiance et les avantages mutuels, une transparence et une responsabilité accrues, et un accent plus marqué sur les approches de partage des risques qui peuvent aider à atteindre les plus démunis.

C'est pour toutes ces raisons et ces problématiques que la Deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud encourage également l'harmonisation des pratiques commerciales avec les objectifs de développement durable et les cibles correspondantes, conformément aux priorités et aux plans nationaux¹⁸⁵. Par conséquent, il est important que le secteur privé et tous

les autres acteurs impliqués comprennent l'objectif de la coopération et élaborent des normes communes, et que la communauté du développement acquière une meilleure compréhension du partage des risques. Il est également nécessaire de contrer les comportements à court terme et d'assurer des résultats de développement durable rendus possibles par la création simultanée de valeur à la fois sociale et économique.

Des efforts ont été déployés pour comprendre comment l'engagement du secteur privé dans la CTr peut être plus efficace, notamment :

- développer un modèle d'entreprise intégré qui permettrait d'assurer le suivi des résultats économiques et de développement et la mise à l'échelle des initiatives éprouvées ;
- favoriser la confiance et l'inclusion par le dialogue avec toutes les parties prenantes ;
- promouvoir l'appropriation par tous les partenaires ;
- atténuer les risques pour les acteurs publics et privés¹⁸⁶.

En conséquence, la FAO a élaboré des lignes directrices instructives pour impliquer le secteur privé, y compris un examen préliminaire conformément aux principes du Pacte mondial des Nations Unies, aux Directives pour une coopération entre les Nations Unies et le secteur privé fondée sur des principes et les facteurs de risque institutionnels de la FAO. Un sous-comité de gestion et d'agents techniques supérieurs examine ensuite les propositions, et un comité de partenariat approuve l'accord final. Un système de suivi et d'évaluation est également mis en place¹⁸⁷. Ces modèles peuvent être instructifs pour les efforts futurs visant à impliquer le secteur privé. En outre, le Maroc a inclus l'engagement du secteur privé dans ses politiques, ce qui facilite de telles interventions.

La création récente d'un centre de services et d'une académie de formation en Égypte illustre comment le secteur privé peut être sollicité pour obtenir des résultats. Siemens Energy, le Gouvernement d'Égypte et la GIZ ont formé un partenariat public-privé pour offrir des formations professionnelles destinées au renforcement des compétences des techniciens et ingénieurs tout en instituant un centre de service pour l'assistance à distance en cas de panne de centrale électrique. L'objectif de l'initiative est d'augmenter la localisation dans la chaîne d'approvisionnement énergétique de l'Égypte tout en soutenant l'économie locale¹⁸⁸.

183 https://unctad.org/system/files/official-document/ldcr2019overview_fr.pdf

184 www.effectivecooperation.org/landing-page/action-area-21-private-sector-engagement-pse;
<https://www.effectivecooperation.org/system/files/2020-06/Principles-Flyer-French-1.pdf>

185 <https://undocs.org/fr/A/73/L.80>

186 www.oecd.org/dac/triangular-co-operation/2020_03_04_Final_GPI_report_BAPA%2040.pdf

187 www.fao.org/3/a-i3444e.pdf

188 <https://energyegypt.net/siemens-energy-contributes-to-egypts-energy-sector-with-new-service-center-training-academy>

Quels sont les différents types d'engagement du secteur privé ? L'OCDE a élaboré une typologie de l'engagement du secteur privé dans la coopération au développement, qui est résumée dans le tableau 3.

Tableau 3. Typologie de l'engagement du secteur privé dans la coopération au développement

Modalité	Objectifs	Mécanismes
Renforcement des capacités Partage des connaissances et de l'information	<ul style="list-style-type: none"> Faire progresser les solutions en partageant de nouveaux outils et des méthodes et approches innovantes pour relever les défis du développement. 	<ul style="list-style-type: none"> Réseaux multipartites. Plateformes d'apprentissage. Conférences, séminaires, ateliers et autres événements. Financement de la recherche (en particulier sur l'engagement du secteur privé dans la coopération au développement).
Dialogue politique	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des programmes et des cadres politiques aux niveaux international, national et local qui reflètent les intérêts de toutes les parties. Changer les comportements, par exemple en améliorant les pratiques d'entreprise et l'établissement de normes industrielles. 	<ul style="list-style-type: none"> Réseaux et plateformes multipartites. Tables rondes intersectorielles. Pôles ou institutions spécialisés. Dialogues institutionnalisés.
Assistance technique	<ul style="list-style-type: none"> Permettre aux acteurs du secteur privé de s'engager efficacement dans la coopération au développement, par exemple en soutenant la conception de projets. Améliorer les capacités opérationnelles et l'efficacité des acteurs du secteur privé. 	<ul style="list-style-type: none"> Services de conseil aux entreprises. Études de faisabilité.
Renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer les capacités des acteurs du secteur privé à contribuer aux résultats du développement. Changer ou modifier les opérations commerciales. 	<ul style="list-style-type: none"> Activités de formation et autres formes de programmes de développement des capacités. Échanges et détachements professionnels.
Financement	<ul style="list-style-type: none"> Exploiter ou augmenter le financement du secteur privé et la promotion des investissements. Tester l'innovation et mettre à l'échelle les expériences réussies. Monétiser les résultats de développement (par exemple, mécanismes basés sur les résultats). Soutenir l'expansion d'entreprises plus nombreuses et de meilleure qualité, notamment par la promotion de partenariats interentreprises, d'entreprises inclusives, d'une conduite commerciale responsable et de la responsabilité sociale des entreprises. Tirer parti de l'expertise du secteur privé et des solutions fondées sur le marché pour relever les défis du développement. 	<ul style="list-style-type: none"> Instruments du secteur privé, y compris les subventions, les instruments de dette, les financements mezzanine, les actions et les parts d'organismes de placement collectif, les garanties et autres passifs non financés. Comprend la gamme d'instruments couverts par les financements innovants

Sur le continent africain, l'engagement avec le secteur privé a principalement porté sur le partage des connaissances, l'assistance technique, le développement des capacités et le financement. Jusqu'à présent, l'engagement semble être piloté par des pays ayant une stratégie spécifique pour l'implication du secteur privé. Par exemple, le Maroc peut se prévaloir de posséder des entreprises réparties dans plus de 30 pays¹⁸⁹. En termes de CSS interrégionale, le Brésil a également engagé le secteur privé dans sa coopération au développement sur le continent africain, notamment à travers son projet Companhia de Bioenergia de Angola, connu sous le nom de Biocom. Il s'agit d'une usine angolaise de production de canne à sucre, de bioéthanol et d'énergie électrique utilisant la technologie brésilienne. Le projet fait appel à des entreprises publiques et privées, ainsi qu'à des banques des secteurs public et privé¹⁹⁰. La Chine et l'Inde sont également bien connues pour leurs efforts visant à impliquer le secteur privé dans la CSS. Par exemple, le Centre du commerce international a engagé la Chine, l'Éthiopie, l'Inde, le Kenya, le Mozambique, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Royaume-Uni, le Rwanda et la Zambie à promouvoir l'investissement, le commerce et les partenariats technologiques entre l'Inde, la Chine et les pays africains précités, en favorisant le dialogue, la mise en réseau, l'amélioration des capacités des pays d'Afrique de l'Est et la création de liens commerciaux¹⁹¹. En outre, il y a eu des échanges entre la Sierra Leone et le Ghana sur des solutions en PPP afin d'améliorer la prestation des services publics, de fournir un accès inclusif aux services financiers, d'élargir les solutions de revenu pour les pauvres et de répondre aux besoins d'infrastructure¹⁹². Les partenaires du secteur privé peuvent également s'engager dans de telles initiatives par le biais d'organisations philanthropiques. Par exemple, la Fondation Tony Elumelu, qui collabore avec le secteur privé ainsi qu'avec des organisations telles que le PNUD, la Banque africaine de développement, le Comité international de la Croix-Rouge, la GIZ et la United Bank for Africa, propose un programme d'entrepreneuriat¹⁹³.

L'AMEXCID a appuyé la création du Pacific Alliance Capital Venture Fund, en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement pour soutenir la reprise post-COVID-19 des PME intervenant dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la pêche et du tourisme. Cette plateforme a été répliquée dans d'autres régions et pays, comme en Argentine,

en Bolivie et en Uruguay. L'Afrique pourrait s'en inspirer sur la manière d'associer le secteur privé à ce type d'initiatives. Le milieu universitaire a également été sollicité. Tout au long de ces engagements, le Mexique a cherché à assurer l'alignement sur les priorités nationales et les ODD (tels que l'égalité des genres). Les avantages d'un tel engagement comprennent la flexibilité et la capacité d'attirer de nouvelles parties prenantes sans trop d'obstacles administratifs. Malgré les difficultés posées par la transformation numérique, notamment l'accès à Internet pour certains groupes de la population comme les pêcheurs, le gouvernement tente de remédier à ce problème en collaboration avec les écoles techniques locales, les autorités locales et les plateformes numériques. À cela, s'ajoute le potentiel de l'élargissement de cette démarche aux ONG et aux OSC conscientes des besoins de la communauté¹⁹⁴.

Le secteur privé est également de plus en plus impliqué dans le dialogue politique à travers le continent. Les efforts entrepris à ce niveau pourraient être partagés avec d'autres pays par le biais de la CSST. Au Nigéria, suite à l'apparition de la COVID-19, une cinquantaine d'organisations du secteur privé ont formé un partenariat avec le gouvernement et les organismes de santé pour développer une réponse sanitaire, notamment en construisant et en équipant des centres d'isolement et de traitement, en générant des campagnes de sensibilisation et en fournissant de la nourriture aux citoyens économiquement vulnérables. L'accent a également été mis sur la création d'emplois¹⁹⁵. Sur un plan plus général, le Gouvernement d'Éthiopie s'est associé à la Chambre de commerce qui regroupe plus de 500 entreprises du secteur privé dans le cadre de sa stratégie de CSS. Au niveau régional, l'UA a organisé son forum annuel consacré au secteur privé, le dernier en date ayant eu lieu en novembre 2019¹⁹⁶. L'événement a été organisé en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et visait à attirer les investisseurs dans le contexte de la mise en œuvre imminente de la ZLECAf¹⁹⁷. De même, l'ACP a également tenu son premier sommet du secteur privé en 2020¹⁹⁸. Par ailleurs, les CDC de l'UA ont examiné comment augmenter la production locale d'EPI et développer un échange numérique avec les CDC Afrique et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank)¹⁹⁹.

189 www.moroccoembassy.co.za/morocco/morocco-africa

190 <https://digitalcommons.du.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1076&context=djilp>

191 www.oecd.org/dac/triangular-co-operation/2020_03_04_Final_GPI_report_BAPA%2040.pdf ; www.intracen.org/sita-at-a-glance ; www.intracen.org/piga

192 <https://my.southsouth-galaxy.org/en/solutions/detail/private-and-financial-sector-development-in-sierra-leone>

193 www.tonyelumelufoundation.org

194 Entretien avec l'AMEXCID et le bureau du PNUD au Mexique, le 28 janvier 2021.

195 <https://businessday.ng/banking/article/cacovid-cbn-banks-sustaining-lives-livelihoods-with-n32bn>

196 https://au.int/sites/default/files/newsevents/conceptnotes/37210-cn-note_conceptuelle_site_web_fre.pdf

197 www.unsouthsouth.org/2019/11/06/private-sector-is-a-valuable-engine-for-africas-economic-growth

198 https://mcusercontent.com/f8b60aa070b5990d881be17b6/files/f5bd16cf-64ef-416c-b2aa-ed0eb5ed195a/NEWSLETTER_BACP_EN_February_2020.pdf

199 <https://www.uneca.org/fr/riposte-de-la-cea-au-covid-19>

Le secteur privé a également été associé à la CTr. Une étude sur la CTr a montré que le secteur privé avait participé à 20,3 % des projets menés en 2017 à l'échelle mondiale²⁰⁰. Certains partenaires facilitateurs de la CTr ont acquis de l'expérience dans l'engagement du secteur privé, notamment la NOREC, la TIKa et la JICA. Par exemple, la NOREC s'est engagée dans un projet CTr sur les déchets électroniques, comme mentionné précédemment. Les Nations Unies ont également soutenu des initiatives de CSST faisant appel au secteur privé. Le Fonds commun pour les ODD a quant à lui aidé le Gouvernement de Tanzanie à élaborer un système national de protection sociale favorable aux pauvres et adapté aux enfants, qu'il a partagé avec les pays qui ont mis en œuvre des programmes similaires. Parmi les partenaires d'exécution figuraient les ministères concernés, le Fonds d'action sociale de la Tanzanie, les organisations du secteur privé et les OSC²⁰¹. De même, le Fonds a appuyé un échange de technologies entre le Centre national pour une production plus propre (CNPP) d'Afrique du Sud²⁰², le Gouvernement du Mozambique, les organisations du secteur privé et la société civile. Il a aussi mis en place un groupe consultatif du secteur privé, composé des dirigeants de grandes entreprises de divers secteurs, y compris des pays du Sud, afin de mieux aligner les PPP sur le développement durable²⁰³.

Par ailleurs, la CTr possède la capacité de renforcer le secteur privé plutôt que l'inverse. Un projet efficace a été élaboré associant les gouvernements de l'Allemagne, du Brésil et du Mozambique pour renforcer l'Institut national des normes et de la qualité du Mozambique (INNOQ). Le projet vise à accroître la croissance des exportations en renforçant la compétitivité et en garantissant la conformité aux normes internationales. Il devrait dynamiser la métrologie légale dans les quartiers et les communes. En conséquence, l'INNOQ s'est agrandi et modernisé et propose désormais ses services aux entreprises du secteur privé, ce qui lui a permis d'augmenter ses revenus²⁰⁴.

Une étude menée en 2016 en Afrique du Sud a réaffirmé la variété des rôles que le secteur privé peut jouer dans la coopération au développement tout en énonçant quelques mises en garde. Le premier cas examiné concerne le développement des PME par le biais du Fonds de développement des entreprises durables, financé par la Coopération flamande au développement et mis en œuvre par l'Organisation internationale du travail (OIT) avec le concours des gouvernements locaux des provinces de l'État libre et de KwaZulu-Natal. Plusieurs groupes d'activités avaient été

créés, dont une formation modulaire à l'entrepreneuriat, le soutien à la recherche politique sur le développement des PME, la création d'un observatoire des PME et un concours entre les PME. Cependant, l'aspect politique a été entravé par un manque de coordination et de consultation, et de faibles niveaux de cohérence entre les échelons national, provincial et municipal. Il y avait aussi des difficultés liées à la durabilité et à des frais cachés. L'adhésion du gouvernement était également essentielle, et le projet a souffert des défis posés par la configuration du partenariat et par l'insuffisance des cadres réglementaires de l'engagement²⁰⁵.

L'étude a également examiné le programme Business to Business (B2B) de l'Agence danoise pour le développement international (DANIDA) destiné à faciliter les partenariats entre les organisations danoises et certains pays, à savoir l'Afrique du Sud, le Bangladesh, le Bénin, le Bhoutan, la Bolivie, le Burkina Faso, la Chine, l'Égypte, le Ghana, le Kenya, le Mali, Mozambique, Népal, Nicaragua, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Viet Nam et la Zambie. Bien que cette étude se soit concentrée sur la coopération Nord-Sud, les résultats suggèrent quelques considérations importantes à prendre en compte lors de l'examen de la manière d'intensifier l'engagement du secteur privé dans la CSST. Dans l'étude, les partenariats couvraient une grande variété de domaines thématiques, l'agriculture, les TIC et les technologies environnementales. Il a été constaté que le projet allait au-delà de la facilitation de partenariats pour accorder une attention particulière à l'éthique d'entreprise, à l'impact en matière de développement et à la responsabilité sociale des entreprises. En particulier, le projet a atteint son objectif en ce qui concerne la technologie. Des partenariats individuels et un soutien pratique ont facilité ces partenariats de même que la participation des ambassades et confédérations danoises. Cependant, le projet n'a pas créé de lien entre la réduction de la pauvreté et le renforcement des entreprises locales²⁰⁶.

Une étude du PMCED sur le Bangladesh, l'Égypte, El Salvador et l'Ouganda a produit des résultats similaires, au terme de l'analyse de plus de 900 projets de développement impliquant le secteur privé dans la coopération Nord-Sud (pour laquelle la base de données probantes est la plus étoffée) ou la coopération Sud-Sud²⁰⁷. Ainsi, les projets de CSST faisant intervenir le secteur privé devraient être assurés d'un soutien adéquat et continu à la mise en œuvre et bénéficier des engagements des ambassades tout en s'alignant sur les efforts de réduction de la pauvreté et les entreprises locales.

200 www.oecd.org/dac/triangular-co-operation/2020_03_04_Final_GPI_report_BAPA%2040.pdf

201 www.sdgfund.org/joint-programme-support-tanzanias-productive-social-safety-nets-pssn

202 Il s'agit d'une institution gouvernementale qui recherche les moyens d'améliorer l'efficacité des ressources ainsi que des méthodes de production plus propres.

203 www.sdgfund.org/south-south-cooperation

204 http://ctba.net.br/images/factsheets/en/Factsheet-Mozambique_21.02-EN.pdf

205 www.researchgate.net/publication/319702336_THE_ROLE_OF_THE_PRIVATE_SECTOR_IN_DEVELOPMENT_COOPERATION_Three_Case_Studies_in_South_Africa

206 *ibid.*

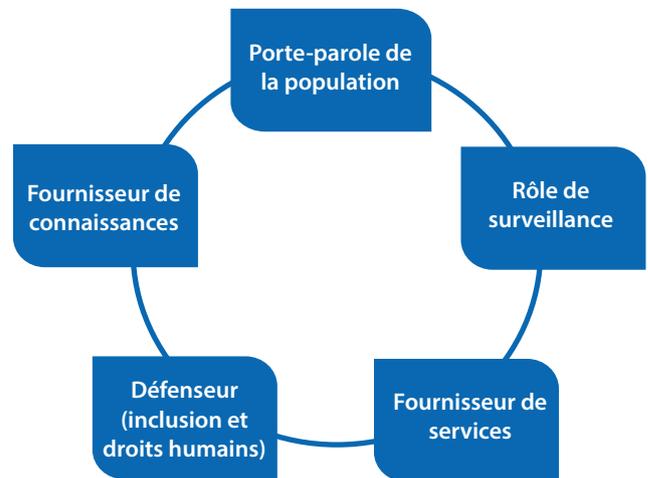
207 www.effectivecooperation.org/content/effective-private-sector-engagement-through-development-co-operation-1-issues-paper

Le rôle du secteur privé est donc important dans la CSST et peut servir à faciliter la réponse à la COVID-19. Il importe toutefois de considérer le rôle que le secteur privé est censé jouer, les partenaires qui doivent sollicités à cet effet et la façon d'en tirer le meilleur parti. Le secteur privé ne doit pas seulement être perçu comme offrant des ressources, mais plutôt comme étant capable de partager son savoir-faire en termes d'utilisation de la technologie et des plateformes, et de l'évaluation des risques. Il est aussi possible d'aider le secteur privé à développer des approches plus durables qui soutiennent les ODD tout en encourageant les efforts de responsabilité sociale des entreprises. Les partenariats de la CSST impliquant le secteur privé doivent privilégier les MPME locales et les entreprises informelles au-delà des multinationales et des entreprises parapubliques. Étant donné que la pandémie de COVID-19 a nécessité une approche multipartite, la section suivante examine les partenariats avec les universités et la société civile.

4.2.3 Partenariats en matière de CSST avec le monde universitaire et la société civile

Contrairement aux réponses à la COVID-19 qui ont fait appel au secteur privé, les partenariats regroupant la société civile et les universités ont eu un impact moins prononcé. Certes, le monde universitaire est considéré comme jouant un rôle vital dans la CSST, comme le note le document final de la Deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, qui souligne l'importance de la recherche et du développement et du renforcement des capacités. Cependant, le rôle de la société civile dans la CSST et dans la réponse à la COVID-19 est moins évident. L'enquête en ligne du PNUD explore la perception des pays africains des avantages de l'engagement de ces parties prenantes, comme le montre la figure 17.

Figure 17. Les rôles de la société civile et du monde universitaire dans la coopération Sud-Sud et triangulaire



Source : enquête en ligne du PNUD (2020).

À ce jour, les rôles des universités et de la société civile n'ont pas été systématiquement intégrés dans les initiatives CSST puisque, comme indiqué précédemment, la plupart des initiatives ont été mises en place au niveau des gouvernements. Néanmoins, la COVID-19 a mis en évidence l'importance de développer des partenariats régionaux et intra-régionaux en matière d'éducation numérique afin de fournir des réponses aux défis de l'Afrique dans ce domaine²⁰⁸. Depuis que la pandémie a frappé, les universités se sont tournées vers l'enseignement en ligne et ont cherché des moyens d'améliorer leur infrastructure et leurs capacités au niveau des TIC. Par exemple, l'Alliance des universités de recherche en Afrique (ARUA) a documenté les réalisations de ses universités membres en termes de technologie et d'innovation pour lutter contre la pandémie sur le continent²⁰⁹. En outre, le consortium Alliance pour le partenariat africain (AAP), composé de 11 universités africaines et de l'Université d'État de Michigan aux États-Unis, a organisé une série de dialogues en six parties destinée à aborder les cadres réglementaires nécessaires pour assurer la qualité de l'apprentissage en ligne. Le COVID-19 ayant entravé les échanges interuniversitaires, il était donc nécessaire de développer un autre moyen de communication²¹⁰.

208 www.universityworldnews.com/post.php?story=20200521060338162

209 www.nepad.org/file-download/download/public/127159

210 www.universityworldnews.com/post.php?story=20200521060338162

Des efforts ont également été déployés pour intensifier les échanges dans l'enseignement supérieur sur les TIC. Par exemple, le Kenya a signé un accord avec la Barbade pour établir des liens avec l'enseignement supérieur, qui couvrent les échanges d'étudiants et de professeurs, y compris dans les TIC²¹¹. En termes d'échanges interrégionaux de CSS, l'Inde a développé un modèle de PPP axé sur les TIC, l'éducation et l'expertise en santé. Le projet de Réseau panafricain des services en ligne (PAeN) se concentre sur le téléenseignement et la télémédecine, et établit des salles de classe virtuelles entre des universités indiennes et africaines au Cameroun, en Égypte, au Ghana, au Malawi et en Ouganda, ainsi que des centres de télémédecine en Égypte, à l'Île Maurice, au Nigéria, en République du Congo et au Sénégal²¹².

De plus, il existe une volonté générale de renforcer les partenariats entre les établissements universitaires. En effet, une enquête en ligne menée par le PNUD en collaboration avec le Bureau du développement des écoles et universités historiquement noires (OHBCUD) et International Cooperation révèle qu'il existe déjà des initiatives en cours entre les universités des États-Unis et d'Afrique dans la poursuite des ODD (comme entre l'Université d'État de Morgan et des universités au Cameroun, au Malawi et au Ghana sur la santé communautaire et les soins infirmiers). L'enquête montre également qu'il y avait un désir général de renforcer les partenariats au niveau régional à travers l'engagement avec l'UA²¹³.

Le milieu universitaire peut jouer le rôle de fournisseur de connaissances de manière à promouvoir la CSST, comme dans le cas de l'initiative South-South Global Thinkers Network lancée par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et le PNUD, qui est à présent hébergée sur une plate-forme numérique pour le partage des dernières recherches sur les politiques et discussions en ligne entre les experts du Sud. Le réseau Southern Voice a également créé un centre de connaissances numériques sur la COVID-19 dans les pays du Sud, qui examine l'impact de la COVID-19 sur les différents ODD et alimente une base de données d'experts accessible aux décideurs politiques²¹⁴. La Fondation pour le renforcement des capacités de l'UA (ACBF) a accueilli son 7^{ème} Sommet des think tanks d'Afrique en novembre 2020, pour évaluer l'état de préparation des pays africains dans la perspective de la mise en œuvre de la ZLECAF²¹⁵. L'AUDA-NEPAD développe elle aussi une plate-forme africaine de think tanks pour mieux connecter les générateurs de connaissances aux décideurs politiques.

Cependant, même si le rôle que la société civile peut jouer dans la réponse à la COVID-19 et dans sa mise à l'échelle à travers la CSST n'est pas encore bien déterminé, il reste plus essentiel que jamais. La pandémie a clairement inversé les gains de développement précédemment réalisés. La réponse d'urgence a nécessité de consolider les structures étatiques centralisées. Il y a également eu des problèmes d'accès à l'information, en particulier dans les zones rurales de certains pays africains. Les efforts des sociétés civiles ont été restreints et réfrénés en raison du confinement. Les engagements de la société civile ont été d'autant plus limités par le manque de fonds du fait que les gouvernements ont pris en charge la réponse à la COVID-19 sans affecter de ressources à cet effet à la société civile. En outre, les efforts de la société civile ont été principalement soutenus par les pays de l'OCDE, qui ont alloué les fonds à des organisations internationales plutôt que locales.²¹⁶ Les organisations de la société civile ont donc dû lutter pour se soutenir et rester fonctionnelles, ce qui a limité leur potentiel en faveur de la CSST et leur capacité à faciliter une réponse à la COVID-19 pour reconstruire en mieux. Aux fins de mettre en évidence le rôle que la société civile peut jouer, les Nations Unies ont collecté des informations sur les réponses de la société civile à la pandémie, y compris en Afrique. Ainsi, l'Association des Nations Unies à l'Île Maurice (MUNA) a distribué de la nourriture, du lait pour bébés, des couches et des serviettes hygiéniques aux plus vulnérables. Le réseau Black Coffee Network au Kenya a contribué à la sensibilisation à la COVID-19 en traduisant les annonces du ministère de la Santé dans les langues locales. La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF) au Nigéria a plutôt concentré son action sur la recrudescence de la violence domestique²¹⁷. Ces efforts fournissent des exemples de la manière dont la société civile peut faciliter une réponse à la COVID-19 et devraient à ce titre être communiqués aux différents pays africains.

Des efforts ont été déployés pour organiser des webinaires afin de partager les expériences à travers l'Afrique sur les réponses à la COVID-19. Ainsi, un webinaire facilité par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a été organisé le 20 octobre sous le thème « Impact sanitaire et socio-économique de la COVID-19 - Défis et opportunités pour les ONG et les OSC dans les pays du Sud ». Il a couvert le rôle des jeunes, les dimensions de genre de la pandémie de COVID-19, le changement climatique et le rôle des réseaux, tels que l'Alliance des ONG et des OSC pour la coopération Sud-Sud (ANCCSS), qui compte plus de 250 membres²¹⁸. La société civile peut également jouer un rôle important

211 <https://thepienews.com/news/barbados-kenya-in-new-south-south-academic-exchange-initiative>

212 www.orfonline.org/expert-speak/pan-africa-e-network-indias-africa-outreach

213 UNDP E-Survey (HCBU).

214 <http://southernvoice.org/covid-19-about/>

215 <https://www.acbf-pact.org/fr/media/press-release/lacbf-accueille-le-sommet-des-think-tanks-d%E2%80%99afrique>

216 Entretien avec Reality Aid, le 24 novembre 2020.

217 <https://mailchi.mp/un/civilsocietycovid-19>

218 www.unsouthsouth.org/2020/10/12/health-and-socio-economic-impact-of-covid19-challenges-and-opportunities

dans le partage des connaissances sur les questions de développement telles que la lutte contre les inégalités. À cet égard, l'Inde et l'Afrique du Sud ont partagé leurs expériences sur les droits au logement par le biais d'un réseau d'organisations communautaires. Les organisations ont spécifiquement fait appel au leadership des femmes et utilisé la microfinance pour promouvoir les besoins des pauvres urbains²¹⁹.

La société civile assure un rôle d'autant plus essentiel dans le contexte de l'augmentation de la dette car elle peut servir de « garde-fou », améliorer la transparence et la responsabilité dans les institutions gouvernementales et porter haut et fort la parole des populations. Par exemple, la société civile en Afrique du Sud, coordonnée par Oxfam Afrique du Sud et African Monitor, a établi un groupe de travail de la société civile pour collaborer avec le Centre régional africain de la Nouvelle banque de développement. Le groupe est le fruit des efforts précédemment menés pour établir un réseau sud-africain qui pourrait ensuite s'associer à d'autres réseaux de la société civile au Brésil, dans la Fédération de Russie, en Inde et en Chine. Le groupe a exigé un mécanisme formel d'engagement avec la société civile et demandé à travailler avec un responsable de suivi-évaluation pour voir comment les projets de la NDB étaient suivis et évalués, y compris concernant le prêt d'un milliard de dollars US accordé par le Programme de prêts d'urgence à l'Afrique du Sud et à d'autres pays du BRICS. En outre, le groupe a appelé à une plus grande implication de la communauté dans le Cadre environnemental et social (CES) et d'autres questions telles que la problématique de genre²²⁰.

Ces conclusions font écho à la nécessité de favoriser un environnement propice aux OSC afin de mettre en œuvre le Programme 2030²²¹. Le PMCED a noté dans son programme de travail (2020-2022) que le contexte politique, financier, juridique et politique dans lequel les OSC interviennent et la manière dont elles s'organisent affectent profondément leur efficacité en matière de développement et leur capacité à obtenir des résultats. Par conséquent, il appelle les pays partenaires et les partenaires au développement à soutenir les OSC en tant que parties prenantes à part entière et à reconnaître leur contribution dans l'apport de connaissances sur les besoins et les priorités de développement au plan local²²².

Les exemples ci-dessus montrent comment la société civile et le monde universitaire peuvent et doivent être associés à l'élaboration d'une réponse à la COVID-19 par le biais de

la CSST ; non seulement au niveau de la mise en œuvre du projet, mais aussi dans la formulation des politiques et la conception des projets de CSST.

4.3 Mieux construire l'avenir : domaines d'intérêt de la CSST

4.3.1 Gouvernance

Comme indiqué dans la deuxième phase de la réponse du PNUD à la crise de COVID-19²²³, la gouvernance est essentielle pour garantir l'adaptation des pays aux dynamiques changeantes, par exemple en veillant à ce que les citoyens aient accès à l'information et soient protégés contre l'élargissement des inégalités, et que les ressources soient utilisées de manière responsable et efficace. Il est également essentiel que la société civile soit intégrée dans une réponse susceptible de renforcer l'état de droit, les droits de l'homme, l'égalité des genres et la cohésion sociale²²⁴. Ce rapport a montré comment la CSST est utilisée pour faciliter les échanges de connaissances sur des questions telles que la gestion des finances publiques, le développement d'indicateurs de genre, la justice transitionnelle et les inégalités. Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESARO) du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a collaboré avec l'Afrique du Sud, le Botswana, le Burundi, l'Esuatini, l'Éthiopie, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, la Namibie, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, les Seychelles, le Soudan du Sud, la Zambie et le Zimbabwe dans le cadre d'un projet visant à aider ces pays à partager leurs expériences dans la conduite de leur recensement numérique national de la population et du logement. La démarche s'est appuyée sur l'utilisation des TIC dans le processus de collecte et de traitement des données, le mappage des données cartographiques et l'analyse géospatiale²²⁵. En outre, les engagements avec la société civile représentée notamment par le groupe de travail NDB-CSO, témoignent de la manière de recourir à la société civile pour améliorer la responsabilité et la transparence.

La CSST peut également servir à promouvoir la cohésion sociale. Ainsi, le PNUD, avec le soutien de l'Allemagne, de la Suède, du Royaume-Uni et de l'UE, a facilité la mise en œuvre de la Stratégie régionale de stabilisation pour la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT). L'idée était de porter secours aux communautés visées par Boko Haram au Cameroun, au Niger, au Nigéria et au Tchad, notamment en termes de stabilisation immédiate, de sécurité et de sûreté pour les communautés,

219 https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/5656/PB84_AGID421_CivilSociety_Online.pdf?sequence=1

220 Engagement de l'auteur auprès du groupe de travail de la Nouvelle banque de développement et des organisations de la société civile.

221 www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/development-impact/Making-development-co-operation-more-effective.html

222 https://www.effectivecooperation.org/system/files/2020-06/2.4%20CSO%20Partnerships_CONCEPT%20NOTE%20ONLY_6%20May%202020.pdf

223 <https://www1.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hiv-aids/beyond-recovery--towards-2030.html>

224 *ibid.*

225 <https://my.southsouth-galaxy.org/en/solutions/detail/Knowledge-and-technology-transfer-for-the-2020-census-round-in-east-and-southern-africa>

et la fourniture de moyens de subsistance aux personnes touchées par l'insurrection²²⁶. Un autre projet s'est penché sur les conflits transfrontaliers entre l'Éthiopie et le Kenya et sur le renforcement des systèmes d'alerte précoce²²⁷. Le partage d'expériences au niveau sous-régional et le développement de stratégies communes sont un élément clé de la CSST qu'il convient de promouvoir.

4.3.2 Protection sociale

Les mécanismes de protection sociale sont impératifs pour lutter contre les inégalités qui étaient déjà visibles avant la COVID-19 mais qui le sont encore plus aujourd'hui. La protection sociale peut inclure des transferts en espèces, une couverture sanitaire universelle et l'accès aux services de base et doit également aborder l'égalité hommes-femmes afin d'inverser les normes sociales²²⁸. La protection sociale est prise très au sérieux dans certaines parties du continent africain. L'initiative Transform vise à développer des compétences techniques pour les systèmes de protection sociale et constitue à cet égard un bon exemple d'utilisation de la CTr pour atteindre des objectifs mondiaux/régionaux. La démarche d'apprentissage privilégiée se concentre sur le contexte local et met l'accent sur la CSS et l'apprentissage par les pairs. La première formation de formateurs a été menée en Zambie en 2017 et a impliqué le gouvernement, le monde universitaire, le secteur privé et les Nations Unies. Des pays comme l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Ghana, l'Ile Maurice, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe y ont pris part. Ces formateurs sont supposés par la suite faciliter la formation continue sur le continent, et il est prévu d'adapter les programmes aux contextes nationaux²²⁹. Ces efforts doivent être poursuivis et mis à l'échelle à travers le continent.

4.3.3 Économie verte

L'accent mis sur l'économie verte implique un rééquilibrage entre la nature, le climat et l'économie. Cela peut nécessiter d'encourager des PPP durables, de développer des systèmes de transport verts, de transformer l'agriculture et d'introduire une réflexion intégrée dans le secteur de la santé²³⁰. Ce rapport a montré comment la CSST peut soutenir ces efforts, par exemple, dans la promotion des systèmes d'énergie renouvelable, comme le projet en cours au Ghana portant sur la fabrication de composants solaires photovoltaïques (PV) ou le développement d'initiatives agricoles durables. Il

existe d'autres exemples de la façon dont la CSST améliore ce domaine : le Cluster Africain Charbon Vert est un réseau de producteurs de dix pays qui échangent leurs connaissances sur la production et la commercialisation du charbon de bois vert, y compris des informations sur la certification. Le Réseau des entrepreneurs verts de 15 pays d'Afrique francophone se réunissent chaque année pour promouvoir des solutions communes²³¹.

Au Malawi, un projet intitulé « Mise en œuvre d'une planification d'adaptation urgente par des plans de développement décentralisés et nationaux renforcés » (ADAPT-PLAN) examine le cadre institutionnel pour l'intégration de mesures d'adaptation au changement climatique dans la planification du développement. Le Malawi a mené des évaluations de l'analyse de la résilience communautaire (CoBRA) dans les zones sensibles tout en tirant parti des expériences réalisées en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda²³². Dans un autre projet, le PNUD, la FAO, le PNUE et la Banque interaméricaine de développement collaborent avec les Comores, les Maldives, Maurice et les Seychelles afin de renforcer les capacités nationales, partager ces expériences et mettre en place des cadres réglementaires pour traiter la gestion des déchets chimiques²³³.

4.3.4 Disruption numérique

La COVID-19 a démontré la nécessité d'introduire de nouvelles technologies numériques pour relever les défis mondiaux. L'économie numérique est censée promouvoir l'accès et l'utilisation de technologies numériques susceptibles d'améliorer la prestation de services, tels que les soins de santé et l'éducation, tout en réduisant le problème de la faim, de la pauvreté et du changement climatique. En effet, elle peut réduire les coûts d'information et de transaction, créer de nouveaux emplois, établir de nouvelles sources de revenus et préserver les ressources²³⁴. La transformation numérique offre en outre aux MPME africaines un meilleur accès aux réseaux mondiaux et aux modes de production qui leur permettent de générer de meilleures économies d'échelle, de supprimer les contraintes logistiques et les barrières douanières et d'exploiter de nouveaux marchés de niche. Le renforcement de la concurrence dans les secteurs des télécommunications peut alléger les coûts liés à la conduite des affaires grâce à des programmes d'administration en ligne, tandis que l'utilisation de la finance numérique est à même de garantir l'accès des clients à des outils numériques moins chers et plus efficaces.

226 www.africa.undp.org/content/rba/en/home/democratic-governance-and-peacebuilding/regional-stabilization-facility-for-lake-chad-basin.html

227 <https://open.undp.org/projects/00114703>

228 <https://www1.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hiv-aids/beyond-recovery--towards-2030.html>

229 www.unsouthsouth.org/2018/09/12/good-practices-in-south-south-and-triangular-cooperation-for-sustainable-development-vol-2-2018

230 www.africa.undp.org/content/rba/en/home/democratic-governance-and-peacebuilding/regional-stabilization-facility-for-lake-chad-basin.html

231 www.unsouthsouth.org/wp-content/uploads/2020/09/Good-Practices-in-SSTC-for-Sustainable-Development-Vol.-3-2020-Digital-Light-FINAL.pdf

232 <https://my.southsouth-galaxy.org/en/solutions/detail/adapt-plan-malawi>

233 www.thegef.org/sites/default/files/web-documents/10185_PFD_SIDS_PFD.pdf

234 <https://www.southsouth-galaxy.org/events/digital-with-purpose-accelerating-action-and-transformative-pathways-for-delivering-on-the-sustainable-development-goals-and-recovering-from-covid-19-pandemic/>



Cependant, le développement des TIC a été extrêmement inégal entre les pays. La CNUCED note que l'Afrique et l'Amérique latine comptent pour moins de 5 % de centres de données de colocation dans le monde²³⁵, alors que le taux de pénétration moyen d'Internet en Afrique représente 35,2 %, et moins de 10 % dans des pays comme le Burundi, Madagascar, le Niger, la République démocratique du Congo, le Tchad et la Somalie²³⁶. Il est donc impératif que les pays mettent en œuvre des politiques adéquates pour faire face aux nouvelles tendances de l'économie numérique afin d'éviter le creusement des inégalités. Cependant, l'hémisphère Sud et l'Afrique en particulier, sont confrontés à plusieurs risques liés à la croissance de l'économie numérique, tels que l'aggravation du chômage (en particulier chez les jeunes), la concentration des richesses et les défis posés par la protection des droits de l'homme et des libertés²³⁷. De plus, les tendances mondiales d'accroissement des inégalités et de la persistance de stéréotypes de genre risquent d'être encore exacerbées par la numérisation si rien n'est fait.

Un certain nombre de recommandations ont été formulées pour améliorer la transformation numérique dans les pays du Sud. Les mesures possibles incluent : améliorer l'accessibilité aux technologies et aux infrastructures ; rendre la technologie plus abordable ; développer les compétences pertinentes ; identifier les possibilités de niche ; introduire des politiques et des réglementations habilitantes et atténuantes ; et exploiter le potentiel du partenariat²³⁸. Il devrait également y avoir un meilleur transfert de connaissances entre les entreprises publiques et privées, ainsi que des stratégies pour améliorer les affaires, comme la création de clusters permettant d'apporter une aide ciblée aux MPME²³⁹. Cependant, plus important encore, l'Afrique devrait adopter une position proactive et anticipative dans le domaine de l'économie numérique, et développer des stratégies et des scénarios pour atténuer les risques et saisir les opportunités. Bien que le numérique puisse rendre le partage des compétences plus accessible, cela ne peut se produire que si tous les secteurs de la société ont accès aux opportunités.

La CSST est un moyen d'assurer l'accès à la technologie et le transfert de celle-ci selon des conditions mutuellement convenues. Certains ont fait valoir que la CSST est plus pertinente que jamais sur le front de l'économie numérique, car la collaboration peut réduire les ressources nécessaires pour réaliser les changements indispensables tout en s'adaptant au contexte local²⁴⁰. À cet égard, le Document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud appelle à : « une collaboration Sud-Sud plus vaste en matière de développement technologique, y compris sur le plan de l'acquisition de capacités de recherche-développement, de gestion de réseaux et de technologies de l'information qui comprennent les producteurs et les utilisateurs ainsi que ceux qui s'emploient à développer les infrastructures et les ressources humaines ». Le texte souligne également l'importance du développement, du transfert et de la diffusion de procédés respectueux de l'environnement²⁴¹.

À l'avenir, il est probable que les initiatives de CSST s'orienteront de plus en plus vers des échanges basés sur le numérique, car cela offre plus de flexibilité et réduit les coûts. Cependant, le passage à la numérisation prendra du temps et n'est nullement une solution miracle. L'enquête en ligne du PNUD avait interrogé les participants sur les domaines qu'ils considéraient importants pour les futurs partenariats en matière de CSST en vue de renforcer la transformation numérique. Dans les réponses fournies, l'économie numérique était largement considérée comme le domaine le plus important pour renforcer la transformation numérique, suivie par la télésanté, la télémédecine et la gouvernance électronique (figure 18). Le télétravail dans les domaines de l'administration publique, de la justice et des énergies renouvelables a également été jugé important à cet égard.

235 https://unctad.org/system/files/official-document/der2019_fr.pdf

236 www.fc-ssc.org/getfile/index/action/images/name/5cc7d42426ec9.pdf

237 Ibid.

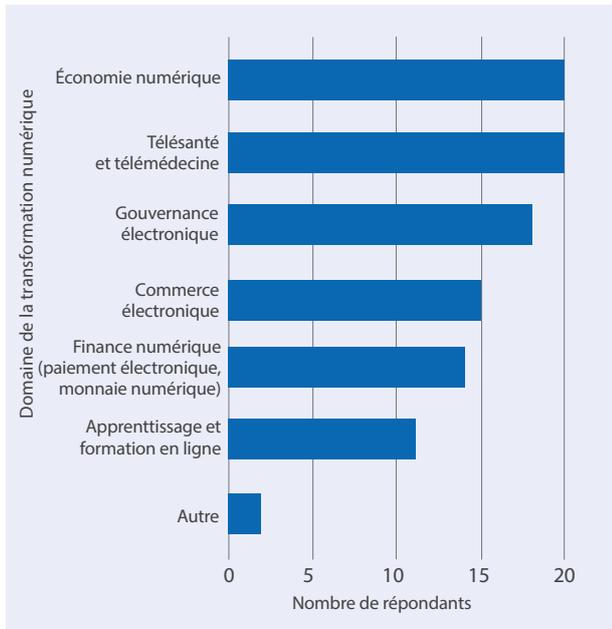
238 https://apolitical.co/en/solution_article/digital-transformation-tips-for-the-global-south

239 https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/dynamiques-du-developpement-en-afrique-2018_9789264302525-fr

240 www.fc-ssc.org/getfile/index/action/images/name/5cc7d42426ec9.pdf

241 <https://undocs.org/fr/A/73/L.80>

Figure 18. Domaines importants pour les futurs partenariats en CSST aux fins de renforcer la transformation numérique



Source : enquête en ligne du PNUD (2020).

Note : au total, les 23 répondants ont répondu à cette question.

4.4 Conclusion

Cette section a montré que la CSST peut être renforcée et gagner en efficacité en s'appuyant sur des partenariats de grande envergure, y compris avec le secteur privé et la société civile. La CTr offre davantage de ressources, d'expertise et de

durabilité pour partager les connaissances, mais l'Afrique doit s'assurer que les initiatives de CTr sont alignées sur ses propres objectifs régionaux et mondiaux. En effet, les pays ont l'obligation de vérifier que leurs priorités sont respectées dans la CTr, et que les interactions Nord-Sud reposent sur des relations horizontales également responsables. À cet égard, les institutions régionales et multilatérales devraient aider les gouvernements nationaux à élaborer les lignes directrices d'un tel engagement d'une manière conforme à leurs priorités. Les pays africains peuvent être assistés pour le partage de leurs réussites et leurs échecs en matière de CTr afin que d'autres puissent en tirer les enseignements utiles. Les Nations Unies en tant que partenaire multilatéral de confiance, et le PNUD en particulier, ont un rôle à jouer pour faciliter cela.

Qui plus est, l'Afrique devra élaborer une stratégie sur la meilleure façon de répondre aux tendances émergentes et de se concentrer sur des domaines spécifiques pour garantir que les réponses à la COVID-19 contribuent de manière plus judicieuse à mieux construire l'avenir. À cet égard, l'Afrique devrait capitaliser sur l'économie numérique en donnant la priorité au développement des infrastructures, et en examinant les types de processus et de partenariats qui facilitent cela. L'Afrique a l'avantage de pouvoir s'inspirer et d'aller au-delà des expériences acquises par les pays du Nord et devrait en tirer parti. Le continent devrait également se réjouir de sa croissance démographique et des dividendes qui en découlent, et investir dans les jeunes pour profiter de cette richesse. L'évolution vers la numérisation peut offrir des opportunités d'approfondir l'engagement des parties prenantes, notamment celles qui ont moins de capacités en ressources humaines en leur épargnant les frais et le temps de déplacement connexes.



CHAPITRE 5



Appui aux capacités de CSST en Afrique : le rôle du PNUD

5.1 Appui aux capacités nationales et régionales de CSST en Afrique

Comme indiqué dans le document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, les gouvernements sont encouragés à renforcer leurs capacités en matière de CSST, par exemple à travers les politiques nationales, les mécanismes de coordination, le partage des connaissances et les bonnes pratiques²⁴². En réponse, la stratégie à l'échelle du système des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour le développement durable spécifie cinq principaux résultats dans son plan d'action :

1. **Résultat 1** : Capacités des Nations Unies à répondre aux demandes des pays en développement renforcées pour relever des défis de développement spécifiques par le biais de la CSST.
2. **Résultat 2** : Capacités institutionnelles, humaines et techniques des pays du Sud renforcées au travers et en faveur de la coopération Sud-Sud et triangulaire.
3. **Résultat 3** : Échanges d'expériences, de savoir-faire, de technologies appropriées et de solutions de développement adaptables améliorés entre les pays en développement et les décideurs politiques, les institutions, les professionnels, la société civile, le monde universitaire et les organisations du secteur privé des pays du Sud.
4. **Résultat 4** : Intégration des perspectives et des besoins du Sud améliorée dans les politiques mondiales et régionales et la coopération internationale au développement.
5. **Résultat 5** : Ressources financières et en nature et expertises mobilisées par le biais de partenariats en CSS et CTr et d'alliances stratégiques pour un impact accru de la coopération Sud-Sud²⁴³.

Le plan d'action spécifie un certain nombre d'activités pour y parvenir tout en notant que la première année de mise en œuvre sera axée sur la définition du cadre de suivi-évaluation et d'établissement de rapports. Cela comprend la définition de données de référence et d'objectifs pour chaque indicateur et de responsabilités détaillées pour la collecte et la transmission des données, en collaboration avec d'autres entités des Nations Unies. Comme le montre la section suivante, le PNUD peut jouer un rôle essentiel dans

la mise en œuvre de cette stratégie, ainsi que de sa propre stratégie et offre en matière de CSS.

5.2 Offre du PNUD en matière de CSST pour l'Afrique

Le PNUD est le responsable technique de la réponse socio-économique des Nations Unies à la COVID-19. Dans sa réponse prospective à la pandémie, il détaille spécifiquement quatre domaines visés par son engagement, à savoir la gouvernance, la protection sociale, l'économie verte et la disruption numérique. En outre, le PNUD peut promouvoir et réaliser ces efforts en s'appuyant sur la CSST pour mettre à l'échelle les engagements susceptibles d'améliorer ces domaines. Le Plan stratégique du PNUD (2018-2021) expose comment le PNUD compte s'adapter à l'évolution du contexte dans lequel s'inscrit le développement et aider les pays à atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le plan stratégique réitère la détermination de l'organisation à mobiliser et faciliter l'appui du système des Nations Unies en partenariat avec les pouvoirs publics, la société civile et le secteur privé. Il affirme le rôle de la CSST en tant que vecteur déterminant du Programme 2030 et fonde son travail sur six solutions type :

1. Maintenir les populations hors de la pauvreté
2. Mettre en place une gouvernance qui contribue à l'édification de sociétés pacifiques, justes et sans exclusive
3. Prévenir les crises et renforcer la résilience
4. Environnement : promouvoir des solutions fondées sur la nature pour favoriser le développement
5. Améliorer l'accès à une énergie propre et abordable
6. Promouvoir l'égalité hommes-femmes, ainsi que l'autonomisation des femmes et des filles²⁴⁴.

Environ 17 % de ces initiatives dans chaque solution type ont déjà recours à la CSST pour atteindre leurs objectifs de développement²⁴⁵. Dans chaque cas, le PNUD fournit une expertise technique pour aider les pays à renforcer leurs capacités institutionnelles et politiques, qui peuvent être utilisées pour partager les bonnes pratiques et développer les partenariats. La stratégie institutionnelle du PNUD pour la coopération Sud-Sud (2016) désigne les trois rôles que le PNUD est appelé à jouer en tant que courtier de connaissances de confiance, facilitateur de partenariat et partisan du

242 <https://undocs.org/fr/A/73/L.80>

243 Avant-projet du Plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie à l'échelle du système des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour le développement durable, 2020-2024. Non publié.

244 <https://undocs.org/fr/DP/2017/38>

245 www.africa.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/UNDP-SSC_English_Web.pdf

renforcement des capacités²⁴⁶. Le PNUD dispose d'un réseau de bureaux dans plus de 170 pays, qui peuvent servir de vecteurs, de connecteurs, de pôles de connaissances et de centres d'excellence pour soutenir la CSST. L'Organisation compte également jusqu'à 50 plateformes de soutien aux pays et 60 laboratoires d'accélération nationaux.

- De plus, l'offre stratégique renouvelée du PNUD en Afrique²⁴⁷ considère la CSS comme l'un de ses six catalyseurs fondamentaux, notant l'importance de la solidarité, de la flexibilité et de la proximité pour faciliter les solutions de développement. Le plan de mise en œuvre de cette offre vise à :
 - exploiter son réseau de laboratoires d'accélération pour faire émerger et signaler rapidement des solutions locales qui fonctionnent dans différents contextes, et améliorer les connaissances collectives à travers le réseau ;
 - continuer à soutenir la codification systématique des connaissances portant sur les solutions de développement dans les pays du Sud et lier les solutions et bonnes pratiques ainsi codifiées à South-South Galaxy (SS Galaxy), le référentiel de connaissances Sud-Sud administré par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud ;
 - appuyer l'établissement de partenariats Sud-Sud régionaux ou de pays à pays en facilitant des événements de mise en relation, où les expériences et les connaissances sont partagées, et les demandes spécifiques mises en correspondance avec des solutions pertinentes ;
 - continuer, avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, à s'associer à la coalition mondiale de six réseaux de groupes de réflexion, en vue de renforcer les groupes de réflexion implantés en Afrique pour favoriser et faire progresser le dialogue et développer de nouvelles réflexions et recherches sur la CSS et les solutions de développement africaines²⁴⁸.

Le PNUD est en mesure de capitaliser sur ses capacités opérationnelles et de soutenir la mise en œuvre des initiatives de CSST tout en collaborant avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, qui fonctionne davantage comme une plate-forme de plaidoyer, de promotion et de coordination de la CSST. Ainsi, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud peut s'employer à appuyer le partage des connaissances sur la CSS et le PNUD prendre en charge la négociation des partenariats sur le terrain tout en examinant les moyens de simplifier les procédures et de promouvoir des approches harmonisées.

Afin d'assurer un financement adéquat, le PNUD soutient la mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba de 2015, en mettant l'accent sur les priorités énoncées dans l'Agenda 2063 et l'Accord portant création de la ZLECAf. En conséquence, le PNUD a créé le Hub Financement durable Afrique à Pretoria, en Afrique du Sud. Le PNUD soutient également la création de cadres de financement nationaux intégrés (INFF) et a élaboré un guide sur l'évaluation du financement du développement afin d'en faciliter la mise en œuvre²⁴⁹. Le Rapport sur le financement du développement durable 2020, élaboré par l'Équipe spéciale interinstitutions sur le financement du développement (IATF), formule également des recommandations pour freiner le recul du financement en faveur du développement²⁵⁰. Par conséquent, le PNUD a le potentiel de faciliter les partenariats en CSST, y compris avec les pays du Sud, les institutions de financement du développement et les institutions financières internationales, et d'utiliser des mécanismes tels que le financement mixte pour aborder la réponse à la COVID-19 et au-delà.

Le PNUD pourrait également tirer parti de ses laboratoires d'accélération pour développer des partenariats pour le partage des connaissances avec les institutions précitées, ce qui permettrait une mise à l'échelle des solutions plébiscitées. Par exemple, le PNUD a réalisé une enquête en collaboration avec la Banque européenne d'investissement (BEI) et le cabinet de conseil Bearing Point pour mettre en évidence les solutions technologiques mises en œuvre en Afrique et en Europe, et identifier les solutions numériques dont les pays africains ont besoin. Ces solutions ont été classées selon cinq priorités. La recherche a montré que la plupart des pays africains avaient atteint leurs limites financières et n'étaient pas en mesure de mener à bien les transformations numériques nécessaires pour soutenir la COVID-19. Par conséquent, la BEI envisage de travailler avec les secteurs public et privé pour accroître le financement de la santé et des entreprises. Un exemple spécifique du laboratoire d'accélération du PNUD au Kenya concernait une carte des systèmes couvrant la relation entre les effets et les réponses liés à la pandémie de COVID-19. Cette carte permet aux gouvernements d'anticiper les impacts sur la société et l'économie²⁵¹.



246 undp.org/content/undp/en/home/librarypage/development-impact/undp-ssc-corporate-strategy-.html

247 Offre stratégique renouvelée du PNUD en Afrique. <https://www.africa.undp.org/content/dam/rba/docs/Outreach%20Material/Strategic%20Offer%20in%20Africa.pdf>

248 Plan de mise en œuvre de l'offre stratégique renouvelée du PNUD en Afrique. Non publié.

249 <https://sdgfinance.undp.org/sites/default/files/UNDP-DFA%20Guidebook-D4-HighResolution%20%28002%29.pdf>

250 https://developmentfinance.un.org/sites/developmentfinance.un.org/files/FSDR_2020.pdf

251 https://www.eib.org/attachments/country/africa_s_digital_solutions_to_tackle_covid_19_fr.pdf

Tableau 4. Offre du PNUD et domaines thématiques potentiels de soutien en matière de CSST pour faire face à la COVID-19

Domaine	Moyens de collaboration avec le gouvernement et les organismes concernés	Domaines thématiques potentiels de soutien en matière de CSST
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'état de droit, les droits de l'homme et les institutions gouvernementales nationales et locales pour garder leurs « portes ouvertes » à la gouvernance électronique, gérer les crises et les incertitudes, élaborer et mettre en œuvre les politiques d'urgence, les réglementations et les plans d'urgence, assurer la continuité des services essentiels ; lutter contre la corruption et la désinformation en œuvrant de concert avec les institutions financières internationales (IFI), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et de nombreux autres partenaires. • Briser les stéréotypes de genre et les moteurs de la discrimination et des préjugés tout en assurant la continuité des services pour appuyer l'autonomisation des femmes et soutenir les survivantes de la violence sexiste, avec ONU Femmes et d'autres partenaires. • Aider les gouvernements à créer une marge de manœuvre budgétaire, à investir dans les marchés prioritaires, à renforcer l'engagement avec le secteur privé et à élaborer des stratégies de relance économique vertes et inclusives, notamment en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à l'intention des migrants et des personnes déplacées de force. • Renforcer le capital social – les habitudes, les normes et les systèmes pour l'inclusion des opinions de tous, la solidarité et l'engagement avec la société civile. • Maintenir l'élan de la prévention des conflits et des transitions pacifiques dans le cadre des efforts continus du PNUD pour faire progresser les résultats conjoints de l'aide humanitaire, du développement et de la paix dans des contextes fragiles, en travaillant en étroite collaboration avec le dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), la Banque mondiale et de nombreux autres partenaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • État de droit • Droits de l'homme • Gouvernance électronique • Réponse à la crise • Égalité entre les genres • Financement du développement et investissement • Engagement et inclusion de la société civile • Prévention des conflits
Protection sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des transferts monétaires et des options d'inclusion financière, en partenariat avec le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et d'autres, y compris le revenu de base temporaire et le revenu de base universel dans le cadre d'un contrat social renouvelé. • Définir l'avenir du travail avec l'Organisation internationale du travail (OIT), l'UNICEF, le PNUD et d'autres partenaires. • Mettre en œuvre des mesures de protection sociale et des stimuli fiscaux qui reflètent l'économie des services à la personne et tiennent compte de tous, et ciblent les travailleurs domestiques et informels, les personnes handicapées, les femmes migrantes et d'autres groupes, en collaboration avec ONU Femmes, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque mondiale et de nombreux autres partenaires. • Faire progresser la couverture sanitaire universelle et soutenir les systèmes et services de santé, y compris pour les populations clés et les personnes vivant avec le VIH, en coopération avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme commun des Nations Unies sur le sida (ONUSIDA), le Fonds mondial et d'autres partenaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Inclusion financière et protection sociale • Définition de l'avenir du travail • Stimulation fiscale • Système de soins de santé universel

Économie verte	<ul style="list-style-type: none"> • Travailler de concert avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la FAO, ONU-Habitat et de nombreux autres partenaires afin de stimuler une reprise verte et résiliente en aidant à traduire les contributions déterminées au niveau national et les plans d'adaptation des pays en termes de planification urbaine, d'agriculture et d'aménagement du territoire comme autant de solutions pour le climat. • Collaborer avec l'Organisation internationale du travail (OIT) et d'autres partenaires pour aider les pays à tirer profit des subventions de relance verte en vue de promouvoir et de protéger les emplois et les moyens de subsistance basés sur la nature, y compris l'entrepreneuriat rural. • Promouvoir des solutions et des approches communautaires en particulier dans les populations autochtones. • S'associer au PNUE, à l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) et à d'autres partenaires pour accélérer une transition énergétique verte dans le cadre de la réponse à la COVID-19, notamment en soutenant les pays au niveau de l'économie politique en faveur de la réforme des subventions dont font l'objet les combustibles fossiles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Énergie verte • Aménagement urbain • Agriculture • Utilisation des terres • Entrepreneuriat rural • Solutions communautaires ou autochtones
Disruption numérique	<ul style="list-style-type: none"> • Aider les gouvernements et les institutions à garder les portes ouvertes en opérant à distance via des plateformes numériques tout en planifiant des stratégies de transformation numérique plus vastes. • Fournir des services gouvernementaux essentiels à distance, y compris dans le secteur des soins de santé. • Soutenir l'intégration des données et des informations à l'appui d'une meilleure prise de décisions. • Établir des plateformes de paiement numérique et des systèmes de commerce électronique, en mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises dirigées par une femme, et combler la fracture numérique pour les femmes et les populations marginalisées. • Améliorer les options de financement numérique, notamment pour améliorer les flux d'envois de fonds, en collaboration avec le Fonds d'équipement des Nations Unies, la Banque mondiale, l'Organisation internationale sur les migrations et d'autres partenaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégies de transformation numérique • Santé numérique • Intégration des données • Plateformes de paiement numérique et commerce électronique • Financement numérique

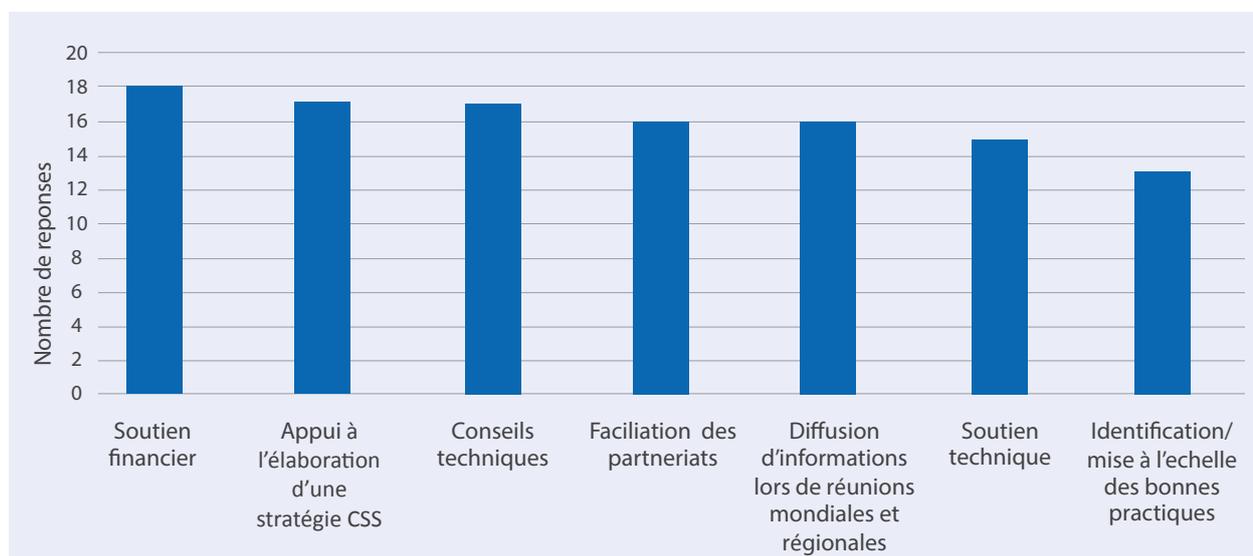
Source : PNUD. Au-delà du relèvement : à l'horizon 2030.

<https://www1.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hiv-aids/beyond-recovery--towards-2030.html>

Étant donné son rôle essentiel pour établir des partenariats et assurer la coopération, l'institutionnalisation de la CSST mérite de continuer à bénéficier du soutien du PNUD. En conséquence, l'enquête en ligne du PNUD a examiné comment l'organisation pourrait soutenir la CSST au niveau national. Les répondants ont essentiellement considéré que le PNUD pourrait fournir un soutien financier, bien que des conseils techniques sur l'institutionnalisation de la CSST (par exemple, unité/agence spécialement consacrée à la CSS, réseau de points focaux, définitions précises, suivi et établissement de rapports) et le soutien au développement d'une stratégie de CSS aient également été identifiés comme étant d'une importance capitale (figure 19).

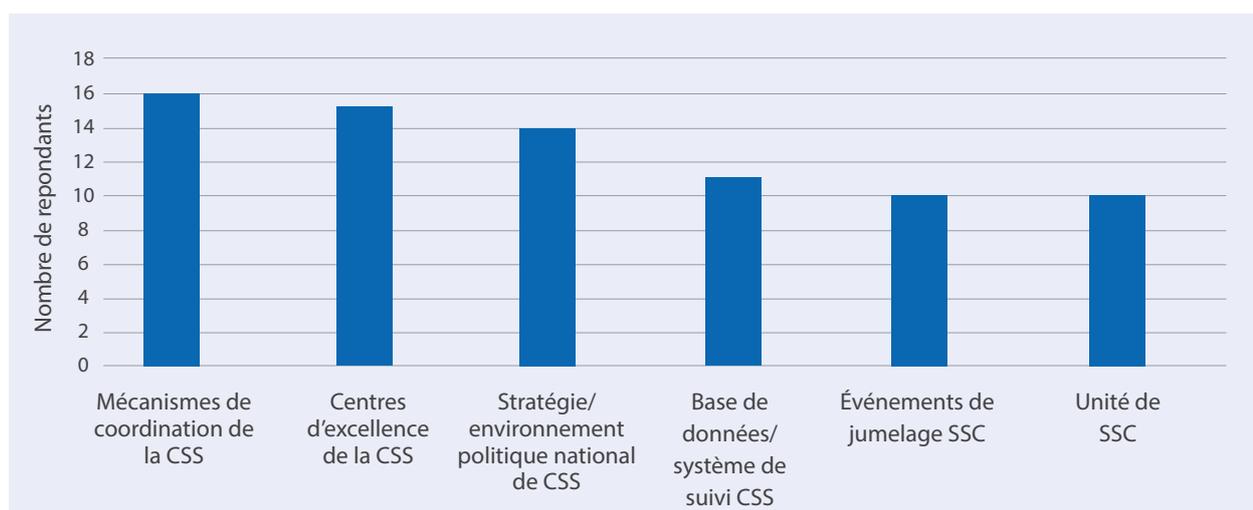


Figure 19. Appui du PNUD à l'institutionnalisation de la CSS et de la CTR



Les participants à l'enquête ont également été interrogés quant à leur intérêt pour les webinaires sur les échanges Sud-Sud. Ils ont manifesté leur intérêt, dans l'ordre, pour les mécanismes de coordination de la CSS aux niveaux national et infranational (groupes de travail, comités, etc.), les centres d'excellence de la CSS en tant qu'espaces institutionnels pour le développement et le partage des connaissances, et les stratégies nationales de CSS ou les environnements politiques qui lui sont favorables (figure 20).

Figure 20. Intérêt pour les thèmes de webinaire sur la CSS proposés par le PNUD



Il est clair que le PNUD peut jouer un rôle important dans la facilitation de la CSST, et ce, à différents titres. Compte tenu de la variété de ces rôles, un certain nombre de recommandations sont faites à l'intention du PNUD pour améliorer la CSST aux échelons national et régional, puis au niveau des bureaux de pays et enfin sur les plans continental et mondial.

5.3 Recommandations destinées aux parties prenantes à la CSST

5.3.1 Recommandations à l'intention des gouvernements nationaux

- Développer des stratégies de CSST et affecter des points focaux de CSST au sein du gouvernement, des universités, de la société civile et du secteur privé, et partager ces efforts avec d'autres pays menant des initiatives similaires.
- Cartographier les capacités nationales actuelles pour la mise en œuvre d'une stratégie de CSST, y compris en termes de possibilités de financement.
- Établir une base de données de bonnes pratiques qui peuvent être partagées avec d'autres pays par la CSST sur SS Galaxy et d'autres plateformes numériques.
- Élaborer des stratégies pour la reprise socio-économique post-COVID-19 qui ont recours à la CSST pour faciliter le partage des connaissances.
- Mettre en place des stratégies de transformation numérique qui tiennent compte de la manière dont la CSST peut être utilisée en faveur du transfert de technologie et des technologies numériques.

5.3.2 Recommandations à l'intention des organismes régionaux

- Organiser des dialogues politiques pour soutenir le partage d'expériences en matière de CSST.
- Envisager le recours à des cadres et des mécanismes régionaux pour soutenir la CSST, tels que l'AUDA-NEPAD et la ZLECAf.
- Imaginer des stratégies de financement conjointes pour améliorer la CSST, comme par exemple un fonds pour la CSST consacré à la réponse face à la COVID-19.
- Renforcer l'engagement en faveur de la CSST auprès des centres d'excellence régionaux, des universités, des groupes de réflexion et des centres de ressources.
- Soutenir les évaluations des capacités régionales et le rapprochement entre les différentes activités liées à la CSST.

5.3.3 Recommandations à l'intention du PNUD

5.3.3.1 Recommandations à l'intention des bureaux de pays

- Continuer à soutenir les gouvernements nationaux dans le développement de structures institutionnelles pour la CSST et à capitaliser sur les bonnes pratiques afin d'étendre la CSST.

- Soutenir le développement de cadres de financement nationaux intégrés (INFF) qui prennent en compte l'ensemble des options de financement disponibles pour les États membres, y compris les opportunités de financement mixte impliquant des partenariats Sud-Sud, et promouvoir le partage de cadres réglementaires pour améliorer le commerce et l'investissement, notamment en mettant l'accent sur les MPME et les économies informelles.
- Aider les pays à développer leur stratégie nationale sur la numérisation en s'inspirant des expériences d'autres pays par le biais de la CSST, conformément au Livre blanc de l'UA, intitulé « Harnessing Innovation and Emerging Technologies to Address the Impact of COVID-19 in Africa » (Exploiter l'innovation et les technologies émergentes pour faire face à l'impact de la COVID-19 en Afrique).
- Renforcer les laboratoires d'accélération du PNUD dans les pays par les mesures suivantes : Établir une liste d'experts thématiques pour soutenir le travail d'une équipe agile chargée d'explorer les domaines d'innovation potentielle ; trouver des solutions qui connectent le numérique et le secteur informel ; et utiliser les laboratoires pour faire correspondre les solutions existantes avec les besoins émergents.
- Promouvoir la codification des bonnes pratiques dans les réponses à la COVID-19, y compris celles impliquant des approches multipartites et l'innovation technologique.
- Soutenir la mise en œuvre de la ZLECAf par la cartographie des capacités de mise en œuvre et des projets d'investissement et de formation au commerce électronique.

5.3.3.2 Recommandations à l'intention du Centre régional du PNUD pour l'Afrique

- Encourager le partage des connaissances sur les bonnes pratiques africaines au niveau national pour répondre à la COVID-19 aux niveaux sous-régional, régional, interrégional et mondial, notamment par le biais des laboratoires d'innovation du PNUD.
- Favoriser les échanges en matière de CSST sur l'institutionnalisation de la CSST, ainsi que les bonnes pratiques visant au développement d'un écosystème de CSST en Afrique en convoquant des ateliers régionaux et en codifiant les bonnes pratiques.
- Soutenir la mise en œuvre des initiatives de CSST tout en élaborant des procédures simplifiées et des approches harmonisées.
- Promouvoir les bonnes pratiques d'engagement de multiples parties prenantes aux niveaux régional et mondial, y compris le secteur privé, la société civile et les universités, en partageant des exemples ou des engagements multipartites à différents niveaux, de l'engagement politique à la mise en œuvre de projets.

- Plébisciter les réseaux systématisés et faciliter la codification des bonnes pratiques africaines sur des plateformes mondiales telles que SS Galaxy.
- Appuyer la coopération numérique, l'innovation technique et les systèmes de connaissances basés sur les données au niveau régional en partageant les expériences nationales sur la transformation numérique.
- Partager les expériences nationales sur le financement des stratégies de développement, y compris les défis (par exemple, les cadres réglementaires) et les opportunités (par exemple, les financements mixtes) aux niveaux régional et interrégional.
- Soutenir le développement de cadres régionaux et de positions communes telles que la ZLECAf, et appuyer la mise en œuvre de cette dernière, à travers, entre autres, la création d'associations professionnelles régionales, la promotion du dialogue multipartite sur des sujets tels que la libre circulation des experts et des biens, ainsi que par le biais de manuels qui décrivent les pratiques des pays dans la préparation à l'entrée en vigueur de la ZLECAf.
- Faciliter les partenariats afin de transformer les initiatives bilatérales de CSS en initiatives de CTr offrant des approches plus soutenues et à plus long terme.
- Collaborer avec les blocs régionaux et sous-régionaux pour promouvoir la coopération et la coordination de larges réponses socio-économiques, et pour mettre en place des systèmes d'alerte précoce et des stratégies permettant de faire face à l'impact de la pandémie de COVID-19.

5.3.3.3 Recommandations à l'intention du Siège du PNUD

- Présenter les réponses africaines à la COVID-19 en matière de CSST au niveau mondial et soutenir leur alignement sur les cadres mondiaux tels que l'Agenda 2063 et le Programme 2030 en impliquant les experts africains dans les discussions mondiales.
- Promouvoir la CSST en tant que modalité d'amélioration des réponses à la COVID-19 par le biais d'ateliers et de publications, et renforcer les partenariats mondiaux pour garantir que les initiatives de CSS soient étendues pour inclure les partenaires de la CTr.
- Élaborer des lignes directrices pour les approches multipartites de CSST afin de promouvoir la réponse socio-économique du PNUD et développer des moyens stratégiques d'impliquer ces parties prenantes tout en mettant l'accent sur les cadres importants déjà en place, tels que les principes du Pacte mondial des Nations Unies et les directives sur la coopération entre les Nations Unies et le secteur des entreprises.
- Faciliter le développement de cadres mondiaux sur la numérisation en facilitant les discussions et la collaboration entre le continent africain et d'autres régions aux fins de réduire les inégalités et de mieux construire l'avenir.
- Promouvoir et administrer des fonds mondiaux capables de faciliter les échanges de CSST quant à la réponse socio-économique à la COVID-19.



CHAPITRE 6



Conclusion

Depuis son apparition, la pandémie de coronavirus a rendu les pays extrêmement vulnérables et continuera de les fragiliser tant qu'ils donneront la priorité aux réponses sanitaires et orienteront leurs ressources vers les efforts d'urgence. Le virus a touché les pays de manière inégale, mettant en évidence des inégalités préexistantes et des défis qui deviennent de plus en plus urgents à relever dans l'avenir proche. La CSS et la CTr offrent des moyens de partager des solutions uniques, innovantes, spécifiques au contexte et rentables en vue de partager les réponses à la pandémie et de mieux construire l'avenir. Ce rapport a montré l'utilité de cette modalité en fournissant des exemples de la façon dont ces solutions peuvent être utilisées pour améliorer la réponse socio-économique à la COVID-19.

Premièrement, ce rapport a montré que l'Afrique a répondu à la pandémie de COVID-19 en agissant de manière collaborative et coordonnée aux niveaux régional et sous-régional. Principalement, la réponse a été formulée en termes de politique sanitaire, macroéconomique et économique, mais de plus en plus, il sera nécessaire d'aborder le relèvement socio-économique. Les partenariats Sud-Sud ont jusqu'à présent facilité les réponses et seront essentiels pour mieux construire l'avenir. La ZLECAf promet d'être une opportunité supplémentaire de renforcer les partenariats de CSS en renforçant le commerce intra-africain et en encourageant la production locale. Cependant, pour que sa mise en œuvre soit réussie, il est important de promouvoir les discussions intra-africaines multipartites, de faciliter les échanges de biens et d'experts, et de s'assurer que des cadres réglementaires sont en place pour favoriser les échanges.

Deuxièmement, ce rapport a montré comment la CSST a été exploitée dans la réponse à la COVID-19, par des pays comme la Chine, Cuba, le Maroc, le Japon et la Turquie qui l'ont utilisée pour la fourniture d'experts médicaux et d'EPI, le renforcement des capacités, le partage de bonnes pratiques et le développement de réseaux régionaux. Les initiatives de CSS précédentes ont facilité la réponse à la COVID-19 et peuvent offrir de nombreuses opportunités pour l'avenir. Malgré cela, la COVID-19 a remis en cause certaines initiatives de CSS en raison des restrictions de voyage et du changement de priorités en matière de ressources. Cela a également forcé le passage en ligne de certains engagements, reflétant

ainsi la nécessité pour le continent africain d'adopter la numérisation. Et pourtant, à certains égards, ce changement aura permis une participation plus large et un plus grand partage d'informations à des coûts réduits.

Troisièmement, il est clair que la CSS est appelée à prendre de plus en plus d'importance à l'avenir, compte tenu de la réduction des ressources disponibles dans les pays du Nord. La CTr offre un moyen d'intensifier les partenariats et de développer des sources de financement indispensables. L'Afrique devra adopter une position proactive pour faire face aux mégatendances, et la CSST peut être un important moyen de partager les connaissances et l'innovation tout en établissant des partenariats mondiaux et régionaux. De plus, la confiance et l'appropriation locale seront essentielles pour administrer la CTr, à travers des mécanismes de coordination clairement définis. Les ressources peuvent être optimisées davantage en impliquant le secteur privé, le monde universitaire et la société civile, mais la variété des rôles et leur potentiel dans la CSST doivent être mieux compris et rendus plus systématiques.

Le PNUD peut jouer un rôle important dans le soutien de ces initiatives par la facilitation des échanges portant sur les réponses socio-économiques à l'échelle du continent, l'utilisation de ses bureaux de pays pour documenter les bonnes pratiques et les mettre à l'échelle grâce à la fonction d'intégration de l'organisation. Le PNUD peut soutenir le développement de réseaux multipartites et partager les expériences d'engagement réussies des parties prenantes à la CSS. De plus, les laboratoires d'innovation et d'accélération nationaux du PNUD peuvent documenter les solutions technologiques innovantes. Il est primordial que ce soutien se poursuive, soit mis à l'échelle et partagé à travers le continent africain.

Alors que la pandémie de COVID-19 a laissé de nombreux pays à travers le monde en proie à des défis encore plus grands qu'auparavant, elle a également démontré la nécessité de travailler ensemble et de collaborer pour obtenir des résultats en matière de développement. Par conséquent, la CSST est une modalité importante qui devrait être encouragée dans le développement d'une réponse à la COVID-19 et au-delà.



Programme des Nations Unies pour le développement
Hub Financement durable Afrique

UN House, Metropark Building
351 Francis Baard Street
Prétoira, Afrique du Sud
www.undp.org